



DOCUMENT DE BASE



En application des articles 211-1 à 211-42 de son Règlement Général, l'Autorité des marchés financiers a enregistré le présent document de base le 23 juin 2005 sous le n° I 05-099. Il ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers.

Ce document de base a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Cet enregistrement effectué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée sur la situation de la société, n'implique pas l'authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Avertissement : L'Autorité des Marchés Financiers attire l'attention du public sur les faits suivants :

- Les Commissaires aux comptes attirent l'attention du lecteur sur le § 5.3.5 du document de base concernant l'incidence sur les capitaux propres du passage aux normes IFRS
- Une observation liée au changement de méthode sur l'activation des biens pris en contrat de location-financement, a été formulée par les Commissaires aux comptes dans leur rapport sur les comptes consolidés au 31 décembre 2004
- Une observation, liée aux données prévisionnelles, a été formulée par les Commissaires aux comptes selon laquelle « s'agissant des données prévisionnelles résultant d'un processus d'élaboration structuré, elles présentent par nature un caractère incertain et les réalisations pourront différer, parfois de manière significative, des données prévisionnelles présentées »

Des exemplaires du présent document de base sont disponibles sans frais au siège social de la société, 109 rue Jean Aicard 83300 Draguignan, ainsi que sur les sites de l'AMF (www.amf-france.org) et d'ARKEON Finance (www.arkeonfinance.fr)

SOMMAIRE

1. RESPONSABLE DU DOCUMENT DE BASE ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES p 5

- 1.1 Responsable du document de base p 5**
- 1.2 Attestation du responsable du document de base p 5**
- 1.3 Contrôleurs légaux des comptes p 5**
- 1.4 Avis des commissaires aux comptes p 5**
- 1.5 Politique d'information p 6**

2. RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OPERATION p 8

3. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR ET SON CAPITAL p 9

3.1 Renseignements de caractère général concernant l'émetteur p 9

- 3.1.0 Dénomination et siège social p 9**
- 3.1.1 Forme juridique p 9**
- 3.1.2 Forme des actions p 9**
- 3.1.3 Droits des actions p 9**
- 3.1.4 Rachat par la société de ses propres actions p 9**
- 3.1.5 Législation p 9**
- 3.1.6 Date de constitution et durée de la société p 9**
- 3.1.7 Objet social p 10**
- 3.1.8 Registre du commerce et des sociétés / Code NAF p 10**
- 3.1.9 Consultation des documents juridiques p 10**
- 3.1.10 Exercice social p 10**
- 3.1.11 Assemblées générales p 10**
- 3.1.12 Affectation et répartition des bénéfices p 11**
- 3.1.13 Modalités de paiement du dividende p 12**

3.2 Renseignements de caractère général concernant le capital p 12

- 3.2.0 Montant du capital p 12**
- 3.2.1 Capital autorisé non encore émis p 12**
- 3.2.2 Capital potentiel p 12**
- 3.2.3 Instruments financiers non représentatifs du capital (parts de fondateur, certificats de droit de vote...) p 12**
- 3.2.4. Obligations convertibles, échangeables, remboursables en instruments financiers donnant accès au capital, à warrant ou autres p 13**
- 3.2.5 Tableau d'évolution du capital depuis cinq ans p 13**

3.3 Répartition du capital et des droits de vote p 13

- 3.3.1 Tableau de répartition p 13**
- 3.3.2 Modifications éventuelles intervenues dans la répartition du capital au cours des trois dernières années p 13**

3.4 Dividendes p 13

- 3.4.1 Dividende global p 13**
- 3.4.2 Dividende par action p 14**
- 3.4.3 Politique de distribution p 14**

3.5 Nantissement d'actions de la société p 14

4. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE L'EMETTEUR p 15

4.1 Présentation de Groupe Pizzorno Environnement p 15

4.1.0 Bref historique et évolution de la structure du groupe pendant les dernières années p 15

4.1.0.1 La direction générale de Groupe Pizzorno Environnement p 19

4.1.1 Le marché et les principales activités de Groupe Pizzorno Environnement p19

4.1.1.1 Le marché français de l'environnement p 19

4.1.1.2 Les marchés français liés aux déchets p 20

4.1.1.2.1 *Collecte et traitement des déchets non dangereux en France* p 22

4.1.1.2.1.1 Collecte et traitement des déchets des ménages p 22

4.1.1.2.1.2 Collecte et traitement des déchets des entreprises p 25

4.1.1.2.2 *Les marchés de collecte et de traitement des déchets dangereux* p 26

4.1.1.2.3 *Le matériel, les équipements et les installations de collecte des ordures ménagères* p 28

4.1.1.2.4 *Les équipements de traitement des ordures ménagères* p 29

4.1.1.3 Région Paca : état des lieux p 30

4.1.1.4 Le Maroc : état des lieux p 32

4.1.1.5 La Tunisie : état des lieux p 33

4.1.1.6 L'Algérie p 34

4.1.1.7 Le Groupe Pizzorno Environnement p 34

4.1.1.7.1 *L'activité française* p 35

4.1.1.7.1.1 Les principaux contrats en France p 38

4.1.1.7.2 *L'activité marocaine* p 40

4.1.1.8 Saisonnalité p 40

4.1.1.9 Les principaux outils de production p 41

4.1.1.10 Les principaux concurrents p 42

4.1.2 Données chiffrées sur les volumes de production au cours des trois derniers exercices p 43

4.1.3 Ventilation du chiffre d'affaires au cours des trois derniers exercices p 43

4.2 Politique des ressources humaines p 44

4.2.1 Les effectifs p 44

4.2.2 Structure de la Direction des Ressources Humaines p 45

4.2.3 Politique de Ressources Humaines p 45

4.2.4 Formation p 46

4.3 Politique d'investissements p 46

4.3.1 Investissements p 46

4.3.2 Financement p 47

4.4 Les filiales p 48

4.5 Risques de l'émetteur p 48

4.5.0. Risques sur les contrats clients p 48

4.5.1 Risques de marché p 49

4.5.2 Risques juridiques : environnement législatif et réglementaire auquel est soumis le Groupe Pizzorno Environnement p 50

4.5.2.1 Loi n° 76-633 du 16 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, modifiée par les lois n° 92-646 du 13 juillet 1992 et n° 95-101 du 2 février 1995 p 50

4.5.2.2 Loi n° 76-683 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, modifiée par la loi n° 92-648 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et la récupération des matériaux ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement p 52

4.5.2.3 Réglementation pour les transports des déchets p 53

4.5.2.4 Réglementation européenne p 53

4.5.3 Risques industriels et liés à l'environnement p 54

4.5.4 Assurances p 58

4.5.5 Faits exceptionnels et litiges p 66

4.6 Contrôle interne p 60

5. PATRIMOINE, SITUATION FINANCIERE, RESULTATS p 63

5.1 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés p 63

5.2 Comptes consolidés p 64

5.3 Compléments à l'annexe des comptes consolidés p 79

5.3.1 Relations entre la société-mère et ses filiales p 79

5.3.2 Note complémentaire sur le détail des charges exceptionnelles p 79

5.3.3 Note complémentaire sur la ventilation des immobilisations et du résultat d'exploitation par secteur d'activité p 80

5.3.4 Note complémentaire sur l'abandon de créance à la SA SCANN p 80

5.3.5 Incidence sur les capitaux propres du passage aux normes IFRS p 80

5.4 Rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux au 31 décembre 2004 p 85

5.5 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées p 86

5.6 Comptes sociaux p 87

5.7 Honoraires des commissaires aux comptes p 99

6. LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE p 100

6.1 Composition et fonctionnement du Conseil d'administration p 100

6.1.0 Composition p 100

6.1.1 Fonctionnement du Conseil d'administration p 101

6.2. Intérêts des dirigeants dans le capital de l'émetteur, dans celui d'une société qui en détient le contrôle, dans celui d'une filiale de l'émetteur ou chez un client ou un fournisseur significatif de l'émetteur p 101

6.2.0 Rémunération des dirigeants au titre de l'exercice 2004 (toutes sociétés du groupe confondues) p 101

6.2.1 Options de souscription ou d'achat d'actions consenties à chaque mandataire social et options levées par ces derniers p 101

6.2.2 Informations sur la nature et importance des opérations conclues entre la société et ses dirigeants p 101

6.2.3 Indication globale des prêts et garanties accordés ou constituées en faveur des dirigeants p 102

6.3. Mention des schémas d'intéressement du personnel p 102

6.3.1 Contrats d'intéressement et de participation p 102

6.3.2 Attribution et exercice d'options de souscription ou d'achat d'actions aux salariés non mandataires sociaux p 102

7. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EVOLUTION RECENTE ET LES PERSPECTIVES p 103

7.1 Evolution récente p 103

7.2 Perspectives 2006-2008 p 106

7.3 Les orientations p 117

GLOSSAIRE p 120

1. RESPONSABLE DU DOCUMENT DE BASE ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

1.1 Responsable du document de base

Monsieur Francis Pizzorno
Président Directeur Général
Groupe Pizzorno Environnement
109, rue Jean Aicard 833300 Draguignan

1.2 Attestation du responsable du document de base

A ma connaissance, les données du présent document sont conformes à la réalité. Il comprend toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de la société et de ses filiales. Il ne comporte pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Fait à Draguignan, le 2005

Monsieur Francis Pizzorno

1.3 Contrôleurs légaux des comptes

- Deloitte et Associés
10 place de la Joliette, Attrium 10.4, 13002 Marseille
Nommé par l'assemblée générale du 28 décembre 2002 pour une durée de six exercices, arrivant à échéance lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes au 31 décembre 2007.

- Paul Mortini / Fiduciaire d'expertise comptable
15 allées d'Azémar, BP 145, 83004 Draguignan Cedex
Nommé à la constitution de la société, le 18 février 2000, pour une durée de six exercices, arrivant à l'échéance lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes au 31 décembre 2005.

1.4 Avis des commissaires aux comptes

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Groupe Pizzorno Environnement et en application de l'article 211-5-2 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans le présent document de base établi à l'occasion de l'admission sur Eurolist by Euronext des actions constituant le capital social de Groupe Pizzorno Environnement.

Ce document de base a été établi sous la responsabilité du Président de la société. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'il contient portant sur la situation financière et les comptes.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes et à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans le document de base, afin d'identifier le cas échéant les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission. S'agissant des données prévisionnelles résultant d'un processus d'élaboration structuré, présentées au paragraphe 7.2 du document de base, cette lecture a pris en compte les hypothèses retenues par les dirigeants et leur traduction chiffrée.

Les comptes annuels et les comptes consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2004, 2003 et 2002, arrêtés par le Président selon les règles et principes comptables français, ont fait l'objet d'un audit par nos soins, selon les normes professionnelles applicables en France, et ont été certifiées sans réserve, avec, au titre de 2004,

une observation liée au changement de méthode sur l'activation des biens pris en contrats de location financement, faite dans le rapport sur les comptes consolidés.

Les états de rapprochement, présentant au paragraphe 5.3.5 du document de base, l'impact du passage au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne sur les capitaux propres et le résultat consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2004 (les « rapprochements IFRS ») ont fait l'objet d'un audit par nos soins, selon les normes professionnelles applicables en France. Dans notre rapport sur ces rapprochements, nous avons exprimé une opinion sans réserve sur leur établissement, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux règles d'élaboration décrites dans les notes qui les accompagnent, en attirant l'attention du lecteur sur :

- la note 5.3.5-1 qui expose les raisons pour lesquelles les rapprochements IFRS relatifs à l'exercice 2004 présentés dans les comptes consolidés de l'exercice 2005 pourraient être différents des rapprochements IFRS joints à notre rapport,

- le fait que, s'agissant de préparer le passage au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice 2005, les rapprochements IFRS ne constituent pas des comptes consolidés établis selon le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, permettant de donner, au regard de ce référentiel, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, présentés dans ce document de base.

Les autres informations appellent de notre part l'observation suivante : s'agissant des données prévisionnelles résultant d'un processus d'élaboration structuré, elles présentent par nature un caractère incertain et les réalisations pourront différer, parfois de manière significative, des données prévisionnelles présentées.

Draguignan et Marseille, le 23 juin 2005

Les Commissaires aux Comptes

Paul MORTINI

Deloitte & Associés

Gérard QUILLET

Information annexe :

Le présent document de base inclut par ailleurs :

- le rapport général sur les comptes annuels et le rapport sur les comptes consolidés des commissaires aux comptes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2004 (respectivement aux paragraphes 5.4 et 5.1 du présent document de base) comportant la justification de leurs appréciations, en application des dispositions de l'article L 225-235 du Code de commerce ;

- le rapport des commissaires aux comptes relatif à l'incidence sur les capitaux propres consolidés au 31 décembre 2004 du passage au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice 2005 (au paragraphe 5.3.5 du présent document de base).

1.5 Politique d'information

Madame Maria de Via Carrozza
Directeur financier
Groupe Pizzorno Environnement
Tél : 04 94 50 50 50
Fax : 04 94 50 50 81

Les documents sociaux, comptables et juridiques dont la communication est prévue par la loi et les statuts en faveur des actionnaires et des tiers peuvent être consultés au siège social de la société.

Des exemplaires du présent document de base sont disponibles, sans frais, auprès de la société, ainsi que sur les sites Internet de l'AMF (www.amf-france.org) et de ARKEON Finance (www.arkeonfinance.fr).

Calendrier de communication financière sur l'exercice 2005

- 15 08 05 : chiffre d'affaires consolidé du 1^{er} semestre
- 30 10 05 : comptes consolidés semestriels
- 15 11 05 : chiffre d'affaires consolidé des neuf premiers mois de l'exercice
- 15 02 06 : chiffre d'affaires consolidé de l'exercice clos le 31 12 05
- 30 04 06 : comptes consolidés au 31 12 05

2. RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OPERATION

En cas d'opération financière par appel public à l'épargne, les informations relevant de ce chapitre feront l'objet d'une note d'opération soumise au visa de l'Autorité des marchés financiers.

3. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR ET SON CAPITAL

3.1 Renseignements de caractère général concernant l'émetteur

3.1.0 Dénomination et siège social

Dénomination sociale : Groupe Pizzorno Environnement

Siège social : 109 rue Jean Aicard 83300 Draguignan

3.1.1 Forme juridique

Groupe Pizzorno Environnement a été constituée sous la forme d'une société par actions simplifiée le 18 février 2000.

Elle a pris la forme d'une société anonyme, par décision d'une assemblée générale en date du 6 juin 2005.

3.1.2 Forme des actions (article 9 des statuts)

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

En vue de l'identification des détenteurs de titres, la société est en droit de demander à tout moment à l'organisme chargé de la compensation des titres le nom ou, s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination, la nationalité et l'adresse des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires, ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés.

3.1.3 Droits des actions

Il n'existe pas de restriction dans les droits des actions.

L'article 12 des statuts confère un droit de vote double à toutes les actions détenues nominativement par un même actionnaire pendant au moins quatre ans.

3.1.4 Rachat par la société de ses propres actions

L'assemblée générale du 6 juin 2005, dans sa onzième résolution, a pris les dispositions suivantes.

« L'assemblée générale autorise la société, pour une durée de dix-huit mois et sous la condition suspensive de l'admission des actions de la société aux négociations sur un marché réglementé, à acheter ses propres actions, dans la limite de 3 % du capital social, soit 105.000 actions sur la base du nombre d'actions existant au 6 juin 2005, dans le seul objectif d'assurer la liquidité et/ou l'animation du marché au travers d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de déontologie de l'AFEI.

Les actions pourront être achetées par tous moyens, y compris par voie d'achat de blocs de titres, dans les conditions et limites fixées par les autorités de marché.

Le prix maximum d'achat ne devra pas excéder le double du cours coté le jour de l'introduction.

Ce prix est fixé sous réserve des ajustements liés aux opérations éventuelles sur le capital.

Les fonds que la société pourra consacrer à l'achat de ses propres actions ne devront pas excéder la somme de 3.000.000 € ou la contre-valeur de ce montant en toute monnaie.

L'assemblée donne tout pouvoir au Conseil d'administration, dans les limites fixées ci-dessus, pour accomplir ou faire accomplir les opérations s'inscrivant dans le cadre de la présente résolution, effectuer toutes formalités requises par la législation et la réglementation en vigueur, et plus généralement, faire le nécessaire ».

3.1.5 Législation

Française.

3.1.6 Date de constitution et durée de la société

La société a une durée de 90 ans à compter de sa date de constitution, soit jusqu'au 17 février 2090.

3.1.7 Objet social (article 2 des statuts)

La société a pour objet, en France et dans tous pays :

1°/ La prise de tous intérêts et participations, par tous moyens, dans toutes sociétés exerçant une activité liée à la protection de l'environnement, à l'élimination et à la valorisation des déchets, sous toutes leurs formes, notamment le ramassage, le traitement, le transport, le recyclage des ordures, la dépollution des sols, la purification de l'air, les nettoyages industriels et urbains, l'assainissement, la filtration, la distribution, le traitement des eaux, la construction de stations d'épuration.

2°/ La fourniture de toutes prestations de services aux sociétés dont elle détient des participations.

3°/ Et plus généralement toutes opérations commerciales industrielles, mobilières, ou immobilières, financières, se rattachant directement à l'objet ci-dessus et à tous objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en faciliter l'application ou le développement.

La société peut agir directement ou indirectement, soit seule, soit en association, participation, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés et réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet.

3.1.8 Registre du commerce et des sociétés / Code NAF

La société est immatriculée au RCS de Draguignan sous le numéro 429 574 395

Code NAF : 714 B

3.1.9 Consultation des documents juridiques

Les documents sociaux, comptables et juridiques dont la communication est prévue par la loi ou les statuts en faveur des actionnaires et des tiers peuvent être consultés au siège social de la société.

3.1.10 Exercice social

Du 1^{er} janvier au 31 décembre.

3.1.11 Assemblées générales (article 25 des statuts)

Convocation

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Les réunions ont lieu au siège social, soit dans tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Ordre du Jour

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Il contient, le cas échéant, les propositions émanant d'un ou plusieurs actionnaires dans les conditions fixées par la loi.

Lorsqu'une assemblée n'a pas pu délibérer régulièrement faute du quorum requis, une deuxième assemblée est convoquée dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de cette première assemblée.

Accès aux assemblées

Tout actionnaire a le droit, sur justification de son identité, de participer aux assemblées en y assistant personnellement, en retournant un bulletin de vote par correspondance, en participant à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification dans les conditions légales ou réglementaires, ou en désignant un mandataire, sous la condition :

- pour les titulaires d'actions nominatives, d'une inscription nominative dans les registres de la société,

- pour les titulaires d'actions au porteur, du dépôt aux lieux mentionnés dans l'avis de convocation, d'un certificat délivré par un intermédiaire habilité constatant l'indisponibilité de leurs actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'assemblée.

Ces formalités doivent être accomplies impérativement cinq jours au moins avant la date de réunion de l'assemblée générale.

Tenue de l'assemblée Générale

L'assemblée générale est présidée par le Président du conseil d'administration ou par un Administrateur délégué à cet effet par le conseil ou, à défaut, par une personne désignée par l'assemblée. En cas de convocation par le commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par un liquidateur, l'assemblée est présidée par celui qui l'a convoquée.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée disposant du plus grand nombre de voix et acceptant ces fonctions. Le bureau désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Il est tenu une feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés et certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

Sous réserve du droit de vote double, tel que résultant de l'article 12 des présents statuts, tout actionnaire a autant de voix qu'il possède d'actions ou en représente, sans aucune limitation que celles prévues par la loi.

Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée Générale émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par lui.

Les votes des actionnaires présents physiquement à l'assemblée sont exprimés par mains levées, à moins que le scrutin secret ne soit demandé par un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble le dixième du capital représenté à l'assemblée.

Pour toutes les assemblées, les actionnaires ont la faculté de voter par correspondance, ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification, dans les conditions légales et réglementaires.

Les délibérations sont constatées par des procès verbaux signés par les membres du bureau et établis dans les conditions prévues par la loi.

Les copies ou extraits de ces procès verbaux sont valablement certifiés par le Président du Conseil d'Administration, le secrétaire de l'assemblée, un Directeur Général Administrateur ou un Liquidateur.

3.1.12 Affectation et répartition des bénéfices (article 32 des statuts)

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux. L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice. Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie du capital.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

3.1.13 Modalités de paiement du dividende (article 33 des statuts)

I – L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie de dividendes mis en distribution, une option entre un paiement en numéraire et un paiement en actions, dans les conditions légales.

II – Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale, ou à défaut, par le conseil d'administration.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividendes ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

3.2 Renseignements de caractère général concernant le capital

3.2.0 Montant du capital (article 7 des statuts)

Le capital social est fixé à 6.791.603 €

Il est divisé en 3.500.000 actions, d'une valeur nominale de 1,940458 € chacune, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

3.2.1 Capital autorisé non encore émis

L'assemblée générale du 6 juin 2005 a autorisé le conseil d'administration, pour une durée de deux ans et en lui en déléguant les modalités, à augmenter le capital d'un montant nominal de 3.000.000 €, en supprimant le droit préférentiel de souscription.

3.2.2 Capital potentiel

La société n'a émis et n'est autorisée à émettre aucun titre donnant accès au capital.

3.2.3 Instruments financiers non représentatifs du capital (parts de fondateur, certificats de droit de vote...)

Néant.

3.2.4. Obligations convertibles, échangeables, remboursables en instruments financiers donnant accès au capital, à warrant ou autres

Néant.

3.2.5 Tableau d'évolution du capital depuis cinq ans

Date	Nature de l'opération	Variation du capital	Prime d'émission ou d'apport	Nombre d'actions créées	Capital après opération		
					Nombre d'actions	Nominal	Montant
12/02/2000	Constitution de la société	1.000.000 F	-	10.000	10.000	100 F	1.000.000 F
21/12/2001	Apport des actions de Dragui Transports	43.550.000 F	-	435.500	445.500	100 F	44.550.000 F
21/12/2001	Conversion du capital en euros	(5 F)	-	-	445.500	15,2449 €	6.791.603 €
06/06/2005	Division des actions	-	-	3.054.500	3.500.000	1,940458 €	6.791.603 €

3.3 Répartition du capital et des droits de vote

3.3.1 Tableau de répartition (au 22 juin 2005)

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote (1)	% des droits de vote
Francis Pizzorno	3.499.994	100,00	3.578.557	100,00
Divers	6	0,00	6	0,00
Total	3.500.000	100	3.578.563	100

(1) Les statuts de la société accordent un droit de vote double aux actions détenues par un même actionnaire depuis au moins quatre ans. A ce titre, 3.421.431 actions d'apport, créées le 21 décembre 2001, sont susceptibles de bénéficier d'un droit de vote double à compter du 21 décembre 2005. Jusqu'à cette date, seules 78.563 actions appartenant à M. Francis Pizzorno bénéficient d'un droit de vote double.

A la connaissance de la société, il n'existe aucun autre actionnaire que M. Francis Pizzorno détenant directement ou indirectement, seul ou de concert, plus de 5 % du capital ou des droits de vote de la société.

Il n'existe aucun pacte d'actionnaire.

La société n'est actuellement cotée sur aucun marché d'instruments financiers.

3.3.2 Modifications éventuelles intervenues dans la répartition du capital au cours des trois dernières années

Depuis sa création jusqu'à sa transformation en SA, la société était une SAS, dont l'actionnaire unique était Monsieur Francis Pizzorno.

Lors de la transformation en SA, le 6 juin 2005, celui-ci a cédé six actions au prix unitaire de 30 € de manière à ce que la société compte sept actionnaires.

3.4 Dividendes

3.4.1 Dividende global

Exercice clos le	Dividende brut	Avoir fiscal	Dividende net
31.12.2004	552.420 €	0 €	552.420 €
31.12.2003	641.520 €	213.840 €	427.680 €
31.12.2002	461.092,5 €	153.697,5 €	307.395 €

3.4.2 Dividende par action

(Calculé sur la base de 3.500.000 actions)

Exercice clos le	Dividende brut	Avoir fiscal	Dividende net
31.12.2004	0,16 €	0 €	0,16 €
31.12.2003	0,18 €	0,06 €	0 12 €
31.12.2002	0,13 €	0,04 €	0,09 €

3.4.3 Politique de distribution

Exercice clos le 31 décembre	Bénéfice net social	Bénéfice net consolidé part du groupe	Bénéfice net consolidé pdg avant amortis. des écarts d'acquis. (A)	Bénéfice distribué (B)	Taux de distribution(B/A)
2004	572 489 €	3.812.659 €	4.151.372 €	552.420 €	13,2 %
2003	533 417 €	1.885.113 €	2.223.819 €	427.680 €	19,2 %
2002	656 393 €	323.617 €	662.312 €	307.395 €	46,4 %

Au titre de l'exercice 2005, le groupe se fixe comme objectif un taux de distribution de l'ordre de 30 % du bénéfice consolidé part du groupe.

3.5 Nantissement d'actions de la société

Aucune action de la société Groupe Pizzorno Environnement n'est nantie.

Une partie des actions de certaines filiales fait l'objet de nantissemements, selon le tableau ci-après.

Filiale	Nombre de titres nantis	Bénéficiaire du nantissement
SOVATRAM	66	Caisse d'Epargne
SOVATRAM	66	Crédit Agricole
SOVATRAM	66	Lyonnaise de Banque
DRAGUI-TRANSPORT	398	Crédit Agricole
DRAGUI-TRANSPORT	80	Société Générale

NB : le nombre total d'actions constituant le capital de la société SOVATRAM est de 1.320 et celui de DRAGUI-TRANSPORT de 7.973.

Les sociétés SAMNET et Sud Invest Environnement ne font l'objet d'aucune inscription (privilèges, hypothèques ou nantissement).

4. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE L'EMETTEUR

4.1 Présentation de Groupe Pizzorno Environnement

Groupe Pizzorno Environnement est un acteur majeur en France et à l'étranger dans le domaine de l'environnement. Il met au service des collectivités locales, des professionnels et des particuliers son savoir-faire et son expertise sur l'ensemble de la filière des déchets. Historiquement liés à l'enlèvement des déchets, les métiers du groupe ont, en effet évolué et s'étendent désormais à un ensemble de services complémentaires allant de la collecte au tri, de la propreté urbaine à la valorisation et au traitement des déchets solides, comme celui des déchets liquides. La société bénéficie d'un outil industriel performant et privilégie les technologies de pointe avec l'utilisation de procédés innovants et non polluants afin de favoriser l'environnement et le développement durable. Les notions de qualité et d'amélioration de performance (ISO 9001 version 2000 et ISO 14001¹) font partie intégrante de la culture du groupe.

4.1.0 Bref historique et évolution de la structure du groupe pendant les dernières années

Groupe Pizzorno Environnement a été créé, en 1974, par son fondateur et actuel Président Directeur Général : M Francis Pizzorno. Si à l'origine la société exerçait son activité dans le transport de marchandises, elle s'est spécialisée très tôt dans les métiers de l'environnement et intervient actuellement, hors export, sur 5 segments de la gestion et du traitement des déchets solides et liquides :

- Collecte, transfert-transport et nettoyage : premier métier du groupe, leader dans le Var où il est implanté depuis plus de 30 ans. Depuis 4 ans, la société mène une stratégie de conquête de parts de marché vers les Alpes Maritimes, Paris et l'Ile de France. Ces nouvelles implantations lui permettent progressivement de gagner des contrats sur des communes avoisinantes. Ainsi d'un contrat de collecte du verre de Paris, la société a obtenu de nouveaux contrats comme la collecte de l'Hay les Roses, Rungis et le nettoyage de Vanves...
- Traitement : deuxième métier du groupe. Cette branche regroupe 3 centres de stockages en exploitation et gère près de 600 000 tonnes de déchets sur les 900 000 tonnes produites dans le département du Var. Deux des sites (Cannet des Maures et Bagnols en Forêt) ont obtenu l'attribution de la certification ISO 14001, le 3eme site en exploitation (Pierrefeu) est en cours de certification.
- Déchets Industriels Banals : cette activité consiste en la mise à disposition auprès d'industriels de caissons, puis l'enlèvement et le traitement de leurs déchets. Ceux-ci sont, entre autres, traités sur des plates formes de pré tri aménagées à cet effet.
- Tri et valorisation : afin d'anticiper la législation sur le tri des déchets ménagers le groupe a investi dès 1997 dans la création d'un centre de tri au Muy qui valorise 15 000 tonnes d'emballages par an et a obtenu un arrêté préfectoral lui permettant notamment d'accroître sa capacité.
- Divers : cette branche regroupe les activités d'assainissement (curage d'égout, entretien des réseaux d'eaux propres et sales, pompage de cuves, caves et autres sites inondés et curage de fosses septiques), le développement des Services Publics d'Assainissement Non Collectif **SPANC** (stations de traitement autonomes - fosses septiques), nettoyage industriel, construction d'unité de traitement des ordures ménagères.

¹ La norme ISO 14001 repose sur le principe d'amélioration continue de la performance environnementale par la maîtrise des impacts liés à l'activité de l'entreprise. Celle-ci prend un double engagement de progrès continu et de respect de la conformité réglementaire. Elle permet de bien structurer la démarche de mise en place d'un système de management environnemental, d'en assurer la traçabilité et d'y apporter la crédibilité découlant de la certification par un organisme extérieur accrédité.

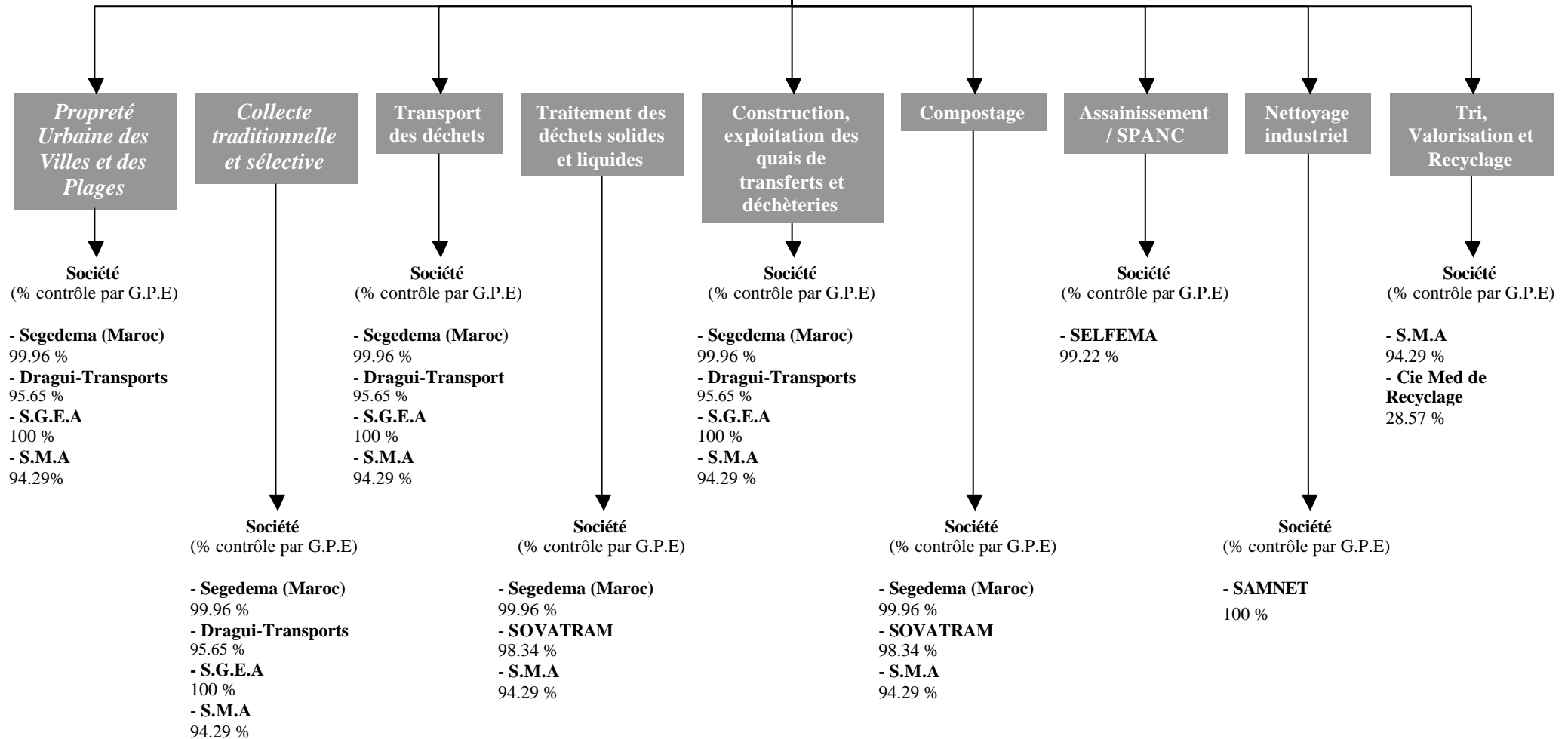
Cette diversité, ajoutée au développement des prestations et à l'ouverture de nouveaux marchés ont induit une multiplication des contrats, pour plus de 140 communes du Sud-Est de la France, des marchés significatifs en région parisienne et une forte implantation au Maroc. Depuis 1996, Groupe Pizzorno Environnement est en effet implanté au Maroc et a obtenu de nombreux contrats de collecte et de nettoyage auprès de nombreuses collectivités locales ainsi que la gestion du centre de stockage de Rabat qui reçoit environ 300 000 tonnes par an.

L'historique des acquisitions et des créations de sociétés composant le groupe peut se résumer ainsi :

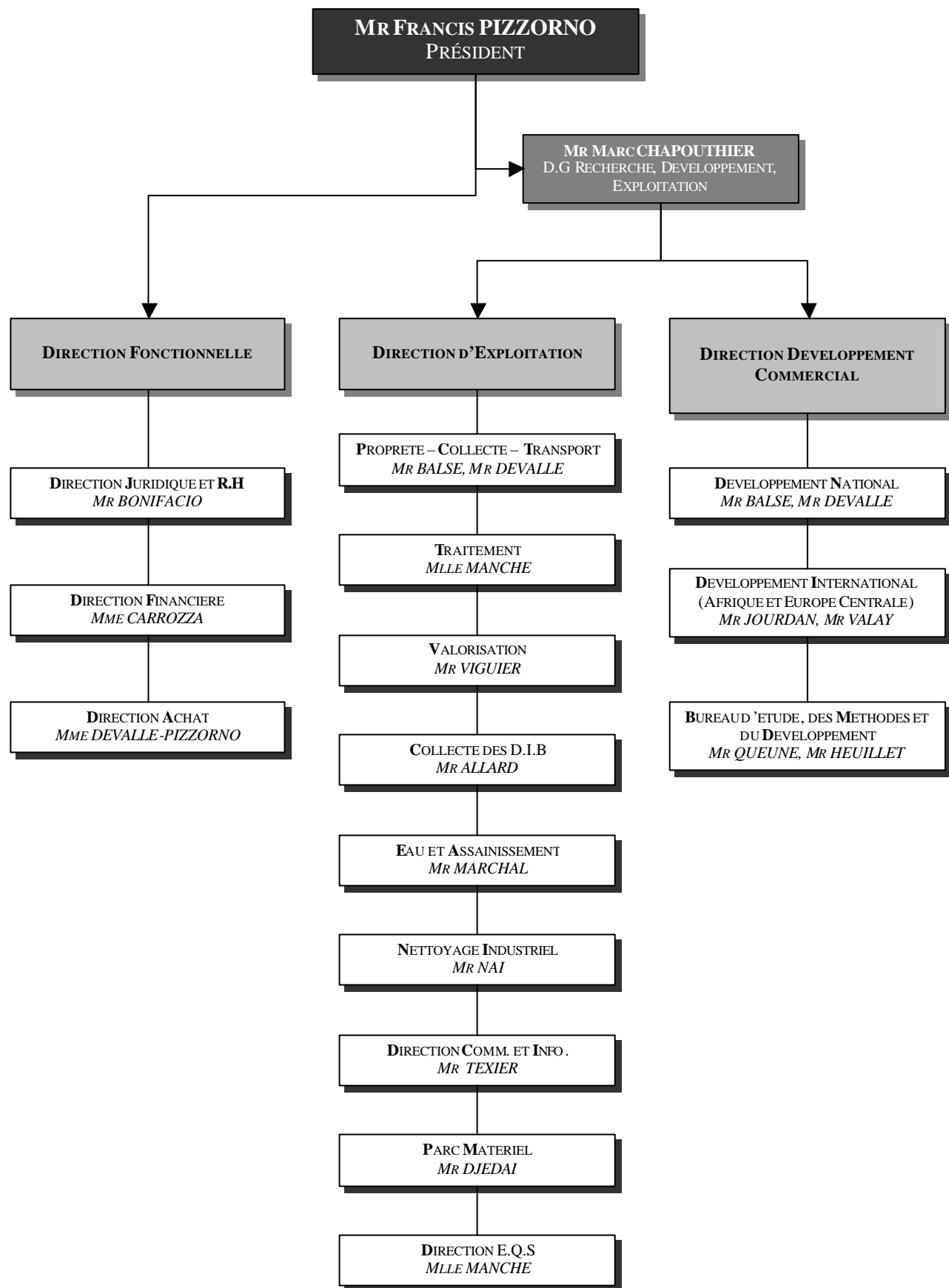
1974 :	Création de la société Dragui-transports,
1980 :	Prise de participation à hauteur de 98.34% dans la société Sovatram (traitement des déchets),
1982 :	Création de la société S.G.E.A. (collecte, transport, propreté urbaine),
1992 :	Acquisition des sociétés Somadett (collecte), S.M.A (déchets industriels banals), Selfema (traitement et assainissement),
1995 :	Acquisition de la société Samnet (nettoyage industriel),
1996 :	Création de la société Segedema (Maroc – collecte, traitement, propreté urbaine),
1997 :	Acquisition de la société S.J.N.S (collecte),
2001 :	Prise de participation à hauteur de 28.57% dans la société C.M.R.P (recyclage de pneus usagers),
2001 :	Acquisition des parts hors groupe et création de la Holding Groupe Pizzorno Environnement,
2001 :	Acquisition du fonds de commerce de la société Antiboise de Container (S.A.C),
2002 :	Acquisition du fonds de commerce de la société T.S.V,
2003 :	Absorption des sociétés SJNS et Somadett par SGEA et du GIG par Dragui-Transports.

**Groupe Pizzorno
Environnement**

ACTIVITES



ORGANIGRAMME FONCTIONNEL



4.1.0.1 La direction générale de Groupe Pizzorno environnement

- Francis Pizzorno – Président Directeur Général
Actionnaire majoritaire du groupe, après avoir été un spécialiste du transport de marchandises et parallèlement pendant 12 ans juge au tribunal de commerce de Draguignan, il a choisi depuis 30 ans de s'orienter vers les métiers de l'environnement
- Marc Chapouthier – Direction générale recherche, développement et exploitation
Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce de Lille, a fait l'essentiel de son parcours professionnel au sein du groupe Sita, en France et à l'étranger
- Magali Pizzorno-Devalle – Directrice des achats.
Mme Pizzorno-Devalle s'est forgée une compétence au sein du groupe, marquée par son attachement à l'entreprise familiale
- Maria Carroza – Direction financière
Diplômée de l'Institut de Contrôle et de Gestion (3ème cycle), directrice administrative et financière dans l'industrie agroalimentaire et le BTP
- Philippe Bonifacio – Direction juridique et des ressources humaines
Diplômé d'un 3^{ème} cycle en droit des affaires, droit économique et DPECF
- Pascale Manche – Direction de la branche Traitement et Environnement-Qualité-Sécurité
Ingénieur ESB, mastère d'ingénierie et gestion de l'environnement, ancienne collaboratrice de Véolia Environnement. 10 ans d'expérience dans l'environnement
- Frédéric Devalle – Direction de la branche Collecte et Nettoyement
Une expérience professionnelle forte (11 ans) et une compétence reconnue en tant que responsable d'une chaîne de magasins spécialisés dans le négoce de matériaux
- Frédéric Balse – Direction de la branche Collecte et Nettoyement
Ingénieur ENSAIA de Nancy, ingénieur environnement et déchets de Coved (groupe Bouygues) puis ancien directeur technique chez Via GTI (groupe FCC), 15 ans d'expérience dans l'environnement
- Thierry Viguier – Direction de la branche Valorisation
Diplômé de l'Ecole des Mines d'Alès, dans les métiers des déchets depuis plus de 10 ans

4.1.1 Le marché et les principales activités de Groupe Pizzorno Environnement

4.1.1.1 Le marché français de l'environnement

Les dépenses concernant la protection de l'environnement en France ont atteint 32Mds€ en 2003 (Source Ifen). Elles correspondent à 2% du produit intérieur brut de l'année. La gestion des eaux usées est le premier poste (35%). Elle évolue cependant moins vite que l'ensemble, du fait d'une faible croissance des prix et d'une réduction des volumes d'eau usée en provenance des entreprises. Les dépenses de collecte et traitement des déchets (deuxième poste avec 33%) progressent au contraire fortement, notamment celles liées aux déchets ménagers. La gestion des déchets municipaux, notamment, génère des dépenses en forte croissance. Les quantités à collecter et à traiter ont régulièrement augmenté depuis 30 ans même si on enregistre, depuis 2002, un ralentissement de la croissance du tonnage collecté. L'évolution de la dépense liée aux déchets est aussi la contrepartie d'une écologie accrue. Les taux de mise en décharge diminuent, ceux du recyclage augmentent, notamment du fait des progrès de la collecte sélective. Le renforcement des normes pesant sur les centres d'incinération permet par ailleurs une réduction des émissions toxiques, en même temps qu'il renchérit le coût du traitement. En résulte une dépense de plus de 11,5 milliards pour ce secteur des déchets, en passe de devenir le premier poste de la protection de l'environnement.

Dépense de protection de l'environnement

En millions d'euros	1990	1995	2000	2001	2002	2003	Taux de croissance annuel moyen (%)	
							2003/1990	2003/2002
Dépense courante	9 909	14 965	20 334	21 113	22 374	23 163	6,8%	3,5%
Dépense en capital	4 762	5 903	7 565	7 975	8 318	8 665	4,7%	4,2%
Total	14 670	20 686	27 900	29 089	30 692	31 829	6,1%	3,7%

Dépense par domaine

	1990	1995	2000	2001	2002	2003	Taux de croissance annuel moyen (%)	
							2003/1990	2003/2002
Eaux usées	6 341	8 130	9 946	10 324	10 947	11 155	4,4%	1,9%
Déchets	3 994	6 408	9 091	9 509	9 983	10 522	7,7%	5,4%
Déchets radioactifs	0	0	570	573	578	594	-	2,8%
Air	1 181	1 284	1 708	1 729	1 859	1 940	3,9%	4,4%
Bruit	676	930	1 160	1 252	1 292	1 405	5,8%	8,7%
Biodiversité et paysages	334	958	1 309	1 354	1 335	1 391	11,6%	4,2%
Nétoyage des rues	693	808	977	1 029	1 078	1 105	3,7%	2,6%
R&D	568	978	1 459	1 522	1 607	1 627	8,4%	1,3%
Administration Générale	884	1 372	1 680	1 795	2 013	2 087	6,8%	3,7%
Dépense de protection de l'environnement.	14 670	20 686	27 900	29 089	30 692	31 829	6,1%	3,7%
Adduction en eau potable	6 027	5 976	6 749	7 076	7 319	7 461	1,7%	1,9%
Récupération	3 367	4 213	4 939	4 759	4 733	4 937	3,0%	4,3%
Amélioration du cadre de vie	1 789	1 624	2 129	2 305	2 610	2 971	5,5%	13,8%
Dépense liée à l'environnement	25 554	32 682	41 716	46 228	45 355	47 198	4,8%	4,1%

Source : Ifen

Les collectivités locales ont un poids important dans la gestion de l'environnement. Leurs dépenses en environnement se sont élevées en 2002 à environ 21Mds€, soit 1,45% du PIB. Plus de 90% de ces dépenses sont financées par les communes (30%) et leurs groupements² (61%). L'environnement représente 10% des dépenses totales des communes et 45% des dépenses de leurs groupements. La gestion de l'eau, l'environnement urbain et les déchets sont les principaux domaines concernés par ces dépenses.

4.1.1.2 Les marchés français liés aux déchets (source Ademe – Marché 2003-2004, prévisions 2005)

Etat des lieux

Sur les 650 millions de tonnes de déchets produites chaque année en France « toutes catégories confondues », les déchets des ménages représentent 28 millions de tonnes. Au total, la quantité de déchets ménagers « et assimilés » pris en charge par les communes s'élève à 47 millions de tonnes. On distingue plusieurs grandes catégories de déchets, en fonction, soit de leur origine, soit de la nature des personnes qui en assurent le traitement.

• Les déchets municipaux : 47 millions de tonnes

Il s'agit des déchets collectés et traités sous la responsabilité des municipalités et leurs groupements :

- Ordures ménagères au sens strict : 22 Mt
- Déchets encombrants des ménages et Déchets verts des ménages : 6 Mt
- Déchets des activités collectés avec les déchets des ménages : 5 Mt
- Déchets des collectivités : 14 Mt (dont 9 millions de tonnes boues de station d'épuration, 4 millions de tonnes de déchets de voirie et de marchés, et 1 million de tonnes déchets verts).

• Les déchets industriels et commerciaux : 98 millions de tonnes.

Il s'agit des déchets produits par les entreprises (hors BTP et agriculture) :

- Déchets industriels banals collectés de façon spécifique 89 Mt (dont 43 millions de tonnes de déchets des industries agroalimentaires)
- Déchets industriels spéciaux : 9 Mt

² Les groupements ou structures intercommunales résultent de la mise en commun par les communes d'une partie de leurs compétences et des moyens correspondants. Les compétences des syndicats sont définies à leur création. On distingue les syndicats à vocation unique (SIVU) pour lesquels une seule compétence est déléguée, et les syndicats à vocation multiples (SIVOM) où plusieurs compétence le sont.

Les déchets industriels banals (ou « non dangereux ») peuvent être traités sans sujétions particulières. Ils peuvent généralement suivre les mêmes filières de traitement que les déchets ménagers. En revanche, les déchets industriels spéciaux (ou « dangereux ») doivent être éliminés dans des installations dédiées.

• Les déchets agricoles : 375 millions de tonnes :

- Déchets des élevages : 275 Mt
- Déchets de culture : 55 Mt
- Déchets de forêts : 45 Mt

• Les déchets du BTP : 130 millions de tonnes :

- Déchets du bâtiment : 30 Mt
- Déchets des travaux publics : 100 Mt

Le coût de gestion des déchets a doublé en dix ans. Cette charge pèse essentiellement sur le contribuable, même si la contribution des producteurs a évolué à la hausse, à travers la mise en place de filières dédiées

Evolution récente et perspective 2005 (source Ademe)

En 2003, le chiffre d'affaires du marché français lié aux déchets a augmenté de 3,9%, dont 2,8% pour les services et 18% pour les équipements. (source Ademe)

Les efforts de réduction à la source de la production de déchets, ont induit une stagnation globale du gisement. Toutefois le marché des déchets non dangereux a progressé de 2,6%, l'allongement des circuits, dus en particulier aux progrès de la collecte sélective et du tri, ainsi que le rapatriement de certains déchets vers les installations autorisées, ont légèrement soutenu l'activité en volume, alors que les prix enregistraient une hausse très modérée. Pour les déchets dangereux la situation a été assez contrastée entre les différentes filières de traitement. La quantité de déchets dangereux liquides traités en externe a diminué sous l'effet conjugué de la diminution du gisement et du traitement en interne. L'incinération, malgré un contexte de plus en plus concurrentiel, est parvenu à progresser. En revanche, les déchets pâteux et surtout les déchets solides progressent. Dans l'ensemble, les marchés liés aux déchets dangereux ont progressés de 3,9%. Par contre les marchés d'équipements et d'installations de traitement ont fortement augmenté, ce qui a plus que compensé la baisse du marché des matériels et équipements de collecte. Cette augmentation résulte de la croissance à la fois du marché des installations de traitement biologique (unité de méthanisation) et de celui des systèmes de traitement des émissions atmosphériques des usines d'incinération d'ordures ménagères (montée en puissance des travaux de mise en conformité).

Par ailleurs, selon la Fédération de la récupération, du recyclage et de la valorisation, les professionnels ont collecté 37 millions de tonnes de matières recyclables en 2003 dont 85 % ont pu être traitées. Le reste a été mis en décharge, incinéré ou broyé. Les processus de récupération se sont améliorés et la part détruite a fortement diminué dans les années 1999 à 2002, en particulier pour les déchets verts, médicaux, dangereux ou les déchets en mélange. En 2003, cette part se stabilise à 15 % du volume collecté. Les professionnels de la gestion des déchets ménagers tiennent une place importante dans le recyclage et la valorisation des emballages. Leur activité secondaire de récupération consiste à vendre du compost ou des matériaux récupérés à partir du tri ou de la collecte séparative. Le renforcement de la réglementation ouvre de nouveaux marchés pour la récupération. Ainsi, la collecte des piles et accumulateurs s'accroît-elle rapidement. Selon l'Ademe, le taux de collecte apparent des piles est passé de 17 % en 2001 à 32 % en 2002. Evolution similaire pour les pneus usagés dont un tiers serait recyclé et un cinquième valorisé comme combustible de substitution. Cependant, les débouchés des produits de valorisation demeurent insuffisants et il reste environ 100 000 tonnes de pneus dont la destination demeure imprécise.

La croissance du gisement de déchets en **2004**, bien que légèrement portée par les déchets des entreprises, a été de nouveau très limitée. Le marché des services de collecte et traitement des déchets non dangereux a progressé de 2,4%. Les marchés des déchets dangereux ont connu également un renforcement de la concurrence qui se traduit par une forte pression sur les prix. En ce qui concerne les quantités collectées et traitées, on observe une certaine continuité par rapport à l'année précédente (baisse des liquides, stabilisation des pâteux et augmentation des solides).

Dans l'ensemble, les marchés liés aux déchets dangereux ont progressés de 2%. Les marchés des équipements ont augmenté encore plus fortement qu'en 2003, avec une augmentation de 75%. **En 2004, le chiffre d'affaires du marché a globalement augmenté de 7,8% dont 2,5% pour les services et 68,6% pour les équipements.**

La croissance en **2005** du marché des services liés aux déchets non dangereux devrait s'inscrire à +1,6% avec une reprise de la hausse des prix à l'occasion de la renégociation des contrats avec les collectivités locales qui recourent de plus en plus aux entreprises privées pour gérer les services de collecte et traitement des déchets. La principale interrogation porte sur les progrès de productivité qui pourraient résulter d'une optimisation des activités, en particulier dans le domaine de la collecte, ainsi que des choix effectués par les collectivités entre les différentes filières. La croissance du marché des services liés aux déchets dangereux (hors réhabilitation des sites et sols pollués) devrait se situer au même niveau qu'en 2004, autour de 1,6%. Une fois pris en compte la réhabilitation des sites et sols pollués, l'ensemble du marché pourrait progresser de 3,5%. Après le pic d'augmentation de 2004, la croissance du marché des équipements ralentira mais se maintiendra à un niveau élevé (+24%). **Au total, le chiffre d'affaires du marché pourrait progresser de 4,3% en 2005, dont 1,8% pour les services et 24% pour les équipements.**

Par ailleurs, Le déclin de la collecte traditionnelle au profit de la collecte sélective devrait se poursuivre, tant pour les ordures ménagères que pour les déchets industriels non dangereux. Les services de collecte et traitement des déchets spéciaux devraient en revanche croître en raison d'une externalisation croissante et des contraintes réglementaires de plus en plus sévères.

4.1.1.2.1 Collecte et traitement des déchets non dangereux en France (source Ademe)

Le chiffre d'affaires de ce secteur devrait évoluer ainsi :

En M€	2002	2003	2004	2005e
Collecte des déchets non dangereux	1 819	1 852	1 919	1 939
Incinération des déchets non dangereux	898	945	954	907
Mise en centre de stockage des déchets non dangereux	1 443	1 462	1 473	1 522
Tri des déchets non dangereux	475	493	518	533
Traitement biologique	172	181	187	193
Transit des déchets non dangereux	177	179	187	198
Autres		4	2	30
Total	4 984	5 115	5 239	5 322
Evolution		2,6%	2,4%	1,6%

L'augmentation du gisement des déchets banals entreprises devrait permettre une augmentation de l'activité de collecte, de transit et de tri. Toutefois le traitement lui-même (incinération et mise en décharge) ne devrait bénéficier que faiblement de cette augmentation, des flux croissants de déchets étant déviés vers la valorisation matière, dans un contexte où le prix des matières premières joue un rôle incitatif. Une des principales évolutions devrait être la baisse relative de l'incinération en 2005 (et 2006). La mise aux normes des incinérateurs ne devrait pas être totalement achevée à l'échéance prévue de décembre 2005, ce qui se traduira par des fermetures temporaires et le report des déchets concernés vers la mise en décharge. La collecte sélective poursuivra sa croissance à un rythme plus soutenu que l'activité dans son ensemble.

4.1.1.2.1.1 Collecte et traitement des déchets des ménages

Collecte et traitement des déchets ménagers assimilés

<i>en millier de tonnes</i>	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Collecte des DMA en mélange	23 576	23 300	23 065	22 676	22 809	22 770	22 725	22 700
Collecte séparative	8 165	8 607	9 216	9 609	10 220	11 370	12 350	13 250
dont déchet "sec" en apport volontaire	1 454	1 670	2 317	2 317	2 490	2 733	2 011	2 070
dont apports en déchèterie	3 750	4 702	5 605	5 684	6 000	6 674	NA	NA
Transfert	4 201	4 400	4 562	4 794	5 447	6 533	5 619	5 700
Traitement des DMA	30 512	30 749	30 973	31 041	31 233	32 205	33 054	33 898

Source : ADEME

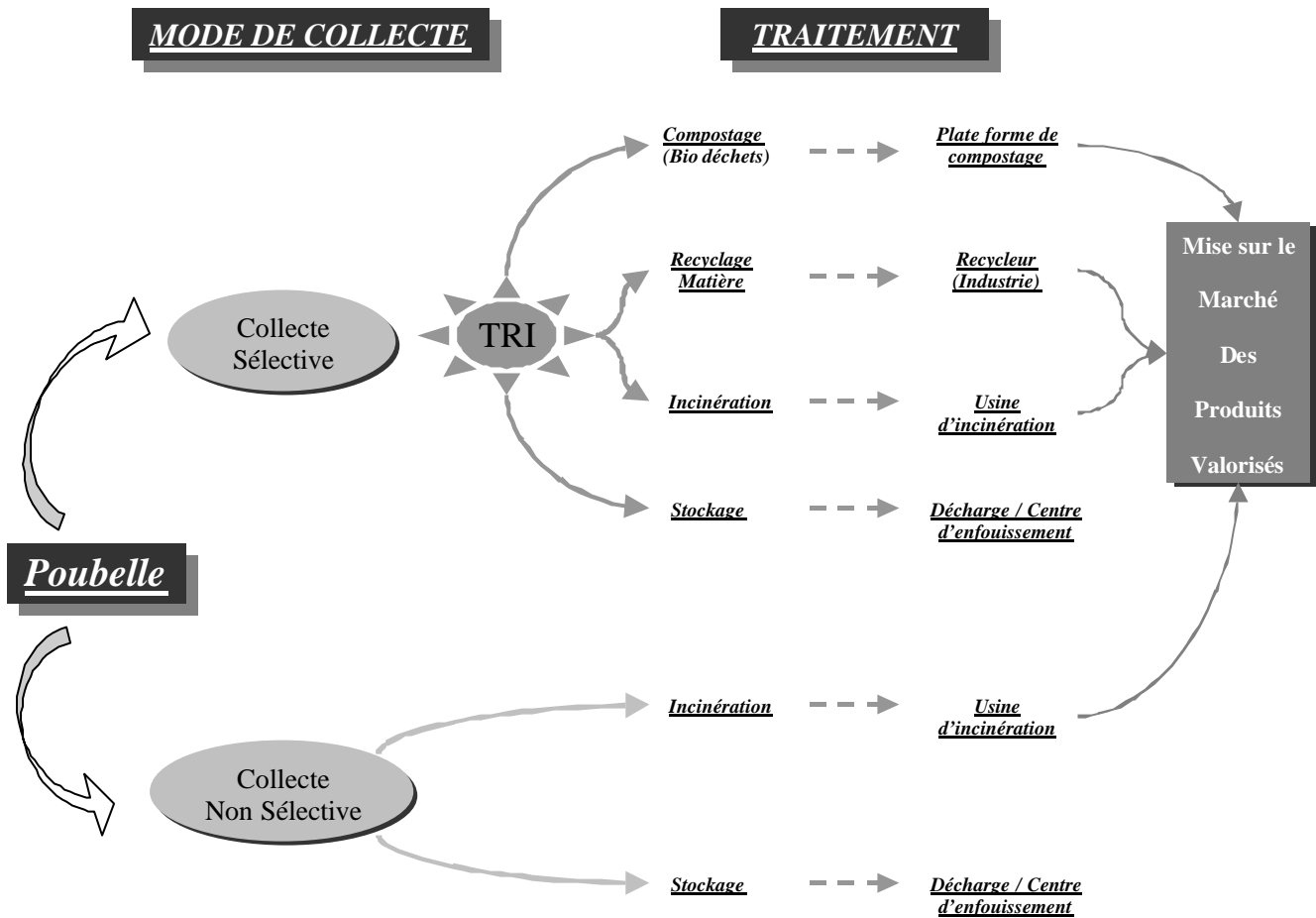
Ordures ménagères et assimilées

Contenu-type d'une poubelle (en poids)

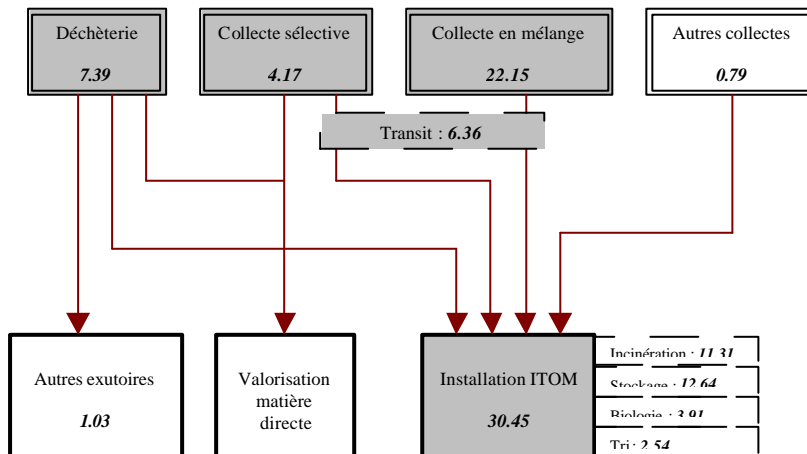
- 29 % déchets putrescibles
- 25 % papiers/cartons
- 13 % verre
- 11 % plastique
- 7 % combustibles divers
- 6 % textiles
- 5 % divers matériaux
- 4 % métaux

Modes de traitement des ordures ménagères :

- 50 % stockage (décharges et centres d'enfouissement)
- 35 % incinération (29 % avec valorisation sous forme électrique ou de vapeur d'eau; 6 % sans récupération)
- 8 % recyclage (sachant que seul 12 % des ordures ménagères sont collectées sélectivement)
- 7 % compostage (valorisation énergétique)



Ordures ménagères et assimilées : flux physiques 2003 (millions de tonnes) **source : Ademe**



Entre 2003 et 2005, les marchés de la collecte et du traitement des ordures ménagères devraient faiblement progresser dans la mesure où l'augmentation prévue de la mise en décharge en 2005 ne devrait pas compenser le recul de l'incinération. En revanche, le prix moyen devrait croître sur la période de 4.7% (+5.1% pour la collecte et +3.3% pour le traitement). Dans la collecte, l'effet de structure dû à la progression de la collecte sélective des emballages ménagers sera partiellement compensé par la progression des déchèteries.

Evolution du marché de la collecte sélective des matériaux recyclables issus des ordures ménagères

	2003 réalisation	Evolution 03/04 en %	2004 prévisions	Evolution 04/05 en %	2005 perspectives
Tonnage en Kt	3 126,3	10,0%	3 439,6	2,5%	3 525,6
Prix moyen en €/t	127,5	2,0%	130,1	2,5%	133,3
Chiffre d'affaires en M€	398,6	12,2%	447,3	5,1%	470,0

Les quantités de déchets en collecte traditionnelle devraient en effet continuer de baisser, seule l'augmentation des prix permettra de compenser cette inflexion.

Marché de la collecte traditionnelle

	2003 réalisation	Evolution 03/04 en %	2004 prévisions	Evolution 04/05 en %	2005 perspectives
Tonnage en Kt	14 174,5	-1,0%	14 032,7	-1,0%	13 892,4
Prix moyen en €/t	60,6	1,0%	61,2	2,0%	62,4
Chiffre d'affaires en M€	859,0	0,0%	858,9	1,0%	867,3

source : Ademe

Les déchèteries se positionnent déjà comme la deuxième filière de collecte de déchets, supérieure en tonnage à la somme des collectes sélectives des déchets des ménages et des entreprises.

Marché de l'exploitation des déchèteries

	2003 réalisation	Evolution 03/04 en %	2004 prévisions	Evolution 04/05 en %	2005 perspectives
Tonnage en Kt	3 348,1	3,7%	3 472,8	3,2%	3 582,4
Prix moyen en €/t	40,2	0,5%	40,4	1,0%	40,8
Chiffre d'affaires en M€	134,6	4,2%	140,3	4,2%	146,2

source : Ademe

La poursuite à un niveau élevé de la construction des centres de tri en 2003 et 2004 devrait se traduire par une nouvelle croissance des quantités entrantes en 2005. L'augmentation de la taille moyenne, les progrès de mécanisation et l'augmentation du taux d'utilisation des capacités installées pourraient entraîner une légère baisse du coût unitaire.

Marché de la gestion des centres de tri des ordures ménagères et assimilées

	2003 réalisation	Evolution 03/04 en %	2004 prévisions	Evolution 04/05 en %	2005 perspectives
Tonnage en Kt	2 321,6	7,4%	2 494,1	3,7%	2 585,6
Prix moyen en €/t	119,4	-0,5%	118,8	-1,0%	117,6
Chiffre d'affaires en M€	277,2	6,9%	296,3	2,6%	304,1

source : Ademe

L'amélioration du tri à la source et le développement des différentes formes de collecte sélective se traduisent par une diminution de la quantité de déchets ultimes mis en décharge. En revanche, en raison des contraintes réglementaires (remise en état des sites, traitement des lixiviats, récupération du biogaz...) les prix devraient continuer à augmenter.

Marché de l'enfouissement des déchets en centre de stockage de classe 2

	2003 réalisation	Evolution 03/04 en %	2004 prévisions	Evolution 04/05 en %	2005 perspectives
Tonnage en Mt	20,5	-3,0%	19,9	0,1%	19,9
Prix moyen en €/t	71,2	3,8%	73,9	3,2%	76,3
Chiffre d'affaires en M€	1 462,4	0,7%	1 472,8	3,3%	1 522,1

source : Ademe

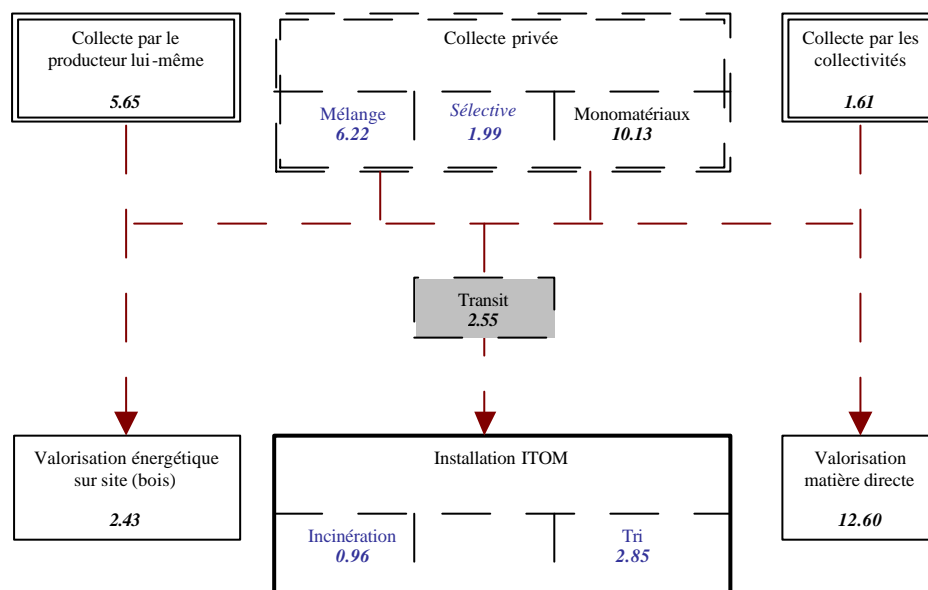
	2003 réalisation	Evolution 03/04 en %	2004 prévisions	Evolution 04/05 en %	2005 perspectives
Tonnage en Mt	12,0	1,0%	12,1	-6,6%	11,3
Prix moyen en €/t	78,9	0,0%	79,0	1,9%	80,4
Chiffre d'affaires en M€	944,5	1,0%	953,9	-4,9%	907,1

source : Ademe

4.1.1.2.1.2 Collecte et traitement des déchets des entreprises

Avec la légère reprise de l'activité industrielle, le marché des activités liées aux déchets non dangereux des entreprises devrait connaître une légère croissance qui trancherait sur l'atonie de 2003 : +5,6% entre 2003 et 2005. Les quantités (+1,2%) expliqueraient un cinquième de cette croissance.

Déchets banals entreprises : flux physiques 2003 (millions de tonnes)



source : Ademe

La baisse des quantités de déchets des entreprises collectées en mélange devrait se poursuivre sous le double effet des efforts de réduction à la source et des progrès du tri favorisés par le développement de nouvelles prestations des collecteurs : pré-tri à la source et suivi individualisé de la production de déchets banals.

Marché de la collecte en mélange des déchets des entreprises

	2003 réalisation	Evolution 03/04 en %	2004 prévisions	Evolution 04/05 en %	2005 perspectives
Tonnage en Kt	6 214,5	-2,2%	6 078,5	-2,2%	5 945,5
Prix moyen en €/t	48,8	3,0%	50,3	3,5%	52,0
Chiffre d'affaires en M€	303,3	0,7%	305,5	1,2%	309,3

source : Ademe

Marché privé de la collecte sélective des déchets des entreprises

	2003 réalisation	Evolution 03/04 en %	2004 prévisions	Evolution 04/05 en %	2005 perspectives
Tonnage en Kt	1 989,9	3,5%	2 059,5	3,5%	2 131,6
Prix moyen en €/t	75,7	3,0%	78,0	3,5%	80,7
Chiffre d'affaires en M€	150,6	6,6%	160,6	7,1%	172,0

source : Ademe

La poursuite de la recherche d'une optimisation des flux de transports liés aux déchets et le développement des déchèteries constituent des facteurs favorables à la croissance du transit. Par ailleurs, l'évolution vers des centres mixtes combinant le transit et le tri devrait se renforcer dans les années à venir.

Marché privé d'exploitation des centres de transit/transfert des déchets non dangereux

	2003 réalisation	Evolution 03/04 en %	2004 prévisions	Evolution 04/05 en %	2005 perspectives
Tonnage en Kt	8 967,5	3,0%	9 236,6	4,5%	9 652,2
Prix moyen en €/t	20,0	1,0%	20,2	1,5%	20,5
Chiffre d'affaires en M€	179,4	4,0%	186,6	6,1%	197,9

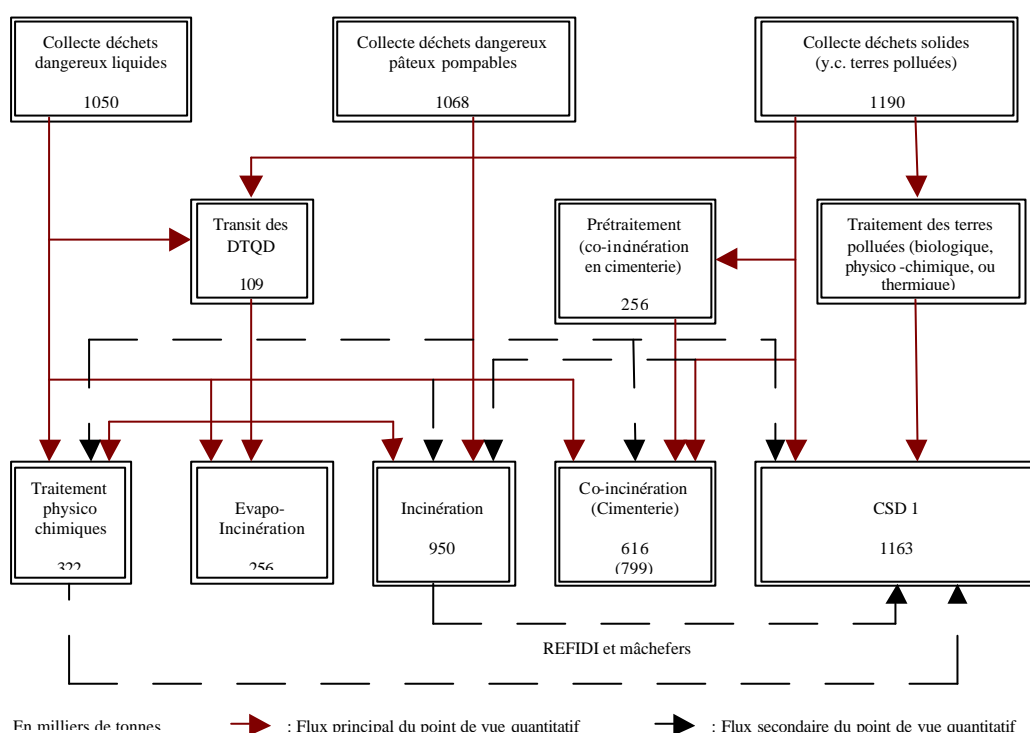
source : Ademe

Marché privé de l'exploitation des centres de tri des déchets non dangereux

	2003 réalisation	Evolution 03/04 en %	2004 prévisions	Evolution 04/05 en %	2005 perspectives
Tonnage en Kt	2 763,3	3,5%	2 860,0	3,5%	2 960,1
Prix moyen en €/t	78,0	-0,5%	77,6	-0,5%	77,2
Chiffre d'affaires en M€	215,5	3,0%	222,0	3,0%	228,6

source : Ademe

4.1.1.2.2 Les marchés de collecte et de traitement des déchets dangereux (Source Ademe)



La quantité totale de déchets dangereux collectée devrait progresser faiblement en 2005 (+1% environ) après la croissance de 4% sur la période 2003-2004. La quantité de déchets liquide devrait en effet se stabiliser alors que la quantité des déchets pâteux pourraient retrouver un rythme de croissance plus élevé. En revanche la collecte des déchets dangereux solides devrait accuser un net ralentissement en raison de la baisse des résidus d'épuration des fumées d'incinérateurs d'ordures ménagères (REFIOM) compte tenu de l'achèvement des travaux de mise en conformité des usines d'incinération des ordures ménagères (UIOM).

Evolution de la collecte des déchets dangereux

	2003 réalisation	Evolution 03/04 en %	2004 prévisions	Evolution 04/05 en %	2005 perspectives
Quantités en Kt	3 308,0	1,3%	3 350,0	1,1%	3 387,0
dont DD liquides (Kt)	1 050,0	-1,8%	1 031,0	0,0%	1 031,0
dont DD pâteux pompables (Kt)	1 068,0	2,4%	1 093,0	2,4%	1 119,0
dont DD solides (Kt)	1 190,0	3,0%	1 226,0	0,9%	1 237,0
Chiffre d'affaires en M€	292,0	-1,7%	287,0	1,2%	290,0

source : Ademe

Les filières classiques de traitement des déchets dangereux sont au nombre de 4 : l'incinération, l'évapo-incinération, les traitements physico-chimiques et l'enfouissement en centre de stockage de classe 1.

Après la forte croissance de 2002, liée à l'accroissement des capacités, on a observé en 2003-2004 un ralentissement de la croissance des quantités incinérées. Pour 2005, les industriels comptent sur le maintien de la croissance des quantités et la stabilisation des prix.

Evolution du marché de l'incinération des déchets dangereux en centres collectifs

	2003 réalisation	Evolution 03/04 en %	2004 prévisions	Evolution 04/05 en %	2005 perspectives
quantité en Kt	950,0	2,6%	975,0	1,0%	984,0
Prix moyen en €/t	279,0	-3,0%	271,0	0,0%	271,0
Chiffre d'affaires en M€	265,0	-0,5%	264,0	1,0%	266,0

source : Ademe

Outre la réduction des déchets industriels dangereux à la source (chimie), la filière de l'évapo-incinération est concurrencée par le traitement en interne (métallurgie et automobile). En 2005 le marché devrait se stabiliser sous l'effet de la reprise de la production industrielle.

L'évolution du marché de l'évapo-incinération des déchets dangereux en centres collectifs

	2003 réalisation	Evolution 03/04 en %	2004 prévisions	Evolution 04/05 en %	2005 perspectives
quantité en Kt	256,0	-5,0%	243,0	1,0%	246,0
Prix moyen en €/t	97,7	-0,5%	97,3	-0,5%	96,8
Chiffre d'affaires en M€	25,0	-5,5%	23,7	0,5%	23,8

source : Ademe

Les professionnels de la filière physico-chimique seront également affectés par la poursuite de la réduction à la source (baisse du gisement et plus grande concentration des résidus) ainsi qu'à la concurrence du traitement en interne. Après les fortes baisses des années passées, le marché pourrait progresser de 1% en 2005 grâce à un effet prix positif.

L'évolution du marché des traitements physico-chimiques des déchets dangereux en centres collectifs

	2003 réalisation	Evolution 03/04 en %	2004 prévisions	Evolution 04/05 en %	2005 perspectives
quantité en Kt	322,0	-3,0%	312,0	0,0%	312,0
Prix moyen en €/t	158,0	1,0%	160,0	1,0%	162,0
Chiffre d'affaires en M€	51,0	-2,0%	50,0	1,0%	50,5

source : Ademe

Dans l'ensemble, en 2005, le marché de la stabilisation et de l'enfouissement des déchets en centres de classe 1 devrait au mieux se stabiliser à son niveau de l'année précédente. L'augmentation des entrées de terres ne compensera pas la baisse des REFIOM, compte tenu à la fois de l'importance relative des quantités en jeu et des prix unitaires appliqués à chacune de ces catégories de déchets. En décembre 2005, intervient l'échéance de mise en conformité des installations d'incinération de déchets (arrêté du 20 septembre 2002). Compte tenu de l'importance des commandes passées en 2004 ainsi que de celles qui sont prévues pour 2005, l'activité d'incinération des ordures ménagères pourrait décroître d'au moins 5% réduisant d'autant la production de REFIOM. Ce phénomène pourrait également se poursuivre en 2006, avec la fermeture provisoire d'UIOM qui n'auraient pas respecté l'échéance du 28 décembre 2005.

En revanche, l'activité des CSD de classe 1 devrait continuer de bénéficier de l'embellie (+10%) du marché de la réhabilitation des sites et sols pollués. Cependant la croissance de la réhabilitation des sites et sols pollués n'est que partiellement transmise à l'activité d'enfouissement en centre de classe 1 (+5%).

Evolution du marché de la stabilisation et stockage des déchets dangereux en CSD de classe 1

	2003 réalisation	Evolution 03/04 en %	2004 prévisions	Evolution 04/05 en %	2005 perspectives
quantité en Kt	1 163,0	3,1%	1 199,0	-0,7%	1 191,0
dont Refiom/DI et DID (hors terres)	984,0	2,5%	1 009,0	-1,8%	990,0
dont terres polluées	179,0	6,0%	190,0	5,5%	200,0
Prix moyen en €/t					
dont Refiom/DI et DID (hors terres)	157,0	0,3%	157,0	0,6%	158,0
dont terres polluées	70,0	0,0%	70,0	0,0%	70,0
Chiffre d'affaires en M€	167,0	3,1%	172,0	-0,8%	171,0
dont Refiom/DI et DID (hors terres)	154,0	2,8%	159,0	-1,3%	156,0
dont terres polluées	13,0	6,0%	13,0	5,5%	14,0

source : Ademe

4.1.1.2.3 Le matériel, les équipements et les installations de collecte des ordures ménagères

Les prévisions de chiffre d'affaires affichent une baisse pour l'ensemble des équipements de collecte.

Globalement le marché des bacs roulants et poubelles devient un marché de renouvellement, même si des progrès restent à accomplir localement dans le domaine de la collecte sélective (généralisation, mise en place de nouveaux bacs, etc.). Par conséquent, il est attendu un recul du chiffre d'affaires de ce secteur de 10% en 2005 après la baisse de 4.5% en 2004.

Evolution du marché des bacs roulants et des poubelles

	2003 réalisation	Evolution 03/04 en %	2004 prévisions	Evolution 04/05 en %	2005 perspectives
quantité	nd	-5,0%	nd	-15,0%	nd
Prix	nd	0,0%	nd	5,0%	nd
Chiffre d'affaires en M €	98,5	-4,5%	93,6	-10,0%	84,2

source : Ademe

L'année 2003 a été, pour les conteneurs d'apport volontaire, marquée par un effort d'investissement important des collectivités locales en raison des incertitudes sur la poursuite des aides d'Eco-emballages. Cette progression en 2003 a provoqué une baisse importante du marché en 2004, qui devrait se poursuivre en 2005. Pour l'instant le marché est considéré comme saturé ; le renouvellement est limité compte tenu de la relative jeunesse du parc ; la durée de vie pouvant être estimée à 10-15 ans, le marché de renouvellement devrait véritablement démarrer dans 2 ou 3 ans.

Evolution du marché des conteneurs

	2003 réalisation	Evolution 03/04 en %	2004 prévisions	Evolution 04/05 en %	2005 perspectives
Nombre de conteneur	nd	-15,0%	nd	-22,0%	nd
Prix moyen	nd	-10,0%	nd	2,6%	nd
Chiffre d'affaires en M €	20,0	-25,0%	15,0	-20,0%	12,0

source : Ademe

En 2005, dans un contexte général qui reste à la baisse, le secteur des bennes sera caractérisé par une inversion des tendances par marché : la baisse des achats des collectivités locales ne sera que partiellement compensée par la hausse de la demande des sociétés privées. Le chiffre d'affaires 2005 est ainsi prévu en recul de 2%.

Evolution du marché des caissons de bennes à ordures

	2003 réalisation	Evolution 03/04 en %	2004 prévisions	Evolution 04/05 en %	2005 perspectives
Nombre d'unités	1 306,0	-5,0%	1 241,0	-5,0%	1 179,0
Prix moyen en K€unité	43,0	1,5%	43,6	3,2%	45,0
Chiffre d'affaires en M €	56,2	-3,6%	54,2	-2,0%	53,1

source : Ademe

Selon la base de données de suivi des opérations aidées par l'ADEME, un peu plus de 600 projets (dont 480 engagés à partir de 2002) de déchèteries seraient en cours de réalisation. A raison d'environ 200 ouvertures par an, le marché de la construction de déchèteries pourrait se maintenir à un niveau relativement élevé encore pendant trois ans. Il est toutefois possible que le nombre d'ouvertures s'étale sur une période plus longue, tout en décroissant progressivement. Comme pour d'autres installations, telles que les centres de tri des déchets ménagers issus de la collecte sélective, les travaux de réaménagement des déchèteries anciennes devraient se substituer aux ouvertures de nouvelles installations.

Evolution de la construction de déchèteries

	2003 réalisation	Evolution 03/04 en %	2004 prévisions	Evolution 04/05 en %	2005 perspectives
Nombre d'ouvertures	240,0	-4,2%	230,0	-13,0%	200,0
Prix moyen en K€	195,0	10,0%	215,0	10,0%	236,0
Chiffre d'affaires en M €	47,0	5,4%	49,0	-4,3%	47,0

source : Ademe

4.1.1.2.4 Les équipements de traitement des ordures ménagères

Le marché de la construction de nouveaux centres de tri de déchets ménagers et assimilés (collecte sélective) a connu en 2003 et 2004 un pic d'activité probablement stimulé par l'arrêt annoncé des aides de l'ADEME. En 2005, le chiffre d'affaires de la construction de nouveaux centres devrait connaître un recul sensible, alors que la forte hausse actuelle du prix de l'acier devrait être répercutée sur les prix. Par ailleurs, le marché du réaménagement des installations anciennes devrait prendre progressivement le relais de la construction d'installations nouvelles. Les travaux portent sur la mise en conformité des installations ainsi que sur l'extension des capacités.

Evolution de la construction de centres de tri de déchets ménagers issus de la collecte sélective

	2003 réalisation	Evolution 03/04 en %	2004 prévisions	Evolution 04/05 en %	2005 perspectives
Nombre d'ouvertures	18,0	-17,0%	15,0	-27,0%	11,0
Capacité (Kt/an)	170,0	23,0%	209,0	-36,0%	134,0
Prix moyen en €/t/an	150 à 230	-5,0%	140 à 220	10,0%	155 à 240
Chiffre d'affaires en M€	37,0	15,0%	43,0	-31,0%	30,0

source : Ademe

Dans l'ensemble, le marché de la construction d'installations de traitement biologique des déchets devrait connaître une très forte progression grâce seulement au développement de la méthanisation.

Evolution de la construction d'installations de traitement biologique des déchets

	2003 réalisation	Evolution 03/04 en %	2004 prévisions	Evolution 04/05 en %	2005 perspectives
Compostage déchets verts seuls					
Nombre d'ouvertures	15,0	-87,0%	2,0	-100,0%	0,0
Capacité (Kt/an)	60,0	-75,0%	15,0	-100,0%	0,0
Prix moyen en €/t/an	90,0	8,0%	90,0	0,0%	90,0
Chiffre d'affaires en M€	5,4	-75,0%	1,4	-100,0%	0,0
Compostage biodéchets des ménages					
Nombre d'ouvertures	2,0	-50,0%	1,0	-100,0%	0,0
Capacité (Kt/an)	43,0	-7,0%	40,0	-100,0%	0,0
Prix moyen en €/t/an	216,0	0,0%	216,0	0,0%	216,0
Chiffre d'affaires en M€	9,3	-7,0%	8,6	-100,0%	0,0
Tri/compostage d'ordures ménagères					
Nombre d'ouvertures	1,0	0,0%	1,0	-100,0%	0,0
Capacité (Kt/an)	65,0	-8,0%	60,0	-100,0%	0,0
Prix moyen en €/t/an	255,0	0,0%	255,0	0,0%	255,0
Chiffre d'affaires en M€	17,0	-8,0%	15,0	-100,0%	0,0
Méthanisation					
Nombre d'ouvertures	1,0	100,0%	2,0	150,0%	5,0
Capacité (Kt/an)	20,0	375,0%	95,0	485,0%	556,0
Prix moyen en €/t/an	630,0	0,0%	630,0	0,0%	630,0
Chiffre d'affaires en M€	13,0	375,0%	60,0	485,0%	350,0
Chiffre d'affaires total en M€	44,0	94,0%	85,0	311,0%	350,0

source : Ademe

En 2005, le niveau des commandes exprimées en termes de capacité d'incinération pourrait se maintenir à un niveau équivalent à celui observé en 2004. Combinées à la poursuite de la hausse des prix de la construction d'usines d'incinération d'ordures ménagères les commandes de l'année 2005 devraient donc se traduire par un chiffre d'affaires en hausse de près de 20% par rapport à 2004.

Evolution de la construction d'usines d'incinération d'ordures ménagères

	2003 réalisation	Evolution 03/04 en %	2004 prévisions	Evolution 04/05 en %	2005 perspectives
quantité en Kt	38,0	137,0%	90,0	7,0%	96,0
Prix en M€/t/h	4,0	13,0%	4,5	11,0%	5,0
Chiffre d'affaires en M€	152,0	166,0%	405,0	19,0%	480,0

source : Ademe

Le marché des systèmes de traitement des émissions atmosphériques d'usines d'incinération d'ordures ménagères est stimulé par l'échéance réglementaire du 28 décembre 2005³. Une partie des ordres de services initialement envisagés pour 2003 a été reportée sur l'année 2004, et l'ensemble des travaux pourrait ne pas être achevé à la fin de l'année 2005. Après cette hausse ponctuelle, le marché enregistrera une baisse sensible dès 2005. L'activité ultérieure des industriels concernés dépendra de la relance effective du marché de la construction d'UIOM.

Evolution du marché de la construction des systèmes de traitement des émissions atmosphériques

	2003 réalisation	Evolution 03/04 en %	2004 prévisions	Evolution 04/05 en %	2005 perspectives
Capacité (t/h)	172,0	60,0%	276,0	-53,0%	130,0
Prix en M€/t/h	0,5	21,0%	0,6	3,0%	0,7
Chiffre d'affaires en M€	89,0	94,0%	174,0	-51,0%	85,0

source : Ademe

4.1.1.3 Région Paca : état des lieux (source DRIRE PACA)

Les déchets industriels banals et les déchets ménagers assimilés

La région PACA génère 3.6M de tonnes de déchets des ménages dont 2M de tonnes d'ordures ménagères (un habitant produit 503Kg par an) et 1.6Md e tonnes de déchets assimilés (DIB, déchets verts, DMS).

Par département la répartition des tonnages est la suivante :

Bouches du Rhône	43%
Alpes Maritimes	22%
Var	21%
Vaucluse	11%
Alpes de Hautes Provence	2%
Hautes Alpes	1%

Le coût du traitement des ordures ménagères et des déchets industriels banals est compris entre 60 et 98€(HT et hors taxe générale sur les activités polluantes) la tonne.

Le tri-valorisation des DIB, encore faible ces dernières années, connaît un développement significatif à la suite de la mise en application du décret de juillet 1994 sur les emballages industriels et de l'échéance de juillet 2002 sur les déchets ultimes admissibles en décharge.

Capacité des décharges de classe II en Paca (capacité supérieure à 10 000T/an)

Contrôle	Exploitant	Ville	Dépt	Capacité (t/an)
DRIRE	SOMEDIS	La Fare-les-Oliviers	13	110 000
	SITA-SUD	Les Pennes-Mirabeau	13	250 000
	ORTEC	Lançon de Provence	13	110 000
	SIVOM de Martigues	Port-de-Bouc/Valentoulin	13	67 400
	ONYX-VALSUD	Septèmes-les-Vallons	13	150 000
	DELTA DECHETS	Orange	84	100 000
	SITA-SUD	Entraigues	84	100 000
	SEAS	Villeneuve-Loubet (La Glacière)	06	270 000
DDE	Collectivité	Manosque	04	50 000
DDASS	SOVATRAM	Pierrefeu	83	100 000
	SOVATRAM	Cannet-des-Maures	83	250 000
	S.M.A.	Bagnols -en-Forêt	83	125 000
	DDE	Régie	Ginasservi	83	18 000
	CAPA SITA SUD	Aix-l'Arbois	13	150 000
	SEMAG	Gardanne	13	40 000
	SIRATOM	La Ciotat	13	80 000
	COMMUNAUTE urbaine			
	CU-MPM	Entressen/La Crau	13	520 000
DDASS	SIVOM	Guillestre	05	8 000
	SIVOM	Embrun	05	10 000

³ L'échéance du 28 décembre 2005 est liée à l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de coïncinération des déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activité de soins à risques infectieux.

Le département du Var a pris, dans son plan départemental, des dispositions interdisant toutes venues de déchets de départements extérieurs ; dans ces conditions les capacités d'incinération et de mises en décharges lui permettent de gérer la situation actuelle malgré un fort rythme de mises en décharges (600 000 t/an atteignant les capacités annuelles autorisées) et des disponibilités pouvant être saturées d'ici 5 ans. Le département des Bouches-du-Rhône est actuellement dans une situation de capacités disponibles de mises en décharges correctes, pour les déchets produits dans le département, mais la persistance de flux chroniques venant de départements voisins (actuellement : Hautes-Alpes, Vaucluse et Alpes de Haute-Provence) risquent de poser des problèmes assez rapidement car les niveaux de tonnages annuels autorisés sont déjà atteints voire dépassés.

Origines des flux traités par département en 2001

Département de destination	Département d'origine						
	Alpes de Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes Maritimes	Bouches du Rhone	Var	Vaucluse	Autre France
Alpes de Haute-Provence	73 435	0	0	0	0	0	0
Hautes-Alpes	0	16 510	0	0	0	0	0
Alpes Maritimes	0	0	750 500	0	0	0	0
Bouches du Rhone	19 520	32 420	45 990	1 223 210	1 460	35 500	13 020
Var	0	0	0	0	905 050	0	0
Vaucluse	0	0	0	45 110	0	253 370	31 270

Selon une estimation de la population en 2005, le marché potentiel des ordures ménagères et des déchets industriels banals est, par département, estimé à :

Bouches du Rhône	380M €
Alpes Maritimes	152M €
Var	150M €
Vaucluse	59,3M €
Alpes de Hautes Provence	12,2M €
Hautes Alpes	12M €

Les déchèteries

En 2003, la cellule Observatoire de la Délégation Régionale de l'ADEME a édité un bilan régional et départemental des déchèteries (données 2001) :

- 154 installations desservent 80% de la population régionale (soit 3 586 300 habitants),
- 638 000 tonnes de déchets y ont été collectées (soit 178 kg/habitant desservi/an), les déblais et gravats représentant une proportion importante (248 000 tonnes) de cette collecte. Si l'on exclut les déblais et gravats, (encore orientés en majorité vers les centres d'enfouissement techniques), le taux de valorisation matière (y compris organique) est de 56%. Ce résultat est en progression par rapport aux années antérieures,
- 107 déchèteries accueillent les professionnels via un accès réglementé : 45 sont payantes et 62 sont gratuites. Parmi ces 107 déchèteries, 91 accueillent uniquement les entreprises de la zone desservie et 58 limitent le poids ou le volume de déchets par visite.

Les déchets industriels spéciaux

En région PACA, les principaux sites de production des déchets industriels sont concentrés sur quelques zones géographiques. De plus, sur chacune d'elles, la gamme de déchets produits est assez peu diversifiée et bien caractéristique du type d'industrie qui y est implantée. Les principaux pôles de production de déchets sont constitués par l'industrie lourde implantée dans les Bouches-du-Rhône (à Fos-sur-Mer, Lavéra, Berre l'Étang), regroupant raffinage, pétrochimie et sidérurgie, et, de manière moins dense, dans les Alpes-de-Haute-Provence (à Saint-Auban, Sisteron), alors que les P.M.I. sont essentiellement situées dans le Vaucluse (agroalimentaire et matériaux) et les Alpes-Maritimes (arômes, laboratoires, traitement de surface).

L'élimination de déchets industriels spéciaux relève de centres spécialisés (pour 3/4 d'entre eux) ou d'unités internes spécifiques aux usines productrices (pour 1/4). D'une façon générale, elle privilégie le principe de proximité conformément à la loi de juillet 1992. Conformément aux grandes orientations nationales de cette loi, l'objectif du Plan Régional d'Élimination des Déchets Industriels (PREDI) en Provence-Alpes-Côte d'Azur, comme celui des études déchets réalisées par les établissements producteurs, est de limiter la production, de stimuler les valorisations, et d'éliminer mieux en ne stockant en décharge que les seuls déchets ultimes à partir de juillet 2002.

Les Déchets spéciaux produits par les industriels régionaux se sont élevés à 304 470 tonnes en 2000 dont :

- 205 100 tonnes traitées en Provence-Alpes-Côte d'Azur :
 - 144 690 t en centres collectifs
 - 60 410 t en interne
- 99 370 tonnes traitées hors Provence-Alpes-Côte d'Azur

Les Déchets spéciaux traités en Provence-Alpes-Côte d'Azur ont été de 295 360 tonnes en 2000 dont :

- 235 220 tonnes en centres collectifs :
 - 144 690 t produits dans la région
 - 79 790 t venant d'autres régions
 - 10 740 t importées de l'étranger
- 60 140 tonnes en unités internes aux établissements

4.1.1.4 Le Maroc : état des lieux (source Observatoire National de l'Environnement du Maroc)

Le Maroc doit faire face à une augmentation continue du volume des déchets produits dans le pays. Cette augmentation est due non seulement à la croissance régulière du nombre d'habitants, mais aussi au changement des modes de production et de consommation, et en même temps, à l'amélioration du niveau de vie. Il s'agit des déchets très divers : des déchets ménagers, de l'industrie, des commerces, des activités de soins, du bâtiment, des services du nettoyage, des espaces verts, etc. La production croissante des déchets au Maroc a provoqué la multiplication de grandes décharges sauvages un peu partout, autour des grandes villes

Evolution de la production des déchets au Maroc

Années	Production des déchets (tonnes/jour)
1960	1 600
1992	12 370
1999	17 413
2000	18 055

Source : Département de l'environnement, 1995, 1997, 1999, 2000
Ministère de la santé, 1999
Département du commerce, de l'industrie, 1992, 1996

Déchets ménagers

Les concentrations des déchets ménagers urbains au Maroc varient d'une région à une autre avec une production moyenne de 0,75 kg/hab/j, soit une production journalière sur le territoire national d'environ 10 925,08 T/j.

Production des déchets

	Population (x1000)	kg/hab/j 1998	Tonnes/j 1998	Tonnes/j 2000	Tonnes/an 1988	Tonnes/an 2000
Urbain	14 524,00	0,75	10 925,08	12 500,00	3 987 654,20	4 500 000,00
Rural	12 786,00	0,30	3 835,80	5 555,55	1 400 067,00	2 000 000,00
Total	27 310,00	-	14 760,88	18 055,55	5 387 721,20	6 500 000,00

Source : Département de l'environnement, 1998, 1999
Ministère de la prévision économique et du plan, 1998

Il est logiquement attendu une hausse du gisement des déchets dans les années à venir

Déchets des ménages (tonnes / an)

Années	Population (x1000)	Urbain	Rural	Total
2005	30 484	5 220 000	2 380 000	7 600 000
2010	32 628	6 120 000	2 690 000	8 810 000
2020	36 914	8 400 000	3 450 000	11 850 000

Source : Département de l'environnement, 1997

Déchets industriels

Si les quantités de déchets ménagers et leur composition sont assez bien connues grâce aux nombreuses études réalisées dans ce domaine, il n'en est pas de même pour les déchets industriels. Les données sur les quantités des différents déchets industriels produits au Maroc sont éparpillées. Ainsi, on peut citer une étude du Département de l'Industrie et du Commerce en 1994 et l'étude des directives de gestion des déchets du Ministère de l'Environnement, 1997 qui évaluent respectivement la production nationale des déchets industriels entre 800 000 et 930 000 T/an environ. Cette production au titre de l'année 2000 a été estimée à environ 974 070 T dont 118 900 T (12,3 %) pour les déchets dangereux. La répartition de ces déchets par région montre que la région du Grand Casablanca produit environ 42 % des déchets industriels et 47 % des déchets industriels dangereux produits par le Maroc en l'an 2000.

La plus grande partie des déchets ménagers collectés est acheminée vers les décharges publiques sauvages. Il faut signaler que la plupart des municipalités, sauf Rabat, n'effectuent pas la couverture systématique des ordures. D'une manière

générale, la gestion des décharges souffre d'un manque de moyens matériels et financiers et de l'absence de techniques de gestion adaptées. 72% du volume total des déchets industriels sont stockés dans les usines ou dans des lieux dépendant des entreprises et aménagés à proximité des unités de production et 5% sont évacués vers les décharges publiques ou les décharges sauvages. Les données sur le recyclage sont limitées. La récupération se déroule à différents niveaux (éboueurs, récupérateurs de rue, etc.), d'une manière informelle et non organisée. En général le pourcentage des déchets recyclés reste faible. 23% du volume total des déchets industriels sont réutilisés dans les procédés de fabrication ou cédés à des tiers en vue d'une réutilisation ou revalorisation. Pour le traitement de ces déchets, les quelques incinérateurs existants sont localisés dans certaines sociétés comme la pharmacie (produits périssables et hautement dangereux) ou l'agroalimentaire.

Le tableau ci dessous montre que si les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 79%, celles des investissements n'ont augmenté que de 9%. Les investissements dans le secteur des déchets solides n'ont été que de 3,4% des investissements totaux, soit seulement 700 millions de DH.

Dépenses totales des collectivités locales entre 1990 et 1994 en millions Dh⁴

Dépenses	1990	1991	1992	1993	1994	Total	% augmentation
Fonctionnement	3 426,6	4 043,3	4 636,0	5 463,4	6 137,0	23 706,3	79
Investissement	3 916,1	4 216,5	4 133,5	4 477,8	4 281,9	21 025,8	9
Total	7 342,7	8 259,8	8 769,5	9 941,2	10 418,9	44 732,1	42

Source : Département de l'environnement, 1997

A titre de comparaison, ce montant ne couvrirait que le coût de 7 unités de compostage accéléré (élimination tout simplement) d'une capacité de 100 000 tonnes (cf. tableau ci-dessous). Il apparaît ainsi que le coût d'une bonne gestion de tous les déchets au niveau national est actuellement hors de portée des collectivités locales.

Coût d'investissement par procédé de traitement des déchets (M-HT)

Procédé	Emprise au sol m ²	Investissement million Dh	Prix de revient par tonne traitée Dh H.T	Recette par tonne traitée Dh
Compostage accéléré	20 000	100	150	6 à 10
Méthanisation	16 000	170	310	70 à 110
Incinération avec pré-traitement	18 000	250 à 350	1 000	80 à 90

Source : MI, 1998

L'insuffisance des ressources financières a amené plusieurs communes à opté pour la privatisation de la collecte des déchets ménagers. Ces initiatives sont d'une grande importance pour le développement du secteur d'autant que le secteur privé arrive à réduire ses coûts en étant plus performant au niveau de la gestion de ses équipements et de ses ressources humaines. Cette efficacité bénéficie des économies d'échelle et augmente avec l'ampleur de l'activité de service eu égard à l'ensemble des ressources de l'exploitant.

Au Maroc, le principal handicap du secteur réside dans un contexte juridique relativement peu favorable, notamment, à cause de l'inadaptation de certains textes juridiques anciens et de la lenteur dans l'adoption des nouveaux textes. Récemment, le Département a préparé en concertation avec les départements ministériels concernés, un projet de loi relatif à la gestion des déchets et à leur élimination : ce projet se fixe comme objectif principal de prévenir la pollution, de protéger la santé de l'homme et l'environnement contre les effets nocifs dus aux déchets en incitant à la réduction de leur production et leur valorisation, la mise en décharge contrôlée, l'organisation du transport et l'information du public. Il classe les décharges en trois catégories selon la nature des déchets. Ce projet de loi s'applique aux déchets ménagers et assimilés, déchets inertes, industriels, médicaux et dangereux.

4.1.1.5 La Tunisie : état des lieux

La production de déchets domestiques et industriels augmente également rapidement en Tunisie sous le triple effet de la croissance démographique et urbaine, de l'amélioration du niveau de vie et du développement économique. Les déchets ménagers représentent environ 1.800.000 tonnes/an, soit 500 grammes par jour et par habitant en moyenne. Les déchets industriels s'élèvent à 320.000 tonnes/an, hors phosphates et secteur minier. Ces volumes devraient être multipliés par 4 ou 5 d'ici 2025. Aux termes de la loi 96-41 promulguée en 1996, relative aux déchets solides, la responsabilité du contrôle, de la gestion et de l'élimination des déchets urbains incombe aux collectivités locales et groupements de communes qui relèvent du Ministère de l'Intérieur et qui peuvent confier les opérations et les installations à des entreprises publiques et privées sous forme de sous-traitance ou de concession.

La gestion des déchets est traitée d'une manière globale : elle prend en compte toute la chaîne, de la production jusqu'à l'élimination acceptable, et intègre tous les aspects : économiques, financiers, environnementaux, techniques et institutionnels. Les aspects économiques et financiers se fondent sur le double principe du pollueur payeur et du producteur

⁴ Taux de conversion actuel : 1 dirham = 0.09109€

récupérateur. Ils impliquent de développer une réflexion sur les procédés de recouvrement des coûts : aménagement de la fiscalité locale, mise en place de redevances, etc.

Les options techniques retenues sont :

- la réduction à la source : action préventive qui concerne aussi bien l'entreprise que les ménages;
- le recyclage et la valorisation : nécessitant pour préalables une collecte sélective, d'une part, et la mise en place de filières de recyclage économiquement viables, d'autre part.
- l'enfouissement et autres formes d'élimination.

Dans le domaine du traitement des déchets industriels, trois solutions sont prises en considération :

- la réduction à la source qualitative et quantitative
- l'emploi des technologies propres
- et le recyclage interne ou externe.

Le recours aux opérateurs privés pour les activités de collecte est fortement encouragé, pour permettre, entre autres objectifs, l'amélioration de l'efficacité et de la qualité de service ainsi que l'extension de la desserte et l'introduction de nouvelles techniques. La sous-traitance de la collecte des déchets existe déjà dans plusieurs villes tunisiennes. Ce recours au privé s'exerce aussi dans les activités de recyclage, de valorisation et peu à peu dans celles d'enfouissement, appuyé par les avantages fiscaux accordés dans le cadre du Fonds pour la Dépollution (FODEP).

Le tri sélectif est très important, car le compostage constitue, pour la Tunisie, la meilleure solution pour la valorisation des déchets ménagers. En plus d'être la solution la mieux adaptée à la nature des déchets ménagers (forte proportion en déchets organiques), le compostage présente l'avantage d'être une solution économique dont l'impact sur l'environnement est plutôt positif puisqu'il permet de fertiliser les sols pauvres en nutriments.

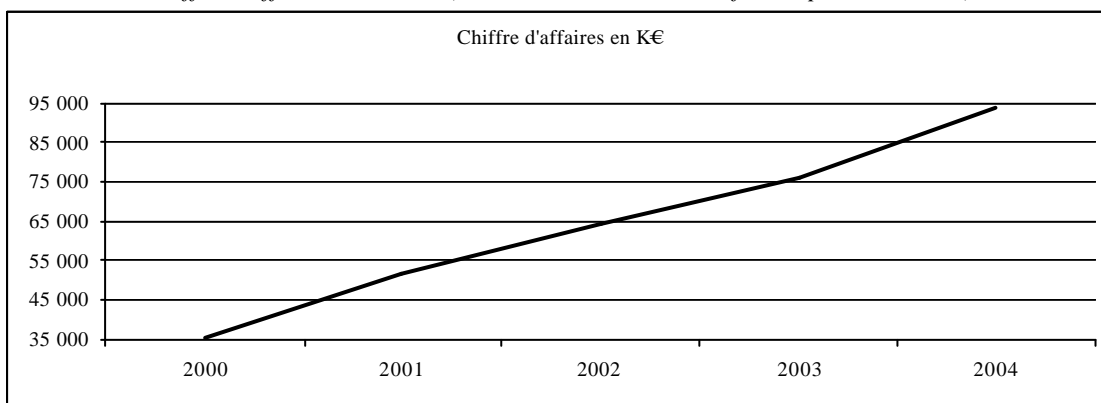
4.1.1.6 L'Algérie

L'Algérie produit 5M de tonnes d'ordures ménagères et possède 2000 décharges publiques non contrôlées. Le marché est caractérisé par une inorganisation et une insuffisance des moyens de collecte ainsi qu'une flotte de véhicules hétéroclites et inadaptées. Pour répondre à cette problématique l'Etat algérien a élaboré et mis en œuvre un programme national de gestion intégrée des déchets municipaux (PROGDEM) avec la création de 40 CSDU dont la gestion sera concédée à des prestataires privés et un plan national de gestion des déchets spéciaux (PNAGDES). Ces Programmes Nationaux et autres projets-pilote, ont permis également à plusieurs initiatives de coopération technique et financière de se concrétiser, au niveau bilatéral (Italie – Allemagne – Belgique – Japon ...), régional et multilatéral (BEI , BIRD, METAP,...).

4.1.1.7 Le Groupe Pizzorno Environnement

Groupe Pizzorno Environnement a connu une très forte progression de son activité au cours des dernières années. Le taux de croissance moyen annuel de son chiffre d'affaires s'est ainsi établi à 27.5 % entre les exercices 2000 et 2004. Son chiffre d'affaires consolidé s'est établi en 2004 à 93.6M€ en augmentation de 23%.

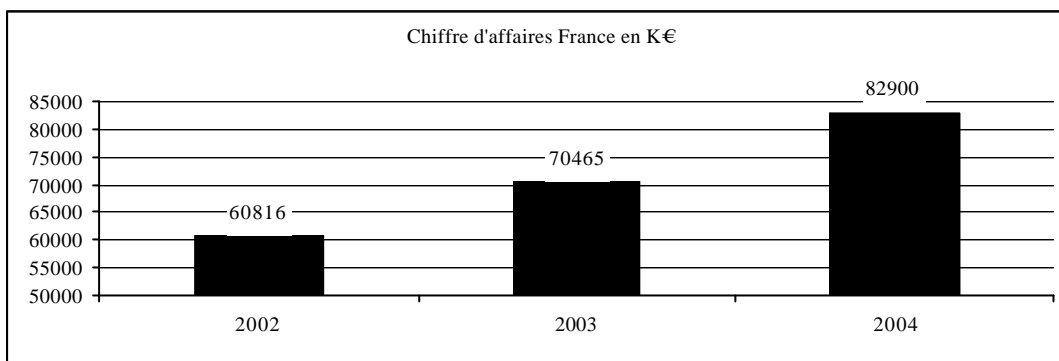
Evolution du chiffre d'affaires consolidé (données consolidées certifiées à partir de 2002)



4.1.1.7.1 L'activité française

Entre 2002 et 2004, le chiffre d'affaires des activités françaises a progressé en moyenne annuelle de 16.7% et a représenté en 2004 89% de l'activité totale contre 94.2% en 2002.

Evolution du chiffre d'affaires France



En France, 150 communes utilisent les services de la société qui collecte auprès de 3.9M d'habitants grâce à un parc de 850 véhicules et traite près de 600 000 tonnes de déchets.

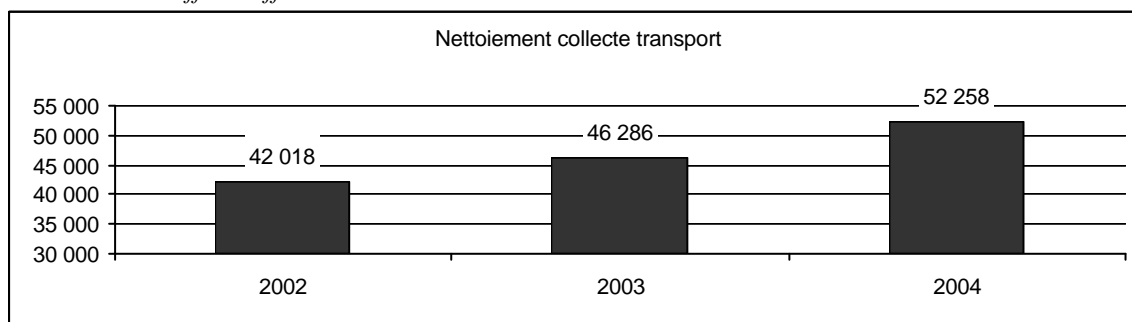
Collecte transfert-transport et nettoyage

Le groupe Pizzorno travaille en étroite collaboration avec les élus locaux pour :

- concevoir et réaliser des collectes d'ordures ménagères adéquates aux besoins et au confort des habitants
- mettre en place des points de regroupement efficaces d'une part et organiser des collectes sélectives d'autre part, adaptées aux infrastructures urbaines et à la vie pratique des riverains,
- élaborer une collecte rigoureuse des déchets d'origine commerciale, artisanale et industrielle en conformité avec les normes de qualité,
- concevoir, construire et gérer les déchetteries adaptées à la vie pratique. La technicité du groupe lui permet de réaliser des déchetteries dotées d'un équipement sophistiqué comme des compacteurs pour cartons, des broyeurs pour déchets verts...
- concevoir, réaliser et exploiter des quais de transfert (réception des bennes de collecte, puis évacuation par grands véhicules vers les Centres de Stockage de Déchets Ultimes) adaptés aux impératifs d'urbanisme et économique de chaque ville, syndicats. La société est à même de proposer des transferts par compaction, par pressage ou par transport en camions de grands volumes. Ces installations peuvent être construites soit sur un terrain vierge soit par réhabilitation de bâtiments en friches industrielles.

Ce secteur a réalisé en 2004 un chiffre d'affaires⁵ de 52.2M € en progression de près de 13% et a donc représenté 60% de l'activité du groupe.

Evolution du chiffre d'affaires en K€

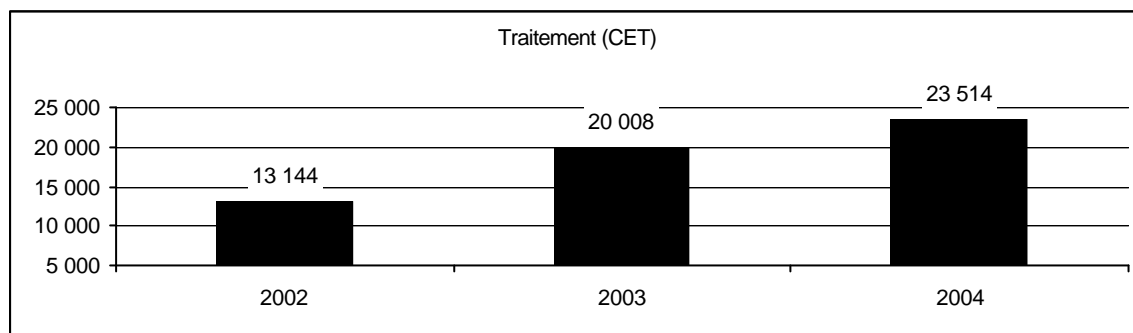


Le groupe a obtenu des succès récents comme le contrat de collecte d'une partie de la ville de Nice, certifié ISO 9001 en novembre 2004 ou encore celui de Toulon en avril 2005. Par ailleurs, depuis 2000, Groupe Pizzorno Environnement est prestataire de la ville de Paris ce qui lui a permis de gagner des contrats sur les communes avoisinantes.

Traitement

Le traitement est le deuxième métier du groupe avec un chiffre d'affaires de 23,5M € en 2004, soit 27% de l'activité du groupe.

⁵ Avant retraitement des facturations internes et TGAP



Le groupe exploite trois centres de stockage de déchets ultimes en France, réceptionnant au total près de 600 000 tonnes de déchets sur les 900 000 tonnes produits dans le département du Var.

Le C.S.D.U⁶ du Balançon au Cannet des Maures (maîtrise foncière GPE) a été certifié ISO 14001 (LRQA) en 1999 et reçoit environ 260 000 tonnes de déchets du Centre Var. Sa capacité quotidienne est de 980 tonnes par jour et sa capacité restante est de 100 000 tonnes. Le groupe est en attente d'autorisations afin d'ouvrir une nouvelle alvéole. Ce centre est l'un des plus moderne de la région PACA. Il fait appel à des techniques novatrices : portique de détection des radioactivités des véhicules, membranes étanches au fond des casiers, traitement et valorisation des biogaz, effarouchement des oiseaux indésirables pour éviter leur prolifération... En outre, la société porte une attention toute particulière à l'intégration du site dans le paysage avec notamment la création de digues périphériques en pente douce et d'une couverture végétale avec des plantations d'espèces locales pour les casiers fermés.

Le C.S.D.U de Pierrefeu-du-Var (maîtrise foncière GPE), reçoit environ 100 000 tonnes de déchets de l'Ouest Varois dont l'aire toulonnaise et est en cours de certification. Sa capacité quotidienne est de 430 tonnes par jour et sa capacité restante est de 1 000 000 tonnes.

Le C.S.D.U de Bagnols-en-Forêt est exploité en délégation de service public et est également certifié ISO 14001 (LRQA) depuis décembre 2004. Il réceptionne environ 130 000 tonnes de déchets de l'Est Varois (région de Fréjus – Saint-Raphaël). Sa capacité quotidienne est de 400 tonnes par jour et sa capacité restante est de 550 000 tonnes.

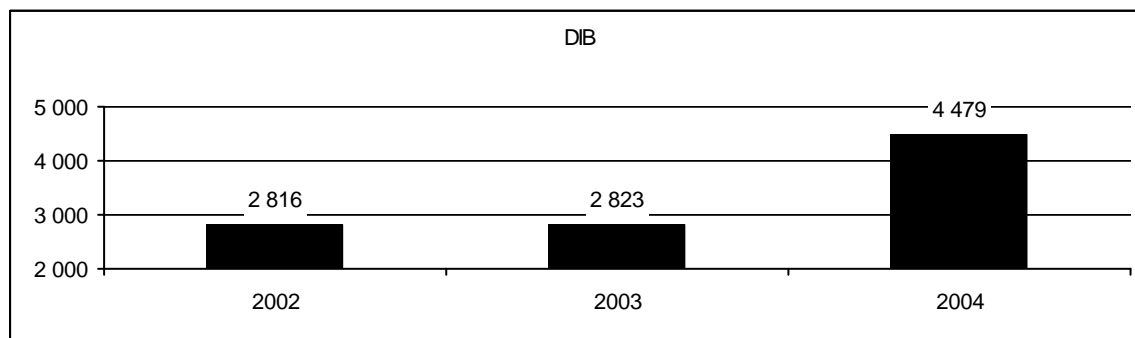
Enlèvement des déchets industriels banals

Devant la montée en puissance des déchets, le tri et le recyclage sont aujourd'hui une nécessité. Pour répondre à cette attente le groupe Pizzorno a créé une plate-forme de pré-tri à Fréjus qui sépare les déchets valorisables (cartons, bois, ferraille, papier, magazines...), afin de répondre à l'évolution de la réglementation.

La société est surtout présente dans le Var (région de Fréjus- Draguignan), ainsi que dans les Alpes Maritimes (Nice).

Le groupe a réalisé en 2004 un chiffre d'affaires⁷ de 4.4M €(4.4% de l'activité totale) en progression de plus de 58%.

Evolution du chiffre d'affaires en K€



⁶ Dans la chaîne du traitement des déchets ménagers, des résidus échappent en finalité à toute filière de recyclage et sont déclarés de ce fait non valorisables. Les collectivités se trouvent dans la nécessité de les traiter en particulier par enfouissement dans des sites choisis et réglementés. Ces C.S.D.U opèrent différentes phases de traitement :

-broyage et/ou mise en balles des déchets,

-récupération et traitement des gaz et des lixiviats (cf. glossaire page) produits par la fermentation des matières. Les lixiviats sont des liquides particulièrement chargés en matière organique et constituent le principal vecteur de pollution des eaux tant superficielles (rivières) que profondes (nappes phréatiques). Pour s'assurer d'une bonne maîtrise des lixiviats, il est nécessaire de mettre en place des équipements de traitement adaptés qui permettent de restituer au milieu naturel l'ensemble des liquides issus des sites ou de les valoriser (irrigation, protection contre les incendies ...)

-valorisation éventuelle des gaz en fonction des débouchés potentiels et de l'environnement du site,

-et/ou destruction des biogaz brûlés en torchère,

-épuration des lixiviats par un procédé unique en France de filtration utilisant la technique de l'osmose inverse. Les résultats ainsi obtenus sont particulièrement remarquables tant par la propreté de l'eau obtenue que par la fiabilité de l'installation.

⁷ Avant retraitement des facturations internes et TGAP (Taxe Générale sur les Activités Polluantes)

Valorisation

La création de ce département est liée à la loi de 1992 sur les déchets qui oblige les ménages à faire valoriser les emballages (cartons, bouteilles, tetra-brik, aluminium, journaux, magazines). Toutes les collectivités depuis le 1^{er} juillet 2002 ont l'obligation d'organiser des collectes sélectives d'emballages pour les valoriser.

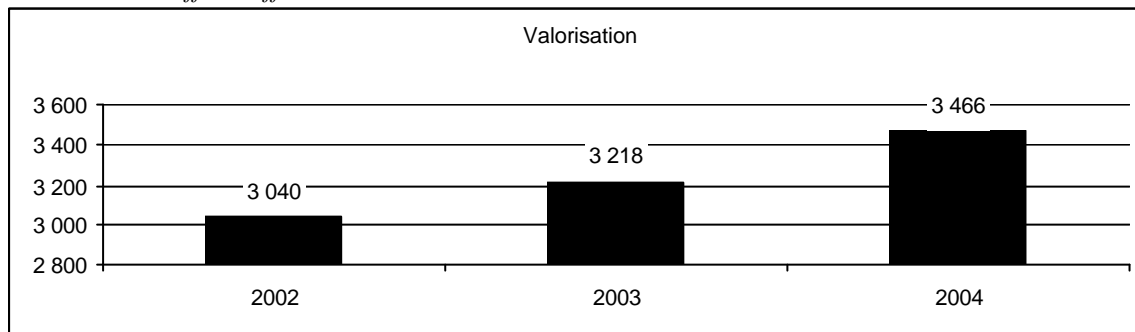
Le groupe a en conséquence, ouvert un centre de tri d'emballages ménagers en 1995 au Muy pour répondre aux besoins de nos clients. Le centre reçoit tous les emballages du centre et Est Varois soit environ 15 000 tonnes d'emballages par an :

- cartons	1 350 tonnes / an
- journaux/magazines	9 300 tonnes / an
- aluminium	30 tonnes / an
- plastiques	2 145 tonnes / an
- tetra-brik	150 tonnes / an
- ferraille	525 tonnes / an
- refus de tri	1 500 tonnes / an

Le groupe possède également deux plates-formes de déchets verts qui transforment environ 10 000 tonnes / an en compost qui est ensuite vendu. Le compostage est la voie par excellence pour le recyclage de la fraction organique des résidus ménagers, des déchets verts ou des boues de station d'épuration. Enfin, la société traite 110 000 tonnes de mâchefers (Pierrefeu-du-Var).

Le département valorisation a réalisé au cours de l'exercice 2004 un chiffre d'affaires⁶ de 3.4M €

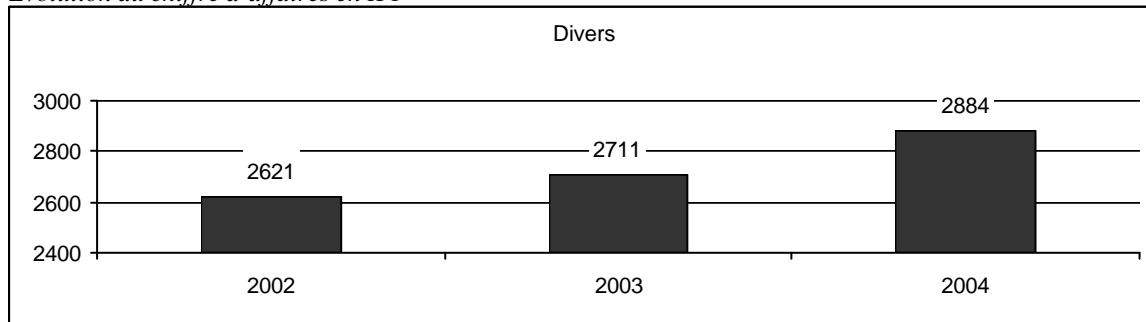
Evolution du chiffre d'affaires en K€



Divers (assainissement, SPANC, nettoyage industriel...)

Le chiffre d'affaires 2004 de cette branche a progressé de 6.4% à 2.9M €⁸.

Evolution du chiffre d'affaires en K€



Le nettoyage industriel

Le nettoyage industriel concerne plus particulièrement l'entretien des locaux, centres commerciaux, bureaux et parties communes des résidences, bâtiment publics tels que les hôpitaux, administrations... Il nécessite la mise en œuvre d'un savoir-faire et d'une compétence que le groupe a acquis au travers de la société Samnet qui a réalisé en 2004 un chiffre d'affaires⁷ de 1.3M € dont la clientèle est située entre le Gard et le Vaucluse.

Les réseaux d'assainissement

Groupe Pizzorno Environnement intervient dans l'assainissement des eaux et réalise également l'entretien des réseaux d'eaux pluviales et eaux usées. Il dispose pour cette dernière activité d'un parc de véhicules (15 hydro-cureuses)

⁸ Avant retraitement des facturations internes et TGAP

spécialement conçus pour les curages, les débouchages, les pompages, les vidanges de fosses septiques, égouts, bac à graisse..., ainsi que du matériel pour l'inspection des canalisations par vidéo et tests à la fumée.

La société a un contrat important avec la Compagnie Méditerranéenne des Eaux pour le secteur de Fréjus et Sainte-Maxime.

Les autres clients sont composés de particuliers, de syndicats de co-propriété et d'industriels.

Ce département a réalisé un chiffre d'affaires⁷ en 2004 de 1.6M€

4.1.1.7.1.1 Les principaux contrats en France

La clientèle du groupe se compose à plus de 90% des collectivités locales, le solde par les entreprises qui sont peu présentes dans le Var et les Alpes Maritimes. Les contrats signés avec les collectivités sont de long terme et s'échelonnent de 3 à 18 ans. Jusqu'à présent, le groupe a su renouveler l'ensemble de ses contrats les plus importants de collecte et nettoyage. Le carnet de commandes en France s'établit, à ce jour, à 287.5M€, dont 72M€ pour l'exercice 2005 (cf. chapitre VII). Par ailleurs, seul le C.S.D.U de Bagnols en Forêt est en délégation de service public. Pour ce dernier il a répondu à l'appel d'offres du Sitom (syndicat intercommunal pour le traitement des ordures ménagères) :

« Le syndicat intercommunal pour le traitement des ordures ménagères de l'aire de Fréjus - Saint-Raphaël accueille sur le site de Bagnols-en-Forêt environ 130 000 tonnes par an de déchets de différentes natures (ordures ménagères ; déblais/gravats, boues de station d'épuration et monstres notamment). Le SITOM a été autorisé par l'arrêté préfectoral du 27 mai 1994 à procéder à une extension de 11 hectares de la décharge de Bagnols-en-Forêt. Cette dernière représentera donc, en fin d'exploitation, une superficie totale de 14,70 hectares, pour un volume total de déchets d'environ 830 000 mètres cubes (100 000 tonnes par an).

Parallèlement, dans la perspective de 2002, le SITOM s'est engagé dans une démarche globale en matière de traitement des ordures ménagères. La recherche d'une exploitation plus rationnelle et plus respectueuse de l'environnement a conduit le SITOM à mettre en place : une presse à balle d'une capacité de 40 t/h ; une station de traitement de lixiviats élaborée (4 niveaux de traitement) d'une capacité de 100 m³/jour. »

L'objet du marché est ainsi défini : « Le présent marché consiste en la prise en charge de l'exploitation du site de la décharge contrôlée de Bagnols-en-Forêt dans le cadre suivant :

- confinement et réaménagement final du site n° 1, anciennement exploité, dès la prise en charge de l'exploitation ;*
- réception et contrôle des déchets en utilisant le matériel et suivant le protocole défini par l'entreprise retenue. Le personnel affecté à la pesée sera du personnel du SITOM travaillant sous la responsabilité de l'entreprise retenue ;*
- fourniture du matériel et des outils nécessaires pour compléter le site de réception et de contrôle, ainsi que pour assurer la surveillance globale du site ;*
- fourniture du matériel de manutention, de transport sur le site et d'enfouissement ;*
- fourniture du personnel en dehors de celui affecté à la pesée ;*
- pendant une période de deux ans, liée à la période de garantie de l'installation assistance à l'exploitant de la station de traitement des lixiviats ;*
- conduite des installations permettant une exploitation industrielle optimale du site de Vallon des Lauriers ;*
- réaménagement du site soumis à exploitation selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 27 mai 1994 et cela au plus près de l'avancement de l'exploitation ;*
- assistance au maître d'ouvrage pour toutes les mesures de mise en conformité qui apparaîtraient nécessaires ;*
- la responsabilité globale du site et de l'ensemble des équipements incluant le pilotage global du site du point de vue de l'environnement et des risques. »*

Description des contrats

Entre 2003 et 2004, les contrats à la tonne ont représenté, en terme de chiffre d'affaires, un montant de 58.4M€ en 2003 (76.7% du chiffre d'affaires) et de 75.8M€ en 2004 (81% du chiffre d'affaires). Le solde représente les contrats au forfait pour respectivement 17.7M€ en 2003 et 17.7M€ en 2004.

Le marché de la collecte de St Maxime, est un marché passé conjointement avec le groupe Nicollin. La réalisation de ce marché a fait l'objet de la création d'une société en participation entre les deux groupes, Nicollin et Groupe Pizzorno Environnement, détenue à 50/50. Groupe Pizzorno Environnement n'a pas d'autres contrats de partenariat.

Groupe Pizzorno Environnement a un seul contrat de gestion déléguée, il s'agit du C.S.D.U de Bagnols en Forêt et n'a pas de contrat de concession.

Le premier client du groupe a représenté, en 2004, 7% du chiffre d'affaires, les cinq premiers 28.2 % du chiffre d'affaires 2004 et les dix premiers clients 45% du chiffre d'affaires 2004.

Les principaux contrats du groupe en France sont les suivants :

- Collecte des ordures ménagères :
 - Ville de Fréjus (50 000 habitants, 25 042 tonnes collectées en 2004), contrat renouvelable fin 2009,
 - Ville de Toulon (180 000 habitants)
 - Ville de Nice (100 000 habitants) renouvelable en février 2007

- Collecte et transfert-transport des déchets ménagers et assimilés
 - Sivom (syndicat à vocation multiple) du haut Var (10 000 habitants, 5 183 tonnes traitées),
 - CC de la Thinée (2 500 habitants)
- Collecte, transfert-transport et traitement des ordures ménagères :
 - Ville de Draguignan (35 000 habitants et 18 882 tonnes collectées en 2004),
 - Sivom de la Vésubie,
 - Sivom de Bormes, La Londe et la Lavandou (21 000 habitants, 18 393 tonnes collectées et transportées en 2004, et 33 355 tonnes traitées en 2004),
 - S.I du centre Ouest Var (65 000 habitants, 19 937 tonnes en 2004),
 - Sivom de Sainte-Maxime-Grimaud (20 000 habitants, 14 598 tonnes transportées et traitées en 2004),
 - C.A Draçénoise (85 000 habitants, 48 857 tonnes transportées et traitées en 2004)
- Collecte, nettoyage, transfert-transport et traitement des ordures ménagères :
 - C.A de Fréjus-St Raphaël (100 000 habitants à 400 000 habitants, 25 042 tonnes collectées, 33 844 tonnes transportées et 74 901 tonnes traitées en 2004)
- Collecte du verre :
 - Paris - rive gauche de la seine (850 000 habitants, 36 645 tonnes collectées) renouvelable fin 2007
- Collecte sélective et transfert-transport :
 - Sivom de la Haute Vallée de la Roya (10 000 habitants)
- Transfert-transport d'ordures ménagères :
 - Villes de Roquebrune (12 000 habitants) et Saint-Tropez (5 500 habitants)
- Transfert-transport et traitement des ordures ménagères :
 - Syndicat des ordures ménagères du Golf de St-Tropez (56 000 habitants, 31 635 tonnes transportées et traitées en 2004),
 - Vallée du Gapeau (30 000 habitants et 13 093 tonnes en 2004),
 - Ville de Gap (20 000 habitants, 6 532 tonnes en 2004),
 - Ville de Dignes les Bains (15 000 habitants, 9 861 tonnes transportées et traitées en 2004)
- Traitement des ordures ménagères :
 - Sivom Syndicat intercommunal de Fayence (19 000 habitants et 13 146 tonnes traitées en 2004 contre 11 576 tonnes en 2003),
 - C.C Cœur du Var , Plaines des Maures, Sivom Centre Var (27 000 habitants, 10 909 tonnes traitées en 2004)
- Exploitation des Centres de Stockage des Déchets Ultimes
 - Pierrefeu du Var (148 738 tonnes traitées en 2004 contre 121 014 tonnes en 2003),
 - Bagnols en Forêt (133 874 tonnes traitées en 2004 contre 79 025 tonnes en 2003),
 - Balançon au Cannet des Maures⁹ (268 801 tonnes traitées en 2004 contre 345 034 tonnes en 2003 - 200 hectares de maîtrise foncière)
- Exploitation du quai de transfert et du Centre de Stockage des Déchets Ultimes de classe 3 :
 - Sivom de Manjastre (61 686 tonnes traitées en 2004 contre 61 080 tonnes en 2003)
- Propreté urbaine :
 - Ville de St Laurent du Var (30 000 habitants),
 - Ville de Vanves (26 000 habitants),
 - Ville d'Antibes (75 000 habitants),
 - Ville de Draguignan (35 000 habitants),
 - Ville de Cannes
- Propreté urbaine et collecte des déchets ménagers et assimilés :
 - Ville de Toulon (160 000 habitants)
- Exploitation des déchetteries de la CARF :
 - Ville de Beausoleil et menton

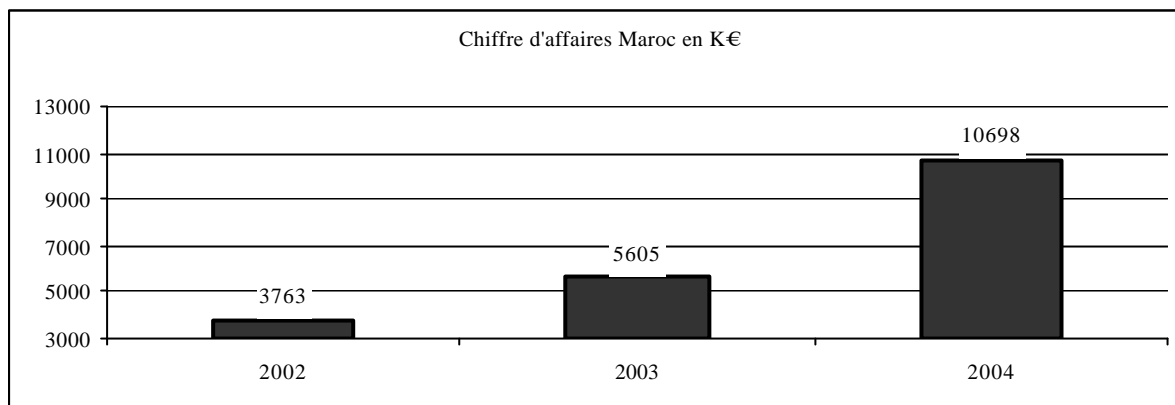
⁹ Une partie des tonnages de Bagnols en Forêt a été redirigée en 2003 vers le CSDU du Balançon au Cannet des Maures en raison d'une fermeture partielle du site de Bagnols en Forêt

4.1.1.7.2 L'activité marocaine

Segedema, filiale marocaine à 100% exploite déjà dans ce pays le Centre d'enfouissement technique de Rabat, et s'occupe également de la collecte et du transfert des ordures ménagères, ainsi que du nettoyage de la voirie de la commune de Agdal Ryad (Communauté urbaine de Rabat). Il est ainsi devenu le premier prestataire privé du pays avec 2.6M d'habitants collectés et près de 350 000 tonnes de déchets traités par an.

Les activités marocaines ont réalisé en 2004 un chiffre d'affaires¹⁰ de 10.7M€ soit plus de 11% du chiffre d'affaires consolidé. La progression du chiffre d'affaires a de nouveau été très soutenue et s'inscrit à 90%.

Evolution du chiffre d'affaires au Maroc



Les principaux contrats propreté urbaine, collecte et traitement des déchets ménagers marquant l'évolution du groupe au Maroc sont les suivants :

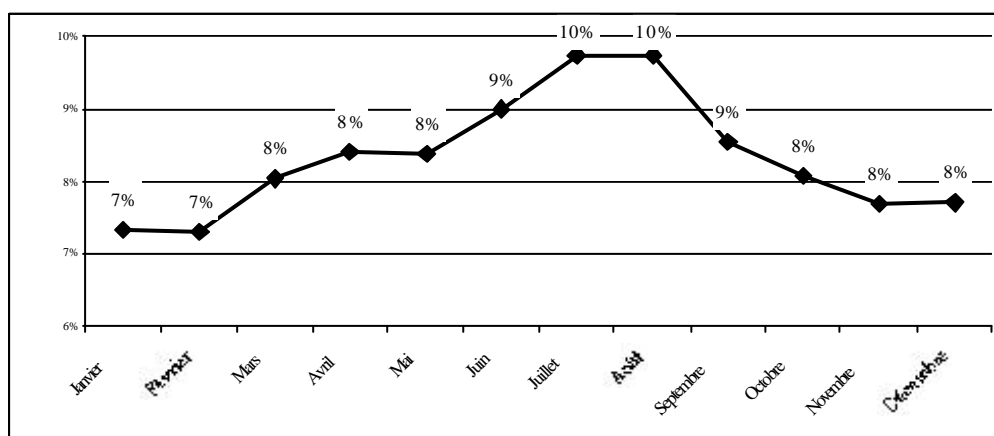
- Casablanca (1 000 000 habitants)
- Meknes - Ismailia (700 000 habitants, depuis novembre 2000)
- El Jadida (250 000 habitants, depuis mai 2002)
- Kenitra (200 000 habitants, depuis juin 2002)
- Meknes - Hamrya (160 000 habitants, depuis juin 2002)
- Meknes - Azzeitouna (125 000 habitants, depuis juillet 2003)
- Rabat (100 000 habitants, 250 000 tonnes, depuis avril 2001)
- El Jadida - Azzemo ur (44 000 habitants, depuis novembre 2004)
- El Jadida – Sidi Benmour (40 000 habitants, depuis novembre 2004)

Le chiffre d'affaires réalisé au forfait s'est élevé à 1095K€ en 2003 et à 1492€ en 2004. Le solde étant réalisé à la tonne.

4.1.1.8 Saisonnalité

De par son implantation historique, le Var, région touristique, le groupe a une activité importante au 3eme trimestre, plus exactement de mi-juin à mi-septembre. Le graphique ci-après illustre la saisonnalité de l'activité du groupe.

Répartition du chiffre d'affaires 2004 en % et par mois



¹⁰ Avant retraitement des facturations internes et TGAP

4.1.1.9 Les principaux outils de production

Outre les installations industrielles et techniques le groupe est propriétaire de terrain et d'une flotte d'engins et de matériels. Au 31/12/2004 les immobilisations nettes au bilan représentaient plus de 36% du total de l'actif

Titres de propriétés

Type	Société concernée	surface
Acquisition terrain Upaix	SGEA	46a18
Acquisition terrain Upaix	SGEA	49a18
Acquisition terrain Upaix	SGEA	69a00
Acquisition terrain Upaix	SGEA	1h72a70
Acquisition terrain Upaix	SGEA	2a36a52
Acquisition terrain Upaix	SGEA	68a30
Acquisition terrain Upaix	SGEA	2h50
Location et promesse d'acquisition Levis La Garde	SMA	5000m ²
Acquisition garage à Draguignan	Sovatram	locaux
Acquisition Roquebrussane	SGEA	quai
Acquisition Carrière de la Môle	Dragui-Transports	30h
Acquisition terrain Cabasse	Sovatram	90h
Acquisition classe III du Thoronnet	Dragui-Transports	11h16a43
Acquisition terrains Mandelieu	SGEA	187h
Acquisition terrain le Muy (centre de tri)	SMA	1,5h

Les principaux baux du groupe

Société concernée	Type	durée	échéance
SGEA	Commercial	9 ans	31/12/2009
Dragui-Transports	Commercial	9 ans	31/03/2009
Dragui-Transports	Emphytéotique	36 ans	10/03/2031
Samnet	Commercial	9 ans	31/01/2009
SGEA	Sous location	9 ans	31/01/2009
SGEA	Commercial	3 ans	30/06/2007
Dragui-Transports	Commercial	9 ans	31/07/2011
Stés de GPE	Commercial	9 ans	30/04/2013
Dragui-Transports	Terrain+local		31/03/2010
Sovatram+Dragui-Transports	Emphytéotique	18 ans	12/07/2009
Selfema	Commercial	9 ans	28/02/2007
Sovatram	Commercial	27 ans	31/08/2016
SMA	Commercial	9 ans	14/12/2010
SGEA	Commercial	9 ans	30/04/2009
Dragui-Transports	Commercial	9 ans	30/09/2009
Segedema	Partie du parc municipal	7 ans	28/02/2008
Dragui-Transports	Commercial	9 ans	31/01/2006
Sovatram	Commercial	9 ans	31/01/2006
SMA	Commercial	9 ans	31/01/2006
Selfema	Commercial	9 ans	31/01/2006
Dragui-Transports	Précaire	1 an	31/03/2006
Dragui-Transports	Commercial		03/11/2006
SMA	Précaire	23 mois	30/11/2006
SGEA	Emphytéotique	45 ans	28/02/2043
Sovatram	Hangar	23 mois	31/08/2006
GPE	Climatisation	5 ans	30/06/2009
SMA	Convention d'occupation	5 ans	31/12/2008

Le parc du groupe

BALAY.MINI	11
BALAYEUSE	28
BOUTEUR	1
BROYEUR OM	3
CITERNE	8
BENNE TP	44
BENNE	38
BENNE OM	234
CHAR ELEVATEUR	5
CHARGEUR	16
BULL	2
MOBYLETTE	78
BROY.VEGET	5
DEUX ROUES	7
HYDROCUREUSE	11
FOURGON	11
NACELLE	1
KARCHER	19
LAVE CONTENEUR	4
LAVEUSE	13
MINI BENNE	3
MULTIBENNE	14
PALAN	1
PONT	6
PORT 4X2	11
PORT 6X2X4	10
PORT 6X2	3
PORT 6X4	48
PORTE CHAR	1
PRESSE	6
QUAD	1
REM.MOTO	1
REMORQUE	38
RETOURNEUR	1
ROTOR	1
SEMI.REMOR	4
KIA	9
SOUDURE	1
TABLE TRI	1
TAPIS BROYEUR	1
TOMBEREAU	5
TONDEUSE	1
TRACTEUR	10
TRACTO AGR	3
TRACTOPELL	13
TRAX A CHAINES	1
VEH.FONCT	30
VEH.SERVIC	76
VIDEO	1
CRIBLEUR	1
GRUE	2
TOTAL	843

4.1.1.10 Les principaux concurrents

Le leader mondial du traitement des déchets est la société Waste Management (CA 2004 : 12.52Mds\$, EBIT 1.68Mds\$, marge de 13.5%) présente uniquement en Amérique du Nord. Le marché européen est dominé par Onyx (Véolia) et Sita (Suez) devant des acteurs comme les Allemands RWE Umwelt (RWE) et Rethman, l'anglo-australien Cleanway (Brambles industries), et le français Séché Environnement qui occupe la place de n  3 en France

Les principaux concurrents en France de Groupe Pizzorno sont donc composés de multinationales intégrées (Véolia, Suez avec Sita, Saur) implantées dans les métiers de l'eau depuis de nombreuses années, puis se sont diversifiées dans le secteur des déchets. Elles sont aujourd'hui présentes dans plus de 80% des communes françaises. Le Groupe Pizzorno Environnement est l'un des tous premiers groupes indépendants, caractéristiques hautement recherchées par les collectivités locales de plus en plus réticentes à confier à un seul opérateur l'ensemble des marchés publics.

Le Var est le département d'origine de Groupe Pizzorno Environnement, il s'est ensuite progressivement développé en région PACA puis en région parisienne et enfin à l'étranger. Les parts de marché du traitement des déchets en régions PACA étaient en 2004 les suivantes (source société) :

- Bouches du Rhône : Régies (46%), Suez (22%) et Véolia (11%). Le groupe est encore peu présent, mais espère ouvrir un C.S.D.U dans les années à venir.
- Alpes Maritimes : Véolia (80%), Autres (14%), Groupe Pizzorno Environnement (5%) et Suez (1%). Le groupe se développe fortement depuis 5 ans : contrat de collecte d'une partie de la ville de Nice, propreté du centre de Cannes. 350 000 habitants bénéficient de leur service.
- Var : Groupe Pizzorno Environnement (60%), Suez (37%) et Régies (3%). Le groupe est en position dominante dans l'ensemble de la filière. Il exploite 3 des 4 C.S.D.U du département.
- Vaucluse : Régies (30%), Sita (10%), 60 % des déchets sont exportés,
- Hautes Alpes : Suez (50%), Véolia (30%), Régie (30%). Le groupe assure des prestations pour 60 000 habitants. Dans ce département, le groupe espère profiter de la mise en place des plans départementaux d'élimination des déchets (centre de tri-compostage, exploitation de CDU).

Par ailleurs, le groupe collecte environ 40 000 habitants en région parisienne et assure le nettoyage de la ville de Vanves. La société a également pour client la ville de Paris pour laquelle elle collecte le verre sur la rive gauche de la seine.

Au Maroc, le groupe est le leader sur le marché privé de la collecte et du nettoyage des communes marocaines. Ses principaux concurrents sont l'espagnol Techmed et les français Sita et Onyx. Les centres de stockage sont essentiellement en régie, le groupe gère celui de Rabat.

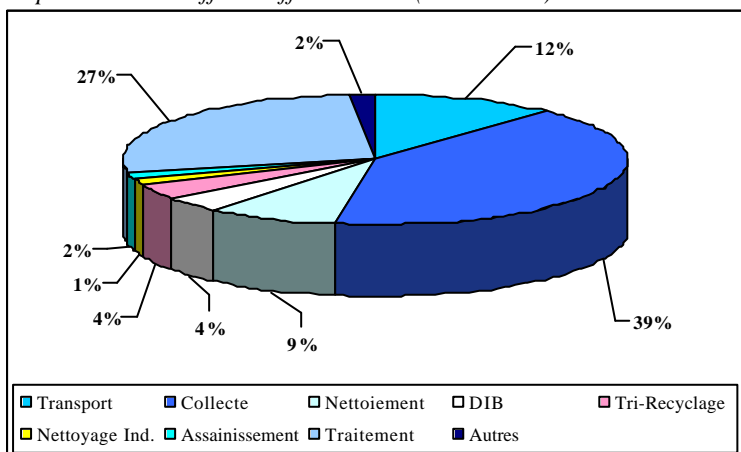
4.1.2 Données chiffrées sur les volumes de production au cours des trois derniers exercices

Les volumes de déchets collectés, transportés et traités ne sont pas représentatifs de l'activité du groupe, excepté pour la branche traitement, dans la mesure où il existe deux types de contrats : le contrat à la tonne et le contrat au forfait.

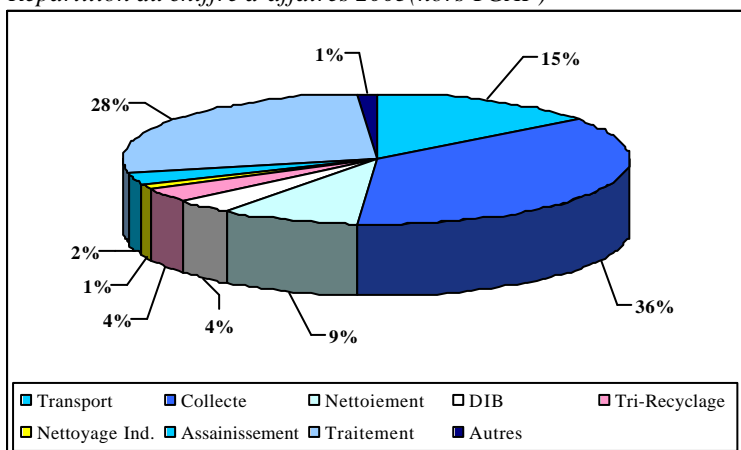
4.1.3 Ventilation du chiffre d'affaires au cours des trois derniers exercices

Depuis 2002 le chiffre d'affaires consolidé a connu une croissance moyenne annuelle de plus de 16%. L'export qui représentait 5.8% de l'activité, totalisait en 2004 plus de 11% des ventes consolidées. La répartition du chiffre d'affaires en 2004 (hors TGAP) fait ressortir une part relative de l'activité collecte de 39% et de 27% pour le traitement.

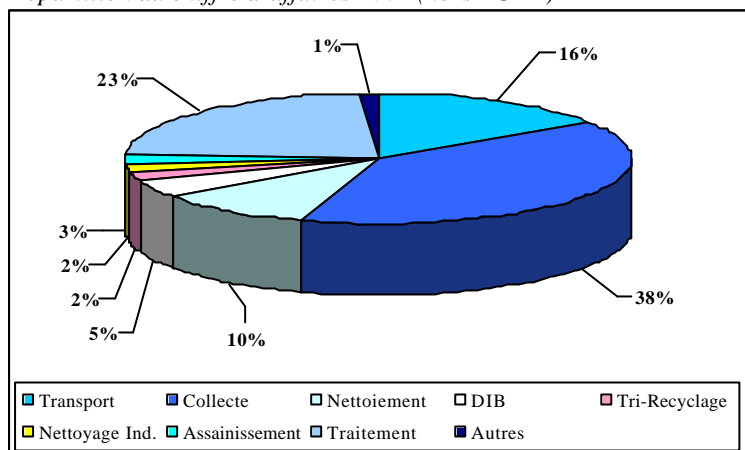
Répartition du chiffre d'affaires 2004 (hors TGAP)



Répartition du chiffre d'affaires 2003 (hors TGAP)



Répartition du chiffre d'affaires 2002 (hors TGAP)



4.2 Politiques des ressources humaines

4.2.1 les effectifs

Les effectifs du groupe au 31 décembre 2004 s'élevait à 3 092 salariés, y compris les agents communaux de Segedema. La répartition géographique est relativement identique.

Effectif au 31/12	2002	2003	2004
France	818	879	956
Maroc	932	1 078	2 136
Total	1 750	1 957	3 092

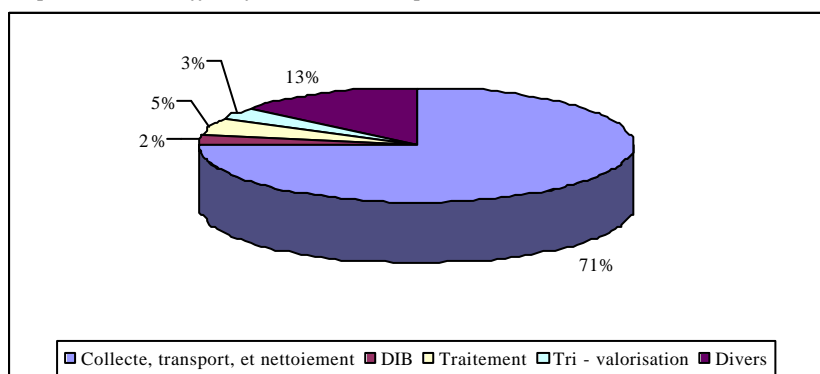
Cas particuliers des agents communaux détachés au sein de Segedema, filiale marocaine.

Dans le cadre de la privatisation de leur service de collecte et nettoyage, certaines collectivités marocaines inscrivent dans leur cahier des charges l'obligation pour l'entreprise adjudicataire d'effectuer le service en prenant en charge la gestion des agents communaux affectés à ces services avant la privatisation. Ces agents ont un statut particulier à peu près équivalent à celui des agents territoriaux en France. Le rôle de l'entreprise est d'encadrer ce personnel de la même façon qu'un salarié de l'entreprise. L'agent détaché doit obéir à la hiérarchie de l'entreprise mais la procédure disciplinaire est celle de la collectivité d'origine. Ces personnels sont rémunérés par la collectivité d'origine. Cependant, le cahier des charges prévoit souvent le versement d'une prime supplémentaire par l'entreprise.

Les effectifs Maroc des personnels détachés dits « communaux » étaient les suivants au 31/12/2004 :

Contrat de Meknes : 282 personnes
 Contrat de Kénitra : 135 personnes
 Contrat de d'El Jadida : 149 personnes
 Contrat de Sidi Benour : 35 personnes
 Contrat de Casablanca : 538 personnes

Répartition des effectifs France 2004 par activité



4.2.2 Structure de la Direction des Ressources Humaines

L'évolution rapide du Groupe Pizzorno s'est accompagnée d'une adaptation de la structure dédiée à la prise en charge des ressources humaines dans le groupe. En 1998, c'était le service juridique qui était chargé de suivre l'administration du personnel. Ce service était composé de deux personnes : le Directeur Juridique et une assistante juridique. Le service paie, composé de deux personnes, était rattaché au service financier. Une Direction des Ressources Humaines a été créée en août 2000 et assurée par le Directeur Juridique, les services paie lui étant rattaché. Depuis cette date, ce service n'a cessé de se développer pour s'adapter aux évolutions du groupe, aux contraintes réglementaires et à la politique ressource humaine souhaitée.

4.2.3 Politique de Ressources Humaines

Veille permanente sur le climat social

Dans un secteur de main d'œuvre, le maintien d'un bon climat social est un élément essentiel de notre compétitivité. C'est pourquoi la structure ressources humaines s'appuie sur des Responsables des Ressources Humaines en charge d'un secteur géographique et dont les objectifs premiers sont :

- La proximité des salariés pour établir un contact permanent et mettre en place tous les éléments de la politique R.H.,
- La réactivité face aux sollicitations diverses,
- La remontée immédiate de toute information utile.

Politique d'embauche

Dans la mesure du possible, dans le cadre du recrutement, le groupe Pizzorno privilégie, sur l'ensemble de ses marchés, les candidatures locales. Cependant, pour les postes nécessitant de fortes qualifications, cette politique n'est pas toujours possible et les candidatures nationales sont souvent retenues.

Les accords 35 heures

Les premières négociations collectives importantes ont été menées dès 1999 dans le cadre de la mise en place des 35 heures. Le groupe Pizzorno a mené ces négociations de telle sorte qu'il puisse bénéficier au maximum du système d'aide mise en place pour « amortir » le coût du passage aux 35 heures. L'ensemble des salariés du groupe (en France) bénéficie de la réduction du temps de travail sauf une entreprise (SELFEMA, assainissement, 20 personnes) pour laquelle l'horaire collectif est resté à 39 heures avec paiement systématique des heures supplémentaires.

Le principe a été dès le départ le maintien de la rémunération 39 heures. En contre partie de ce maintien, plusieurs systèmes de modulation du temps de travail ont été mis en place en fonction des rythmes de travail des différentes activités. Depuis 1999, ces accords ont été plusieurs fois modifiés pour les adapter aux évolutions du groupe.

La négociation en générale.

De façon générale, la société donne une place importante à la négociation salariale. Dans le cadre des négociations annuelles obligatoires ou en dehors de ce cadre, le groupe a toujours su trouver un accord avec l'ensemble des partenaires sociaux. La quasi-totalité des accords d'entreprise conclus, l'ont été avec l'unanimité des syndicats présents dans l'entreprise. Parmi les résultats des dernières négociations, nous pouvons citer :

- L'établissement d'une participation au niveau du groupe pour une meilleure répartition des réserves de participation ;
- La mise en place de ticket restaurant avec participation de l'entreprise à hauteur de 60% ;
- La mise en place d'une mutuelle groupe avec participation de l'employeur ;
- L'instauration du système de primes incitant le respect des normes de sécurité et limitant l'absentéisme ;
- Mise en place d'un compte épargne temps.

En 2001, la refonte de la grille de classification a aussi été l'occasion d'avancées sociales significatives (augmentation de la rémunération de base) et de la réalisation d'un important travail sur la définition de tous les postes de l'entreprise.

Politique générale en matière en ressources humaines

Évaluation.

Afin de mieux mesurer l'efficacité et les besoins de chacun, le groupe est en cours de mise en place d'un système d'évaluation (entretien individuel, évaluation collective, plan de formation) de l'encadrement. Les objectifs sont, sans être exhaustif :

- Cerner les besoins en matière de formation ;
- Déclencher une politique de gestion de carrière (détection des compétences clés, des personnes clés, des potentiels, mise en place des plans de remplacement, ...) ;
- Recherche et accompagnement de l'amélioration permanente.

Travailler plus / gagner plus.

L'objectif est ici de permettre à ceux qui le souhaitent la possibilité de travailler plus pour gagner plus. Il s'agit même d'inciter ce type de comportement. Cet objectif répond à un besoin de l'entreprise et aux attentes de beaucoup de salariés.

Rémunération des bonnes contributions aux résultats.

L'objectif est ici, en dehors de tout système légal d'intéressement collectif, de récompenser les salariés dont la contribution aux résultats aura été jugée satisfaisante dans le cadre de système cohérent, transparent et adapté à chaque catégorie de salarié.

4.2.4 Formation

Évolution du budget formation

Depuis quatre ans, le budget formation a été multiplié par deux (environ 350 K€). Chaque année ce budget dépasse le budget obligatoire. Dans la branche d'activité du groupe le budget minimum obligatoire consacré au plan de formation est de 1,1% de la masse salariale soit déjà 0,2% de plus que le droit commun. Au sein du groupe Pizzorno, le budget formation représentait 1,5% de la masse salariale en 2004 et représentera 1,7% en 2005. Ces données s'entendent hors prélèvement lié à la professionnalisation (ex apprentissage) qui représente 0,5% de la masse salariale et hors FONGECIF qui représente 0,2% de la masse salariale.

Évolution du contenu

- Formation à la sécurité.

Les formations liées à la sécurité représentent encore 50% du budget formation. En pratique, toutes les formations en matière de sécurité sont prises en compte même lorsqu'elles entraînent un dépassement du budget formation prévisionnel. Il n'est pas prévu de modifier cette politique qui permet une prise en compte maximum de la sécurité au travail dans le groupe Pizzorno.

- Formation pour le maintien des compétences.

Le plan de formation intègre en tant que de besoin les formations liées aux évolutions technologiques indispensables au développement de la compétitivité et à un niveau de qualité. Il s'agit par exemple des formations liées à l'intégration de nouveaux logiciels (gestion des temps, paie, comptabilité, qualité, achat, cartographie...). Il intègre aussi des formations permettant la prise en compte de l'évolution réglementaire dans nos métiers (ex : réforme du Code des marchés publics, environnement...).

- Formation en matière de développement des compétences.

Depuis 3 ans environ, la société utilise de plus en plus le plan de formation comme outils de développement des compétences. Pour les ouvriers il s'agit, par exemple, de leur donner les moyens d'évoluer vers des postes de plus grande valeur ajoutée. Ainsi, chaque année elle finance le passage de permis de conduire poids lourd et des habilitations à la conduite d'engins spéciaux. Pour l'encadrement, elle développe les formations en management. Il s'agit d'une part d'offrir à chacun des membres de l'encadrement, en tant que de besoin, une formation adaptée à son cas particulier dans le cadre d'une mise à niveau générale et d'autre part de concevoir une formation plus générale par niveau d'encadrement dans un but d'amélioration constante.

Les perspectives

- Développement des compétences.

Le groupe souhaite développer les formations en matière de développement des compétences notamment dans le cadre de formations diplômantes. Dans cette perspective, nous développons un partenariat avec une école d'ingénieurs pour créer des formations type MASTERE spécialisé dans le domaine des déchets.

- Politique D.I.F.

La société est en cours d'élaboration d'une politique d'utilisation du D.I.F. (droit individuel à la formation).

- Formation Etranger.

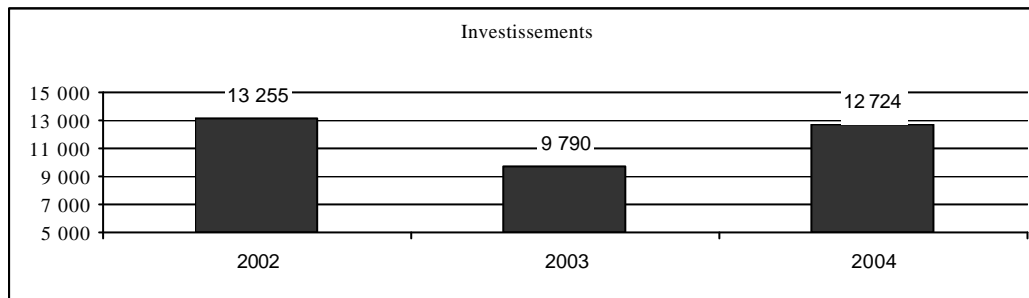
Il s'agit ici d'une part de développer des formations, lors du parcours d'intégration, au bénéfice des expatriés pour une meilleure intégration dans leur pays de destination. Il s'agit aussi, d'offrir aux salariés des pays dans lesquels nous intervenons, des formations adaptées au pays concerné notamment en matière de sécurité et de management pour l'encadrement.

4.3 Politiques d'investissements

4.3.1 Investissements

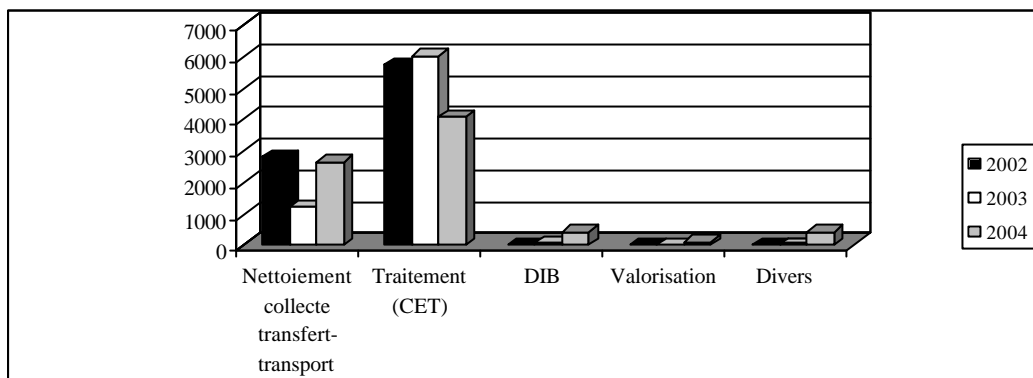
Fort de son potentiel de développement tant en France qu'à l'étranger, le groupe maintient une politique active d'investissements.

Evolution des investissements totaux consolidés en K€



Les investissements corporels correspondants aux activités françaises, hors retraitement des leasings et locations longues durées¹¹ se sont élevés entre 2002 et 2004 respectivement à 8.5M €, 7.3M € et 7.6M € et se répartissent selon les activités de la manière suivante.

Investissements corporels France par branche d'activité en K€



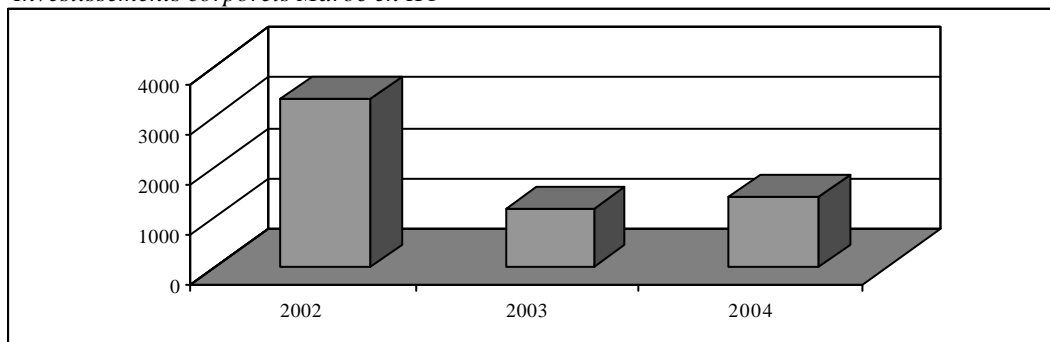
Le principal pôle bénéficiaire de ces investissements est le pôle traitement qui représente selon les années entre 53% et 82% des investissements France. Les autres activités ont une intensité capitalistique moindre.

Ces investissements corporels France ont essentiellement porté sur :

- le CSDU du Cannet des Maures pour un montant de 5.6M € en 2002 et de 3.2M € en 2003 afin de financer l'ouverture d'une nouvelle alvéole,
- le CSDU de Bagnols en Forêt pour 2.6M € en 2003 et 2.2M € en 2004. Ce centre fait actuellement l'objet d'une extension concernant l'ouverture d'un site 4 devant permettre à partir de 2006, le renouvellement de ses capacités de stockage pour environ 20 ans.
- la branche nettoyage, collecte et transfert-transport pour 2.3M € en 2002, 1.2M € en 2003 et 2.6M € correspondants à des investissements de renouvellement,

La filiale marocaine implique un important effort financier de la part du groupe qui a investi depuis 2002 près de 6M € afin de financer les équipements nécessaires à l'exploitation.

Investissements corporels Maroc en K€

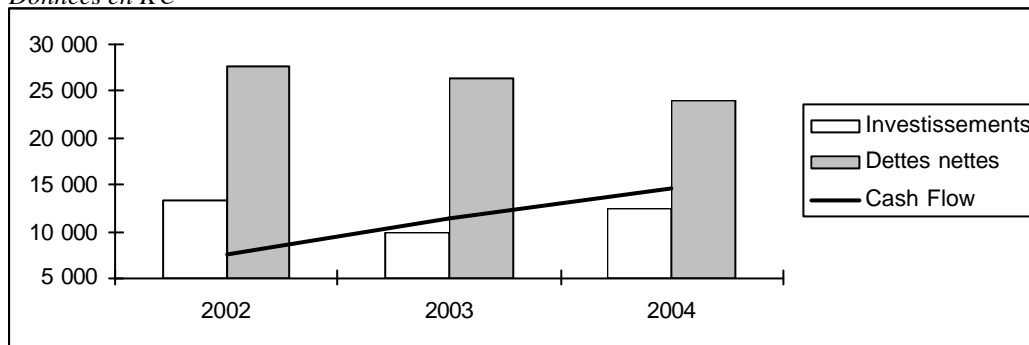


4.3.2 Financement

Les investissements sont, en général, financés par emprunt, leasing ou location longue durée. Le cash flow généré par l'activité permet de rembourser ces emprunts.

¹¹ Le groupe retraite en consolidé les leasings et les locations longues durées. Ils sont ainsi comptabilisés en investissements et non pas en charges. Les immobilisations nettes financées par crédit bail ou en location longue durée se sont chiffrées à près de 12M € en 2004

Données en K€



4.4. Les filiales

Les principales filiales du groupe sont Dragui-transports (sous holding du groupe), Sovatram (traitement) et SMA (nettoieement, collecte, transfert-transport et DIB) contrôlées respectivement à hauteur de 95.65%, 98.34% et 94.29%. Elles représentaient fin 2004 respectivement 7%, 27.1% et 17.5% des fonds propres consolidés. Leur chiffre d'affaires 2004 contribuaient pour respectivement 33.5%, 12.2% et 19.8% au chiffre d'affaires consolidé.

Part relative des principales filiales

	% de contrôle	% fonds propres 2004	% CA 2004	% RN 2004
Dragui-transports	95,65	7	33,5	-1
Sovatram	98,34	27,1	12,2	70,6
SMA	94,29	17,5	19,8	38,8

4.5 Risques de l'émetteur

4.5.0. Risques sur les contrats clients

Le groupe a toujours su renouveler ses contrats

Liste des principaux contrats du groupe par entité

MARCHE	Notification	Prestations	Sté	Durée	échéance	renouvellement	CA 2005	CA 2004
Mairie de Fréjus	01/10/2004	Balayage & nettoyage	SGEA	3 ans	30/09/2009	Renouvelable 2 x 1 an	4 597 830,00 €	3 282 845,00 €
	01/10/2004	Amélioration des prestations nettoyage		3 ans	30/09/2009	Renouvelable 2 x 1 an		
	01/10/2004	Collecte des déchets encombrants		3 ans	30/09/2009	Renouvelable 2 x 1 an		
	01/10/2004	Collecte cartons		3 ans	30/09/2009	Renouvelable 2 x 1 an		
	01/10/2004	Collecte des O.M.		3 ans	30/09/2009	Renouvelable 2 x 1 an		
	01/10/2004	Collecte Sélective		3 ans	30/09/2009	Renouvelable 2 x 1 an		
	01/10/2004	Réception & transport des D.E.		3 ans	30/09/2009	Renouvelable 2 x 1 an		
Mairie de St Raphael	01/01/2001	Collecte des O.M. (Quart. Nord-Est)	SGEA	1 an	31/12/2005	Ne peut excéder 4 ans	1 413 091,44 €	1 319 100,12 €
	01/01/2001	Balayage & nettoyage (Quart. Nord-Est)		1 an	31/12/2005	Ne peut excéder 4 ans	709 189,18 €	685 618,56 €
	01/01/2002	Collecte des O.M. (Centre Ville)		1 an	31/12/2006	Ne peut excéder 4 ans	1 131 118,64 €	1 098 173,44 €
	01/01/2002	Balayage & nettoyage (Centre Ville)		1 an	31/12/2006	Ne peut excéder 4 ans	605 126,87 €	587 501,82 €
SITTOMAT	30/12/2004	Coll. matériaux recyclables des OM	SMA	1 an	30/06/2008	TR - ne peut excéder 4 ans	1 250 000,00 €	670 881,00 €
Sitom Aire de Fréjus & St Raphael	31/12/2002	Convention D.S.P. site C.S.D.U.	SMA	6 ans	31/12/2008	Contrat ferme	5 504 588,58 €	4 839 835,00 €
Sitom Aire de Fréjus & St Raphael	26/07/2000	Tri-Conditionnement	SMA	3 ans	26/07/2005	Max. 5 ans	1 468 562,00 €	1 425 789,00 €
		Collecte					148 275,00 €	135 147,00 €
Mairie de Toulon	29/04/2005	Collecte des OM et Nettoyement Centre Ville	DT	6 ans	30/04/2011	Contrat ferme	6 334 740,00 €	-
CANCA Nice	26/02/2004	Marché de collecte	DT	1 an	28/02/2007	Renouvelable 2 x 1 an	3 623 923,00 €	3 584 976,00 €
Mairie de Paris	08/12/2003	Collecte de verre	DT	3 ans	08/12/2006	Contrat ferme	3 041 405,00 €	2 480 136,00 €
CAD Lots 1+2+3+4	30/08/2002	Collecte des OM & encombrants	DT	→	30/04/2006	Renouvelable 1 x 4 ans	4 741 863,00 €	4 603 751,00 €
		Transport des OM		→	30/04/2006	Renouvelable 1 x 4 ans		
SIVED 1 & 2 Centre Ouest	01/01/2001	Collecte des OM & encombrants	DT	3 ans	31/12/2005	Renouvelable 2 ans	2 509 473,10 €	2 419 002,41 €
		Transport					646 755,71 €	627 309,13 €
		Traitement					1 528 567,06 €	1 482 606,23 €
S.I.T.T.O.M.A.T.	24/02/2004	Trait.en centre de stockage classe II des OM	SOVATRAM	1 an	28/02/2007	Renouvelable 2 x 1 an	1 342 284,00 €	1 304 288,00 €
		Traitement du mâchefer		5 ans	28/02/2009	Contrat ferme	878 990,00 €	680 793,00 €
CASABLANCA	01/03/2004	Collecte + Nettoyage	SEGEDEMA	10 ans	28/02/2014	Renouvelable 1 fois	6 791 707,00 €	6 791 707,00 €

4.5.1. Risques de marché

Risque de liquidité

Le tableau ci-après fournit une décomposition de l'endettement financier du groupe.

Il existe dans les contrats de prêts consentis à GPE ou à ses filiales des clauses classiques qui nécessitent de l'emprunteur la communication d'information dans le cas de réalisation de certains événements (ex : fournitures d'information lors de modification d'ordre juridique, ...), mais pas de clause de défaut.

Les emprunts en devises concernent exclusivement la filiale marocaine, qui emprunte en dirhams. Le total de ces emprunts et leasings, tous à taux fixe, représente la contre-valeur de 3.964.233 €

TAUX	engagements financiers	Capital	Restant 31/12/2004	ICNE	Remboursements						CCA	Engagements Interêts
					2005	2006	2007	2008	2009	2010		
Fixes	Emprunts France	11 883 669	7 790 730	16 626	2 221 112	2 093 898	1 739 201	977 539	749 833		77	810 509
Fixes	Emprunts Maroc	0	0		0	0	0	0	0	0		0
Fixes	Leasings/locations France	4 572	3 150		900	900	900	450	0			1 050
Fixes	Leasings/locations Maroc	0	0		0	0	0	0				1 327 585
TOTAL ENGAGEMENTS		11 888 241	7 793 880	16 626	2 222 012	2 094 798	1 740 101	977 989	749 833	0	77	2 139 144
Variables	Emprunts France	4 730 635	4 191 151	9 100	927 655	946 487	863 109	763 193	690 708		5 499	352 203
Variables	Leasings/Locations France	45 201	12 486		7 750	4 736	0	0	0			4 162
TOTAL ENGAGEMENTS		4 775 836	4 203 638	9 100	935 405	951 223	863 109	763 193	690 708	0	5 499	356 365
TOTAL ENGAGEMENTS FINANCIERS		16 664 077	11 997 517	25 726	3 157 417	3 046 021	2 603 210	1 741 182	1 440 540	0	5 576	2 495 509

A court terme, le groupe dispose des lignes de crédit suivantes :

- Encours d'affacturage par GE Factofrance (France): pas de limite sur les collectivités publiques (qui représentent l'essentiel du CA du groupe)
- Autorisations d'avances sur marchés (Maroc) : 17.000.000 de dirhams, soit 1.531.500 €
- Autorisations de découvert :

France

En €	Dragui-Transports	S.G.E.A.	Sovatram	S.M.A	Selfema	G.P.E
CIC Lyonnaise de Banque	250 000,00	250 000,00	200 000,00	200 000,00	100 000,00	0,00
Société Générale	90 000,00	90 000,00	120 000,00	85 000,00	50 000,00	100 000,00
Crédit Agricole	76 224,51	76 224,51	76 224,51	76 000,00	0,00	0,00
Banque Populaire	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	0,00	0,00
Totaux	466 224,51	466 224,51	446 224,51	411 000,00	150 000,00	100 000,00

Maroc : 10.000.000 de dirhams, soit 900.900 €

Au 31 décembre 2004, l'endettement financier comprenait 9.328.462 € de concours bancaires, se décomposant comme suit.

Affacturage : 8.114.076 €

Avances sur marchés (Maroc) : 1.032.139 €

Découvert : 182.247 €

Par ailleurs, en raison de rentrées clients significatives en décembre 2004, les disponibilités étaient ponctuellement importantes (11.261.767 €).

Au total, le groupe dispose de marges importantes pour faire face au risque de liquidité.

Risques de change

Les activités de Groupe Pizzorno environnement sont essentiellement réalisées en euros. 11% de son chiffre d'affaires sont réalisés au Maroc où la monnaie, le Dirham, n'est pas totalement convertible.

Le remboursement par la filiale marocaine de ses emprunts en dirhams est effectué à partir de ses rentrées en dirhams, et ne donne pas lieu à des couvertures de change.

Le risque de change du groupe porte donc essentiellement sur la situation nette de sa filiale marocaine, qui s'élevait au 31 décembre 2004 à 24,8 millions de dirhams, soit l'équivalent d'environ 2,2 millions d'€

Risques de taux

Le groupe n'a pas d'autre actif ou passif financier que son endettement bilantiel

L'endettement du groupe est constitué à hauteur de 70% d'emprunts à taux fixes, seuls 30% sont à taux variables.

L'endettement à taux variable est assis sur l'euribor. La charge totale d'intérêts à venir, calculée sur la base de l'euribor au 31 décembre 2004 (2.20%), est de 1.427.711 €(cf. tableau ci-dessus).

Une variation de un point de l'euribor (c'est à dire de 2,20 à 1,20 ou à 3,20 %) entraînerait une différence de charge totale d'intérêts à venir de l'ordre de 650.000 €

La direction réfléchit actuellement pour mise en place ou non d'outil de couverture des risques de taux. Les emprunts liés aux activités marocaines sont à taux fixes et représentaient au 31 décembre 2004 16% de l'endettement total

Risques sur actions

Le groupe ne détient pas d'autres actions que celles de ses filiales

4.5.2. Risques juridiques : environnement législatif et réglementaire auquel est soumis le Groupe Pizzorno Environnement

1975 est l'année d'adoption de la première loi relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux. Depuis, d'importants progrès sont constatés en la matière : optimisation des collectes, renforcement des normes de fonctionnement des unités de stockage et d'élimination... Le volume des déchets à collecter et à traiter ne cessant d'augmenter, la réglementation est repensée au début des années 90.

La gestion des déchets est, en effet, régie par un ensemble de réglementations dont les deux principales sont la loi du 15 juillet 1975, liée directement aux déchets, et la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Chaque producteur de déchets, qu'il s'agisse d'une collectivité locale ou d'un industriel est responsable devant la loi de ses déchets, et des conditions dans lesquelles ils sont collectés, transportés, éliminés ou recyclés (article 2 de la loi du 15 juillet 1975).

4.5.2.1 Loi n° 76-633 du 16 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, modifiée par les lois n° 92-646 du 13 juillet 1992 et n° 95-101 du 2 février 1995.

La loi du 15 juillet 1975 modifiée (article 1) mentionne quatre objectifs :

- Réduction de la production et de la nocivité des déchets, notamment en agissant à la source : principe des technologies propres.
- Organisation du transport des déchets : principe de proximité,
- Valorisation des déchets par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir à partir des déchets, des matériaux réutilisables ou de l'énergie.
- Information du public sur les effets pour l'environnement et la santé publique des opérations de production et d'élimination des déchets.

Est considéré comme un déchet "tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement, tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon" (article 1). L'article 1 précise également la notion de déchet ultime : "Est ultime au sens de la présente loi, un déchet qui n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux".

◆ Principe de responsabilité du producteur de déchets

La loi fait obligation au producteur ou au détenteur de déchets d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination dans des conditions satisfaisantes pour l'environnement (article 2). Cette obligation est à l'origine du principe de la responsabilité du producteur ou du détenteur de déchets qui doit pouvoir justifier de la destination finale de ses déchets et de leur mode d'élimination.

◆ Limitation du stockage

“A compter du 1^{er} juillet 2002, les installations d’élimination des déchets par stockage ne seront autorisées à accueillir que des déchets ultimes” (article 2.1).

Les arrêtés du 18 décembre 1992 modifiés par ceux du 18 février 1994 relatifs au stockage de certains déchets industriels spéciaux, ultimes et stabilisés instaurent le principe de stabilisation des déchets spéciaux avant stockage. Un nouvel arrêté ministériel va fixer les règles d’exploitation pour le stockage des déchets dangereux et autres déchets pouvant être admis en site de Classe 1.

◆ Emballages

Les décrets n° 92-377 du 1^{er} avril 1992 pour les emballages ménagers et n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatifs aux déchets d’emballages industriels définissent les responsabilités des producteurs et les dispositifs mis en œuvre notamment pour les conditions d’agrément des sociétés spécialisées dans le tri et la valorisation des déchets industriels banals (rattachement à la réglementation ICPE).

◆ Intervention préventive de l’État

Le propriétaire ou l’exploitant d’une installation de stockage des déchets doit constituer des garanties financières pour assurer la surveillance du site, sa remise en état après fermeture et les interventions éventuelles en cas d’accident avant ou après fermeture et les interventions éventuelles en cas d’accident avant ou après fermeture. Les garanties doivent être décrites dans le dossier de demande d’autorisation (article 7.1).

◆ Transport, courtage et négoce de déchets générateurs de nuisances

La loi (articles 8 et 8.1) soumet à autorisation les activités de transports, de courtage et de négoce des déchets *“dès lors qu’ils présentent de graves dangers”* et leur impose de tenir informée l’administration. Les modalités d’application de l’autorisation de ces activités sont prévues par le décret du 30 juillet 1998 et l’arrêté ministériel du 12 août 1998 (pour le transport) et 9 septembre 1988 (courtage, négoce).

Le décret d’application du 19 août 1977 relatif aux informations à fournir au sujet des déchets générateurs de nuisances, est complété par l’arrêté du 4 janvier 1985 concernant le contrôle des circuits d’élimination de ces mêmes déchets. Ces textes vont être modifiés pour les rendre cohérents avec les dispositions communautaires (CEE).

◆ Producteurs et éliminateurs de déchets générateurs de nuisances

Ces deux textes permettent d’assujettir un certain nombre d’entreprises au suivi de *“déchets générateurs de nuisances”* par la mise en place de trois types d’obligations :

- L’émission de bordereaux de suivi de déchets,
- La transmission, au service chargé du contrôle des Installations Classées, d’une déclaration trimestrielle concernant la production et/ou l’élimination des déchets pour un certain nombre d’entreprises,
- La tenue d’un registre, pour l’ensemble de producteurs, transporteurs, et éliminateurs de déchets, dans lequel apparaissent toutes les opérations d’élimination des déchets : ce registre doit être mis à la disposition des services chargés du contrôle des Installations Classées.

◆ Filières d’élimination agréées

L’article 9 prévoit que seules les installations agréées par l’administration ont l’autorisation de traiter les déchets générateurs de nuisances dont les catégories sont précisées par décret (Huiles Usagées, PCB/PCT et Emballages). Ces agréments sont délivrés par le Préfet du Département concerné. Pour chacun de ses déchets, voir les chapitres qui s’y rapportent.

◆ Plan d’élimination des déchets

La loi prévoit l’établissement de plans définissant les conditions d’élimination de certaines catégories de déchets en vue d’assurer les objectifs de la loi du 15 juillet 1975 modifiée (article 10). Le décret du 3 février 1993 modifié par celui du 18 novembre 1996 fixe les modalités d’application de ces plans (cf. chapitre spécifique). Ces plans sont élaborés pour les déchets industriels spéciaux sous la responsabilité du Préfet de Région, et pour les déchets ménagers et assimilés par le Préfet de Département. La loi du 2 février 1995, dite *“loi Barnier”*, prévoit la possibilité de transférer la compétence pour l’élaboration et le suivi des Plans au Conseil régional pour les déchets industriels spéciaux (pour le plan régional), aux Conseils Généraux (pour les plans départementaux) depuis février 1996. A la suite de la mise en œuvre des premiers plans de déchets ménagers et assimilés une réorientation a été précisée par la circulaire du 28 avril 1998. Les Déchets à risque des activités de soins (déchets présentant un risque infectieux grave, matériels piquants ou coupants...) font l’objet d’un plan régional d’élimination spécifique (PREDAS) coordonné par la DRASS, (en PACA, approuvé par arrêté du Préfet de Région du 6 janvier 1997).

◆ Taxe sur la mise en décharge des déchets ménagers et assimilés et taxe sur les déchets industriels spéciaux

Selon le décret du 18 septembre 1995, est assujéti à la taxe sur le traitement et le stockage de déchets dans les conditions définies par l’article 22.1 de la loi du 15 juillet 1975, tout exploitant d’une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés ou d’une installation d’élimination de déchets industriels spéciaux par incinération, stockage, traitement physico-chimique ou biologique, dès lors que cette installation n’est pas exclusivement pour les déchets provenant de son entreprise. Le décret définit les caractéristiques des déchets. Le produit de la taxe sur le stockage des déchets ménagers alimentait le Fonds de Modernisation de la Gestion des Déchets (FMGD), géré par l’ADEME (décret du 29 mars 1993), jusqu’en 1998. La taxe DIS est utilisée pour la réhabilitation des sites contaminés industriels et orphelins (défaillance de l’exploitant et du

détenteur). Ces dispositions ont fait l'objet d'aménagement dans le cadre de la nouvelle taxe : TGAP (Taxe Générale sur les Activités Polluantes) mise en place par les pouvoirs publics début 1999 .

♦ Importation et exportation de déchets générateurs de nuisances

L'importation, l'exportation ou le transit de certaines catégories de déchets peuvent être interdits, réglementés ou subordonnés à l'accord préalable des Etats intéressés (article 23.1). Par ailleurs, "*ces mouvements transfrontaliers*" de déchets font l'objet du Règlement européen du 1^{er} février 1993 directement applicable aux États membres (modifié par décisions 94/271 du 21 octobre 1994 et 96/660 du 14 novembre 1996). Il annule et remplace le dispositif réglementaire du décret du 23 mars 1990. Toutefois est maintenu le principe du décret du 18 août 1992 interdisant l'importation pour la mise en décharge de déchets ménagers et de déchets industriels banals. Les transferts de déchets sont soumis à un système d'autorisation. Les demandes d'autorisation doivent être envoyées à l'Etat de destination et une copie de cette demande doit être transmise aux Etats d'Expédition de transit et au destinataire. Le transfert ne peut être effectué que lorsque l'autorisation de l'Etat de destination a été accordée. En outre, plusieurs paramètres déterminent le régime qui est applicable aux transferts de déchets :

- Le traitement prévu des déchets (élimination ou valorisation)
- L'appartenance des déchets à une liste (verte, orange ou rouge selon leur caractère plus ou moins dangereux),
- La qualité du pays destinataire (membre de l'Union Européenne, de l'AELE, de l'OCDE, signataire de la convention de Bâle, pays appartenant à la zone Afrique-Caraïbes-Pacifique, pays signataires d'accord bilatéraux.

♦ Sanctions

En cas d'infraction, la loi offre la possibilité d'élimination des déchets aux frais des contrevenants. Les sanctions peuvent aller jusqu'à une amende de 76 225€, une peine de prison de deux mois à deux ans et une indemnisation des tiers pour les dommages causés par les déchets (article 24).

4.5.2.2 Loi n° 76-683 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, modifiée par la loi n° 92-648 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et la récupération des matériaux ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement

Cette loi prévoit :

- la suppression des décharges brutes en 2002 pour n'autoriser que les Centres de Stockage de Déchets Ultimes. Elle définit un déchet ultime comme un déchet résultant ou non du traitement d'un déchet, qui n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux,
- la prévention ou la réduction de la production des déchets et de leur nocivité.
- l'instauration d'une taxe sur la mise en décharge,
- l'instauration des plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés,
- la limitation des transports en distance et volume,
- l'incitation au recyclage et à la valorisation des déchets,
- La mise aux normes avant le 1^{er} janvier 1996 des unités d'incinération avec système de traitement des fumées et récupération d'énergie.
- La responsabilité des exploitants de décharges vis-à-vis de leur site (garanties financières).
- le droit à l'information du public, sur les effets et conséquences de l'élimination des déchets (effets sur l'environnement et la santé publique) au travers des Commissions Locales d'Information et de Surveillance (CLIS) constituées autour des sites de traitement et du rapport annuel sur le service public d'élimination des déchets.

Les installations sont :

- soit soumises à déclaration pour les établissements dont l'impact sur l'environnement est réduit. La procédure est simplifiée. L'exploitant adresse au Préfet une déclaration précisant notamment la nature de l'activité qu'il souhaite exercer. Le Préfet prend alors un arrêté type qui fixe les règles d'exploitation,
- soit soumises à autorisation pour les établissements ou les installations qui génèrent des nuisances ou présentent des risques importants pour l'environnement. Ces installations ne peuvent fonctionner sans une autorisation prenant la forme d'un arrêté préfectoral fixant les prescriptions d'exploitation.

Les installations de transit, d'élimination et de stockage de déchets ménagers et industriels sont soumises à autorisation préalable. Afin d'obtenir l'autorisation d'exploiter, le futur exploitant doit fournir un dossier de demande comportant une étude de danger, ainsi qu'une étude d'impact indiquant entre autres "*les dispositions prévues pour l'élimination des déchets et résidus d'exploitation*". Il s'agit de l'étude déchets (mentionnée ci-après) à intégrer à l'étude d'impact (décret du 5 janvier 1996). Ce dossier sera soumis à enquête publique, à l'avis des services de l'Etat (Inspection des Installations Classées et services administratifs) et à l'avis des communes concernées avant de passer au Conseil Départemental d'Hygiène. Les services de l'Etat (DRIRE, DDAF, DDASS, DDE, DSV) sont chargés de l'inspection des installations classées pour veiller au respect des prescriptions techniques fixées dans l'arrêté préfectoral.

♦ Etudes déchets

La circulaire du 28 décembre 1990 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement a instauré une nouvelle procédure pour certaines entreprises : l'étude déchets. Elle a été imposée à des installations existantes, sous

certaines conditions. Cette étude est obligatoire pour toute nouvelle demande d'autorisation d'exploiter dans le cadre de la procédure ICPE (cf. ci-dessus).

♦ Sanctions

L'exploitation sans autorisation sera punie d'une amende de 304 à 76 255€ et ou d'une peine de prison de deux mois à un an. En cas d'inobservation des mesures définies dans l'arrêté préfectoral outre des sanctions administratives, des poursuites pénales peuvent être engagées donnant lieu à une amende de 30 à 15 245€ ou à un emprisonnement de dix jours à un an.

Enfin, la circulaire du 27 juin 2002 relative à l'échéance du 1^{er} juillet 2002 est venue préciser les informations suivantes :

- Une différence doit être faite entre les acteurs de la gestion des déchets qui ont fait des efforts et ceux qui sont restés dans une position attentiste. Cependant, dans l'immédiat, cette échéance ne doit pas créer de situation de blocage pour les collectivités et entreprises.
- L'échéance du 1^{er} juillet concerne au premier chef les collectivités locales et les établissements publics qui doivent développer la collecte sélective et le recyclage chaque fois que cela est techniquement et économiquement pertinent.
- Le caractère ultime d'un déchet ne s'estime pas à l'entrée d'un C.S.D.U, mais au regard du système global de collecte et de traitement. Elle ne concerne pas directement l'exploitation des C.S.D.U. Il y a volonté de fermer les 9000 décharges illégales.

L'ensemble de ces lois, décrets et directives montre bien l'évolution du métier depuis 30 ans et le développement d'un cadre supplémentaire fort : développement de la collecte sélective, de la valorisation, évolution des moyens de traitement (décharge ⇒ centre d'enfouissement technique ⇒ centre de stockage des déchets ultimes).

Pour terminer la présentation de cet environnement réglementaire, le Ministère de l'Environnement a fixé en juin 2004, les axes de la future politique déchets : *« minimiser les impacts des installations de traitement sur l'environnement et la santé pour une gestion responsable des déchets, prévenir la production de déchets, promouvoir la récupération matière et d'énergie en maîtrisant les coûts par le soutien du traitement biologique et l'optimisation de nouvelles filières de valorisation (pneumatiques, DEEE, VHU), lutter contre une pénurie des capacités de traitement d'ici quelques années »*

4.5.2.3 Réglementation pour les transports des déchets

Dans la mesure où leurs caractéristiques l'imposent les déchets sont concernés par la réglementation sur le transport des marchandises dangereuses soit de façon explicite (déchets listés), soit par assimilation à une substance dangereuse elle-même répertoriée.

Le transport des marchandises dangereuses est régi par plusieurs arrêtés et un décret :

- L'arrêté du 5 décembre 1996 pour le transport par route dit "*arrêté ADR*" (accord européen relatif au transport de marchandises dangereuses par la route), modifié par les arrêtés du 16 décembre 1997 et du 27 février 1998,
- L'arrêté du 6 décembre 1996 pour le transport par chemin de fer dit "*arrêté RID*" (règlement relatif au transport international ferroviaire des marchandises dangereuses), modifié par l'arrêté du 16 décembre 1996,
- L'arrêté du 12 mars 1998 pour le transport par voies navigables intérieures dit "*arrêté ADN*" (accord relatif au transport des marchandises dangereuses sur le Rhin),
- Le décret 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et au courtage de déchets (en vigueur à compter du 1^{er} janvier 1999).

Une plaque "*danger*" doit être apposée sur le véhicule transporteur et le "*bordereau de suivi des déchets industriels*" doit accompagner le véhicule. Ce document, cosigné par le producteur, le collecteur-transporteur et le centre d'élimination, permet au producteur de s'assurer de la bonne prise en charge du déchet.

4.5.2.4 Réglementation européenne

La réglementation française des déchets industriels s'inscrit dans le cadre d'une réglementation européenne.

- La directive 75-442 du 15 juillet 1975 modifiée par les directives 91-156, 91-692, et 96-59, a pour objectif d'instaurer dans la communauté européenne une gestion coordonnée des déchets. Elle établit six grands principes : prévention, valorisation, autosuffisance des Etats, principe de proximité, nécessité de contrôles, principe pollueur-payeur. Elle demande également la mise en place de plans de gestion des déchets. Une mesure d'application de cette directive est la création par la décision 94-3 du catalogue européen des déchets.
- La directive 91-689 du 12 décembre 1991 modifiée par la directive 94-31, a pour objectif d'assurer la gestion, la valorisation et l'élimination correcte des déchets dangereux. Elle demande de définir et d'inventorier les déchets dangereux, d'éviter les mélanges entre types de déchets et de mettre en place des plans de gestion spécifiques. Une mesure d'application de cette directive est la création par la décision 94-904 d'une liste des déchets dangereux.

Plusieurs directives fixent des orientations ou des contraintes spécifiques pour certains types de déchets :

- Collecte et élimination des huiles usagées (75-439, modifiée par 87-101 et 91-692),
- Utilisation des boues d'épuration en agriculture (86-278),
- Elimination des piles et accumulateurs usagés (91-157, modifiée par 93-86,

- Gestion des déchets d'emballages (94-62),
- Elimination des PCB/PCT usagés (96-59)

D'autres directives concernent les installations de traitement des déchets :

- Incinération de déchets municipaux (89-369 et 89-429),
- Incinération de déchets dangereux (94-67).
-

4.5.3. Risques industriels et liés à l'environnement

En tant qu'entreprise de service, le Groupe Pizzorno Environnement ne présente pas de risques technologiques industriels majeurs et ne possède donc aucune installation de type « SEVESO ». Le Groupe exploite de nombreux sites tels que des déchetteries, quais de transfert, centres de stockage de déchets ultimes, centres de tri qui sont des exploitations soumises à autorisation préfectorale ou à déclaration préfectorale au titre de la loi n° 76-633 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). La procédure réglementée par cette loi prévoit que toute demande d'autorisation d'exploitation comprenne outre la présentation des capacités techniques et financières du demandeur, une description technique précise du projet, une étude d'impact comportant un volet sur l'environnement et un volet sur la santé, une étude de dangers et une notice d'hygiène et sécurité. Le contenu de l'étude d'impact est en relation avec l'importance de l'installation projetée et avec ses incidences prévisibles sur l'environnement et le contenu de l'étude de dangers est en relation avec l'importance des dangers de l'installation et de leurs conséquences prévisibles en cas de sinistre sur les intérêts visés par les articles L 511-1 et 211-1 du Code de l'Environnement. Ainsi, l'ensemble des risques environnementaux et sanitaires est identifié dans le dossier de demande d'autorisation ainsi que les mesures propres à réduire ou éliminer ces risques. Selon les exploitations, les arrêtés préfectoraux d'exploitation définissent les rapports permettant à l'Inspection des Installations Classées d'effectuer sa mission de contrôle sur la conformité de l'exploitation à ce qui est prévu dans l'arrêté. Ils comprennent un bilan sur le fonctionnement de chaque installation faisant état de l'ensemble des contrôles sur l'air, l'eau, ... sur les incidents, dysfonctionnements, modifications, etc....ayant eu lieu pendant l'année.

Liste des exigences légales relatives aux CSDU du groupe hors Pierrefeu du VAR (arrêté préfectoral du 6 novembre 2003).

Domaine	Site	Texte	N°	Date	Intitulé
PROPRE AU SITE	Bagnols en forêt			01-avr	Plan départemental d'élimination des déchets
					Plan d'Occupation des Sols (Code de l'urbanisme)
					Convention de délégation de service public
		Arrêté préfectoral		31/12/2002	
		Arrêté préfectoral		02/07/2004	Arrêté préfectoral d'autorisation de défrichement
		Arrêté préfectoral		02/09/2003	Arrêté préfectoral de mise en demeure du SITOM
		Arrêté préfectoral		25/04/2003	Arrêté préfectoral d'autorisation de défrichement
		Arrêté préfectoral		31/03/2003	Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du site 2
		Arrêté préfectoral		30/01/2003	Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du site 2
		Arrêté préfectoral		27/12/2002	Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du site 2
		Arrêté préfectoral		17/12/2002	Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du site 3
		Arrêté préfectoral		28/06/2002	Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du site 2
		Arrêté préfectoral		10/04/2001	Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du site 2
		Arrêté préfectoral		27/05/1994	Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du site 2 abrogé par l'AP du 10/04/1
	Cannet des maures	Arrêté préfectoral		30/08/1992	Arrêté préfectoral d'autorisation relatif aux aménagements hydrauliques
		Arrêté préfectoral		26/08/1986	Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du site 1 abrogé par l'AP du 27/05/94
		Arrêté préfectoral		08/12/1975	Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du site 1 abrogé par l'AP du 27/05/94
		Arrêté préfectoral		04/02/2002	Arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploitation
		Arrêté préfectoral		06/08/2001	Arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploitation
		Arrêté préfectoral		23/03/2000	Arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploitation
		Arrêté préfectoral		22/03/1988	Arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploitation
		Arrêté préfectoral		27/12/1974	Arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploitation
		Arrêté préfectoral		22/03/1974	Arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploitation
		Arrêté préfectoral		30/05/2003	Arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploitation
		Arrêté préfectoral		11/02/1998	Arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploitation

DECHETS		Décret		19/12/2002	Etablissant des critères et des procédures d'admission des déchets dans les décharges, conformément à l'article 16 et à l'annexe II de la directive 1999/31/CE
		Circulaire	870	04/07/2002	Relative aux installations de stockage de déchets ménagers et assimilés
		Décret	2002/540	18/04/2002	Relatif à la classification des déchets
		Circulaire		15/07/1999	Relative aux installations de traitement de déchets et à la création de commissions locales d'information et de surveillance
		Directive	1999/31/CE	26/04/1999	Directive relative à la mise en décharge des déchets modifiée par le règlement du parlement européen et du conseil n°1882/2003/CE du 29/09/03
		Arrêté		09/09/1997	Relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés modifié par les arrêtés du 31/12/01 et du 03/04/02
		Décret	96-1008	18/11/1996	Relatif aux plans d'élimination des déchets ménagers et assimilés modifié par le décret n°2002-823 du 03/05/02
		Décret	95-1027	08/09/1995	Relatif à la taxe sur le stockage et le traitement de déchets modifié par le décret n°92-517 du 15/05/97
		Décret	93-1410	29/12/1993	Fixant les modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets
		Arrêté		04/01/1985	Relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances
		Loi	75-633	15/07/1975	Relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux modifiée par l'Ordonnance de codification n°2000-914 du 18/09/00
		Circulaire	69-299	13/06/1969	Relative aux dépôts d'ordures ménagères
BRUIT		Arrêté		23/01/1997	Relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement modifié par l'arrêté du 24/01/01
		Loi	92-1444	31/12/1992	Relative à la lutte contre le bruit modifiée par l'ordonnance de codification n°2000-914 du 18/09/00
		Circulaire		23/07/1986	Relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
		Arrêté		11/04/1972	Relatif à la limitation des bruits aériens par le ou les moteurs à explosion ou à combustion interne de certains engins de chantier modifié par l'arrêté du 02/01/86
INSTALLATION CLASSEE	Cannet des maures	Circulaire		06/12/2004	Bilan de fonctionnement des installations classées (hors élevage). Application de l'A. du 29/06/04.
		Arrêté		29/06/2004	Relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.
		Décret	2002-460	04/04/2002	Relatif à la protection générale des personnes contre les dangers des rayonnements ionisants
		Code		sept-00	Code de l'environnement – Partie législative ratifiée par la loi n° 2003-591 du 02/07/03 (simplification du droit)
	Cannet des maures	Ordonnance	2000-914	18/09/2000	Relative à la partie législative du Code de l'environnement
		Circulaire	532	23/04/1999	Relative aux garanties financières pour les installations de stockage des déchets
		Arrêté		02/02/1998	Relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation modifié par l'arrêté du 03/01/05 (seul l'article 10 est applicable, conformément à l'A du 09/09/97)
		Circulaire	96-858	28/05/1996	Relative aux garanties financières pour l'exploitation d'installations de stockage de déchets modifiée par la circulaire n°532 du 23/04/100
		Circulaire		09/06/1994	Relative au décret n° 94-484 du 09/06/94 modifiant le décret n° 77-1133 du 21/09/77 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19/07/76 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement
		Circulaire	93-17	28/01/1993	Relative à la protection de certaines installations classées contre les effets de la foudre modifiée par la circulaire du 28/10/1996
		Arrêté		28/01/1993	Concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées
		Circulaire	4681	28/12/1979	Relative à l'information du public
		Décret	77-1138	21/09/1977	Pris pour l'application de la loi n°76-633 du 19/07/76 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement modifié par le décret n°2004-832 du 19/08/2004

EAU		Loi	2004-338	21/04/2004	Portant transposition de la directive 2000/60/CE du parlement Européen et du Conseil du 23/10/00 établissant un cadre pour la politique communautaire dans le domaine de l'eau
		Loi	92-3	03/01/1992	Loi sur l'eau modifiée par l'ordonnance n°2000-916 du 19/09/2000
AIR		Arrêté		24/12/2002	Déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
		Circulaire		10/12/2003	Installations classées. Installations de combustion utilisant du biogaz.
		Loi	96-1236	30/12/1996	Loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie modifiée par l'ordonnance n°2000-930 du 22/09/00
PAYSAGE	Bagnols en forêt Cannet des maures	Loi	76-629	10/07/1976	Relative à la protection de la nature modifiée par l'ordonnance de codification n°2000-914 du 18/09/00
			PAC 28		Zone d'Importance pour la Conservation des Oiseaux : Bois de Palayson, du Rouet et de Malvoisin
			PR129		NATURA 2000 : site éligible (Bois de Palayson, bois du Rouet, St Cassien)
			8389Z00		Zone Naturelle d'Intérêts Ecologique, Faunistique et Floristique : Colle du Rouet, bois de Palayson, bois de Malvoisin
			8389Z02		Zone Naturelle d'Intérêts Ecologique, Faunistique et Floristique : La Colle du Rouet
PROD UITS CHIMI QUES		Arrêté		20/04/1994	Relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances modifié par l'arrêté du 09/11/04
		Circulaire	94-14	22/11/1994	Relative à l'emballage, l'étiquetage des substances et préparation chimique, <u>fiches de données sécurité</u>
SECURITE		Arrêté		26/04/1996	Pris pour application de l'article R.237-1 du Code du travail et portant adaptation de certaines règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et déchargement effectuées par une entreprise extérieure
		Décret	92-158	20/02/1992	Fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure
		Loi	2003-699	30/07/2003	Relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la <u>réparation des dommages</u>
AUTRE				25/02/1980	Règlement sanitaire départemental

Les autorisations préfectorales d'exploiter ont un caractère durable, hors non-respect des engagements, notamment en matière d'environnement. Soucieuse de la protection de l'environnement et respectueuse de l'écologie, la société présente des risques très limités liés aux autorisations d'exploiter.

En matière de risques environnementaux et sanitaires, Groupe Pizzorno Environnement est particulièrement vigilant. Ainsi, le Groupe assure une surveillance constante du fonctionnement de ses installations et s'attache à la mise en œuvre des principes de prévention afin de limiter ses impacts sur l'environnement et de garantir la sécurité et la protection de la santé de l'ensemble de ses collaborateurs. Cette vigilance passe par un nombre multiplié d'actions d'ordre social, environnemental ou organisationnel détaillées ci-dessous.

Le Groupe Pizzorno Environnement assure une veille juridique sur l'ensemble de ses sites ce qui lui permet d'anticiper la réglementation et de mettre en place des technologies et matériels en tenant compte des normes et choisies en fonction de critères liés à l'environnement et la sécurité dans un souci constant de limiter le plus possible les risques.

La mise en place d'un système de management environnemental (SME), conforme à la norme ISO 14001, sur les Centres de Stockage de Déchets Ultimes permet d'identifier et de hiérarchiser l'ensemble des impacts environnementaux d'une manière exhaustive en s'appuyant sur des analyses environnementales détaillées. Les impacts environnementaux les plus importants font l'objet de programmes d'amélioration fixant des objectifs environnementaux planifiés et chiffrés tous les 3 ans. Les analyses sont réactualisées tous les ans. Cette stratégie permet une politique environnementale globale et des procédures communes sur les sites au travers de la certification ISO 14001. La certification ISO 9001 de l'activité de collecte des déchets ménagers et assimilés participe également à cette formalisation des méthodes de travail. Ainsi, l'homogénéisation des pratiques de travail conduit à une meilleure maîtrise des risques environnementaux et des risques liés à la sécurité.

Conformément aux dispositions du Code du travail, le Groupe Pizzorno Environnement a également mis en place une méthode d'évaluation des risques professionnels propre à son fonctionnement qui consiste à identifier et hiérarchiser l'ensemble des risques liés à la sécurité et aux conditions de travail sur tous les sites afin de mettre en place des plans d'action visant à réduire ou éliminer ces risques. Les documents uniques présentant l'ensemble des risques professionnels et les plans d'action sont mis à jour tous les ans.

L'évaluation des risques professionnels et la mise en place de systèmes de management nécessitent une importante participation de l'ensemble des salariés et contribuent ainsi à leur implication dynamique pour la prévention et à une

responsabilisation accrue à leurs postes de travail. Cette participation passe par la formation du personnel sur le matériel de plus en plus automatisé et complexe, sur l'importance de porter les équipements de protection individuelle ou collective et sur les spécificités des métiers de l'environnement. Ainsi, des cycles de formation sont organisés dans le cadre du plan de formation annuel et au titre de la formation professionnelle.

Les CHSCT du Groupe Pizzorno Environnement assurent des missions importantes en terme de prévention des risques avec une consultation concernant les dossiers de demande d'autorisation et de tout projet d'aménagement important, l'octroi du temps nécessaire pour les missions d'inspection trimestrielles de tous les lieux de travail des sites, l'analyse des risques professionnels et des conditions de travail, l'analyse des accidents du travail et les enquêtes après accident.

Quels sont les principaux risques environnementaux liés aux activités de Groupe Pizzorno Environnement ?

- Sur l'activité « Centre de Stockage de Déchets Ultimes » (CSDU) les principaux risques environnementaux sont ceux liés aux deux effluents produits : le biogaz (gaz issu de la fermentation des déchets contenant du méthane et du CO₂) et les lixiviats (eau chargée en matières organiques et minérales issue de la migration de l'eau au travers des déchets par les eaux pluviales). Ces effluents peuvent être à l'origine de pollutions de l'air, des eaux superficielles et du sol. Ces risques sont très réduits du fait de l'existence de technologies permettant de collecter et traiter ces effluents. Chaque casier de déchets est équipé d'un réseau de captage du biogaz composé de puits verticaux reliés entre eux par des collecteurs jusqu'à une installation de traitement par combustion. De même, les lixiviats sont collectés par des réseaux de drainage en fond de casier, stockés dans des bassins étanches pour être acheminés vers des stations de traitement par osmose inverse. Par ailleurs, les centres de stockage doivent être implantés sur des substrats dont la géologie garantit une excellente imperméabilité de manière à éviter une diffusion rapide d'une pollution éventuelle par les lixiviats. Cette barrière dite « passive » est complétée par une barrière dite « active » dont le rôle est d'éviter de solliciter la barrière passive. La barrière active est constituée de géomembrane et du complexe de drainage des lixiviats et confère au fond des casiers des caractéristiques d'étanchéité optimales. La nuisance visuelle provoquée par le stockage des déchets est également un impact important suivant le contexte géographique du site. C'est un des aspects environnementaux auquel le groupe consacre beaucoup d'énergie. En effet, des études paysagères ont été réalisées pour optimiser l'intégration paysagère des sites dans leur environnement et mettre en place une végétalisation en harmonie avec les espèces environnantes. Les déchets peuvent être aussi à l'origine d'un risque incendie conséquent sur les CSDU. C'est pourquoi des plans d'interventions sont établis avec les centres de secours les plus proches et toutes les dispositions sont prises pour la conformité des sites (plan d'évacuation, stockage de terre sur site, réserve d'eau disponible, exercices incendie...). La constitution de garanties financières, rendues obligatoires pour les Installations de Stockage de Déchets par le décret n°77-1133 du 21/09/77 modifié, permet d'assurer la surveillance des sites, le maintien en sécurité des installations et les interventions éventuelles en cas d'accident ou de pollution avant ou après la fermeture. Le montant de ces garanties est établi compte tenu du coût des opérations et de la dimension des sites.
- Sur les activités « Collecte des déchets ménagers », « Collecte sélective » et « Propreté urbaine », les risques environnementaux sont essentiellement liés aux véhicules (nuisances sonores, émission de gaz d'échappement, etc...). Afin de réduire ces impacts, les tournées sont optimisées et les véhicules entretenus et contrôlés conformément à la réglementation.
- Sur l'activité « Assainissement », les principaux risques sont liés au déversement accidentel de produits sur le sol (hydrocarbures, produits chimiques, eaux usées issues des réseaux d'assainissement, graisses, etc...) et à l'utilisation de véhicules (nuisances sonores, émission de gaz d'échappement). Pour limiter ces risques, les véhicules sont également entretenus et contrôlés conformément à la réglementation et sont équipés de matériel en bon état de fonctionnement.

Quels sont les principaux risques liés à la sécurité et à la santé des salariés ?

- Le risque microbiologique : il existe pour l'ensemble de nos activités. De nombreux salariés sont exposés aux micro-organismes véhiculés par les déchets.
- Le niveau d'empoussiérage : certaines activités (déchargement des déchets, tri des déchets, vidage des conteneurs) sont génératrices de poussières issues des déchets.
- Les risques ergonomiques : manutention de charges lourdes, postures et gestes répétitifs, station debout. 60 % des accidents du travail sont dus aux mauvaises postures essentiellement dans l'activité collecte des déchets.
- Les risques liés au bruit : dans nos métiers, l'utilisation de matériel bruyant est fréquente : engins et autres véhicules, compacteurs à déchets, broyeurs ou presses à balles...
- Les risques liés à la circulation et au transport : ce risque est important pour l'ensemble de nos installations et activités car les flux sont souvent mélangés sur les sites (engins, camions, piétons...) et la circulation sur la route est importante.
- Les risques liés aux machines et outils : utilisation d'engins, de compacteurs à déchets, de broyeurs, de presses à balles...
- Le risque incendie : comme pour les CSDU, toutes les dispositions sont prises pour mettre les installations en conformité et tous les véhicules sont équipés d'extincteurs. Le personnel suit régulièrement des formations à l'utilisation des équipements de lutte contre l'incendie.
- Les risques liés à l'intervention des fournisseurs : des protocoles de sécurité, permis de feu et plans de prévention sont mis en place avec les fournisseurs intervenant sur nos installations.

Tous ces risques professionnels sont identifiés dans les documents uniques propres à chaque site et gérés conformément aux plans d'action. Des mesures d'ambiance sont effectuées par la médecine du travail à la demande de chaque responsable d'exploitation et un suivi méticuleux est réalisé pour les visites médicales et les vaccinations du personnel.

Concernant les risques les plus fréquents dans nos activités, un plan de formation relatif à la sécurité est mis en place depuis de nombreuses années. Ces formations sont dispensées en interne auprès de l'ensemble des salariés du groupe en fonction de leurs activités au sein du groupe et concernent la formation en matière de conduite, de gestes et postures à adopter lors des manutentions, de sauveteurs secouristes du travail et de première intervention en cas d'incendie.

4.5.4. Assurance

Groupe Pizzorno Environnement a contracté plusieurs polices d'assurance dont :

- des assurances bris de machines qui couvrent le matériel de garage, pont à bascule, les balayeuses, le parc de scooter, les laveuses, les compacteurs, les nettoyeurs, l'informatique, les ordinateurs.....
- des assurances sur les marchandises transportées, dont 13 721€ par véhicule et par sinistre pour Dragui-Transports,
- entre 2000 et 4500 €pour SGEA,
- des assurances multirisques industrielles et professionnelles. Les principaux risques couverts sont les incendies, les dégâts des eaux, les vols, les bris de glaces, les locaux, les sites...
- des assurances responsabilité civile entre 620 000 et 12.7M€par sinistre selon le cas,
- des assurances sur la flotte automobile,
- des assurances vie concernant M Pizzorno.

Le total des primes versées en 2004 est de 1.318 K€sur la France et de 1438 Kdirhams (environ 130 K€) sue le Maroc.

Ceci inclut des primes d'assurance-vie du dirigeant pour un montant de 37 K€ comptabilisées en avantages en nature.

Il n'existe pas de garanties de bonne fin.

Détail des contrats d'assurance en France

STE	COMPAGNIE ASSURANCE	NUMERO DE CONTRAT	DESIGNATION	CAPITAUX ASSURES HT EN €	QUITTANCE ANNELLE 2004
DT	GAN	001 291 178	BRIS DE MACHINES MATERIEL GARAGE GIG	104 869	232,37
DT	GAN	001 293 690	BRIS DE MACHINES MATERIEL PONT A BASCULE	261 465	700,41
DT	GAN	001 315 623	BRIS DE MACHINES BALAYEUSE	1 004 858	3 876,30
DT	GAN	041 322 373	BRIS DE MACHINE SCOOTER PARC 4063	803	385,33
DT	GAN	901 247 076	BRIS DE MACHINE TRACTO N° 26	384 835	1 516,42
DT	GAN	901 247 088	BRIS DE MACHINE TRACTO N° 27	329 062	1 297,64
DT	GAN	911 314 557	BRIS DE MACHINE TRACTO N° 30	338 125	1 359,89
DT	GAN	921 491 284	BRIS DE MACHINES LAVEUSE	3 831 605	8 111,86
DT	GAN	981 420 734	BRIS DE MACHINES SYSTEMES INFORMATIQUE	125 770	1 074,84
DT	GAN	991 446 650	BRIS MACHINES COMPACTEUR N° 413	126 269	711,95
DT	GAN	991 458 495	BRIS MACHINES ENGINES	841 752	4 633,57
DT	GAN	991 458 555	BRIS MACHINES COMPACTEUR	388 452	575,83
DT	MMA	168 096 240	BRIS DE MACHINES DECH DRAGUIGNAN	3 107	5 407,00
DT	AXA	1 663 091 004	BRIS DE MACHINES PORTEUR N°444	2 018	2 018,02
DT	BRIS DE MACHINES				
	GAN	911 418 210	MARCH.TRANSPORTEES	13721 PAR VEHICULE &PAR SINISTRE	3 468,18
	MARCH.TRANSPORTEES				
DT	GAN	902992	MULTIRISQUES MONDIAL ASSISTANCE SIEGE	150 000 PAR AN & PAR PERSONNE	1 950,08
DT	GAN	903227	MULTIRISQUES MONDIAL ASSISTANCE SIEGE EXPATRIES	152 450 PAR AN & PAR PERSONNE	1 502,13
DT	GAN	009 105 154	MULTIRISQUES LOCAL ST MAXIMIN - ALGECO -	3 598	433,25
DT	GAN	009 105 159	MULTIRISQUES COMMERCIALE LOCAL BD CAUSSEMILLE DRAGUIGNAN	45 735	579,69
DT	GAN	019 103 731	MULTIRISQUES COMMERCIALE PARIS RUE PIERRE CHARRON	10 671	354,24
DT	GAN	019 103 746	MULTIRISQUES COMMERCIALE AV G.PERI L HAY LES ROSES	10 671	542,74
DT	GAN	019 105 258	MULTIRISQUES COMMERCIALE ANATOLE FRANCE LA TRINITE S/MER	1 015 000	801,73
DT	GAN	021 362 071	MULTIRISQUES CONTAINERS INCENDIE N° 021 362 071	163 120	799,14
DT	GAN	029 105 284	MULTIRISQUES COMMERCIALE 2341 AV PELISSIER ANTIBES	7 622	591,80
DT	GAN	029 105 330	MULTIRISQUES COMMERCIALE AV DES ARLUCS CANNES	32 014	690,71
DT	GAN	041 565 127	MULTIRISQUES PROF. LIBER. LOCAL JUAN LES PINS	7 600	266,10
DT	GAN	919 102 748	MULTIRISQUES ACTIVITE GARAGE GIG	38 112	1 366,15
DT	GAN	931 330 844	MULTIRISQUES ASSURANCES CONTAINERS	91 469	9 450,33
DT	GAN	969 102 991	MULTIRISQUES COMMERCIALE ZI ST CHRISTOPHE DIGNE LES BAINS	95 783	1 533,24
DT	GAN	979 103 900	MULTIRISQUES PROF. LIBER. LOCAL GAP	7 622	296,38
DT	GAN	979 103 929	MULTIRISQUES COMMERCIALE ROUTE DE BRAS ST MAXIMIN - ALGECO	3 598	233,96
DT	GAN	989 104 029	MULTIRISQUES COMMERCIALE RUE CHAUDRONNIERS	3 811	259,61
DT	MMA	A 166 864 420	MULTIRISQUES DECHETTERIE DE DRAGUIGNAN	1 001 939	5 407,00
DT	MMA	A 166 872 240	MULTIRISQUES DEPOT BRIGNOLES	83 847	1 265,00
DT	MMA	A 167 441 557	MULTIRISQUES CENTRE TRI LA TRINITE NICE	1 650 000	6 546,00
DT	MULTIRISQUES				
	GAN	961 359 794	RESPONSABILITE CIVILE DRAGUI - TRANSPORTS	8 880 155 PAR SINISTRE	37 507,65
	RESPONSABILITE CIVILE				
DT	GAN	921 261 406	FLOTTE AUTOMOBILE PL D.T. (200 VEHICULES)	TOUS RISQUES 200V	278 014,31
DT	AXA	1 665 791 604	FLOTTE AUTOMOBILE PL D.T. (15 VEHICULES)	TOUS RISQUES 06V	35 129,46
DT	FLOTTE AUTOMOBILE				
	GAN	30051544 W /5	ASSURANCE VIE MR PIZZORNO	375 000 €EN FAVEUR D UN BENEFICIAIRE STIPULE DANS LE CONTRAT	9 224,79

SGEA	ASSURANCE VIE					
	GAN	001 293 972	BRIS DE MACHINES NETTOYEUR/ENGINS		-	7 246,77
SGEA	GAN	021 466 340	BRIS DE MACHINES INFORMATIQUE DRAGUIGNAN		-	241,73
SGEA	GAN	041 241 598	BRIS DE MACHINES ORDINATEURS SIEGE		247 504	2 389,00
SGEA	GAN	051 281 110	BRIS DE MACHINES PONT BASCULE DECH BEAUSOLEIL - MENTON ANNEE 2005		-	ANNEE 2005
SGEA	GAN	991 446 773	BRIS DE MACHINES ENGINS		-	6 909,79
SGEA	MMA	A 168 067 009	BRIS MACHINE COMPACTEUR DECHET.FREJUS 626		172 510	3 435,09
SGEA	BRIS DE MACHINES					
		951 405 826	MARCHANDISES TRANSPORTEES		entre 2000-4500	1 526,10
SGEA	MARCH. TRANSPORTEES					
	GAN	009 105 091	MULTIRISQUES CET BELVEDERE SJNS		33 539	1 098,89
SGEA	GAN	009 105 095	MULTIRISQUES DECHETTERIE ST MARTIN VESUBIE SJNS		7 622	328,22
SGEA	GAN	019 105 194	MULTIRISQUES LOCAL BLD GRD DEFEND ST RAPHAEL		30 490	729,96
SGEA	GAN	051 280 942	MULTIRISQUES PROF. DECHETTERIE MENTON ANNEE 2005		3 000	ANNEE 2005
SGEA	GAN	051 281 056	MULTIRISQUES PROF. DECHETTERIE BEAUSOLEIL ANNEE 2005		3 000	ANNEE 2005
SGEA	GAN	879 102 318	MULTIRISQUES COMMERCIALE ZI ST HERMENTAIRE		18 294	530,25
SGEA	GAN	899 102 547	MULTIRISQUES INCENDIE CAISSONS METALLIQUES		129 582	506,43
SGEA	GAN	921 370 475	MULTIRISQUES ASSURANCES MAISON MANIASTRE		76 225	414,62
SGEA	GAN	931 330 838	MULTIRISQUES ASSURANCES CONTAINERS PLASTIQUES		91 469	8 393,93
SGEA	GAN	969 102 978	MULTIRISQUES BUNGALOWS MANIASTRE		21 343	1 083,27
SGEA	GAN	999 105 059	MULTIRISQUES LOCAL AV.DE VERDUN FREJUS		13 720	639,75
SGEA	MMA	A 166 842 253	MULTIRISQUES PROF. DECHETTERIE FREJUS		1 128 465	5 249,00
SGEA	AXA	2 317 022 404	MULTIRISQUES INDUSTRIEL PARC COSTAMAGNA		347 600	749,00
SGEA	MULTIRISQUES					
	GAN	961 486 622	RESPONSABILITE CIVILE SGEA		8 918 268 PAR SINISTRE	20 462,55
SGEA	RESPONSABILITE CIVILE					
	GAN	921 261 949	FLOTTE AUTOMOBILE SGEA		TOUT RISQUE 80V	106 212,34
SGEA	AXA	1 674 511 404	FLOTTE AUTOMOBILE SGEA		TOUT RISQUE 63V	130 729,03
SGEA	SMAITP	461 855 R	FLOTTE AUTOMOBILE SGEA		TOUT RISQUE 07V	7 768,32
SGEA	FLOTTE AUTOMOBILE					
	GAN	30051549B/5	ASSURANCE VIE MR PIZZORNO		300 000 €EN FAVEUR D UN BENEFICIAIRE STIPULE DANS LE CONTRAT	7 386,32
SOVATRAM	ASSURANCE VIE					
	MMA	A 166 937 253	MULTIRISQUES INDUSTRIELLE DECH. LA MOLE		45 735	17 028,00
SOVATRAM	GAN	031 508 835	MULTIRISQUE INDUSTRIELLE LIEU DIT LES PINS BATARDS CABASSE		45 600	1 146,68
SOVATRAM	GAN	039 105 536	MULTIRISQUES INCENDIES ALGECOS LA MOLE		20 000	378,07
SOVATRAM	GAN	039 105 537	MULTIRISQUES INCENDIES ALGECOS PIERREFEU		20 000	378,07
SOVATRAM	GAN	049 105 444	MULTIRISQUE COMMERCIALE CABASSE		5 000	243,02
SOVATRAM	GAN	869 102 069	MULTIRISQUES INDUSTRIELLE LE CANNET		146 351	21 341,57
SOVATRAM	GAN	879 102 319	MULTIRISQUE COMMERCIALE CANNET		18 294	502,14
SOVATRAM	GAN	909 102 687	MULTIRISQUES ASSURANCES CAISSONS DIVERS SITE DU VAR		91 469	461,53
SOVATRAM	GAN	959 102 890	MULTIRISQUES BUNGALOW CRETE JUGE N° 959102890		11 117	622,83
SOVATRAM	GAN	989 104 038	MULTIRISQUES BUNGALOWS CANNET 1998		73 938	1 580,89
SOVATRAM	MULTIRISQUES					
	GAN	001 293 570	BRIS DE MACHINES MATERIELS DE PIERREFEU		-	2 554,99
SOVATRAM	GAN	001 328 388	BRIS DE MACHINES MACHINE A AFFRANCHIR NEOPOST 1998		5 700	106,24
SOVATRAM	AGF	061 890 041	BRIS DE MACHINES BROYEUR 2 LE CANNET		63 528	2 488,01
SOVATRAM	GAN	911 404 417	BRIS DE MACHINES PARC 724 TOMBEBEAU TEREX		153 065	2 375,77
SOVATRAM	GAN	941 289 405	BRIS DE MACHINES ENGINS LE CANNET		2 459 683	48 359,14
SOVATRAM	GAN	991 502 922	BRIS DE MACHINES DIVERS ENGINS		-	44 508,44
SOVATRAM	BRIS DE MACHINES					
	GAN	864 981 817	ASS.GARPOL (ATTEINTES ENVIRONNEMENT) 10% pierrefeu N° 864981817		620 000	7 052,30
SOVATRAM	GAN	864 981 817	ASS.GARPOL (ATTEINTES ENVIRONNEMENT) 90% cannet N° 864981817		5 580 000	7 052,30
SOVATRAM	MMA	A 168 066 406	STATION DE TRAITEMENT DES LIXIVIATS LE CANNET		801 882	4 825,00
SOVATRAM	MMA	A 168 096 947	STATION DE TRAITEMENT DES LIXIVIATS PIERREFEU		853 715	6 359,81
SOVATRAM	GAN	951 487 960	RESPONSABILITE CIVILE ENTREPRISE SOVATRAM		8 918 268	11 288,66
SOVATRAM	RESPONSABILITE CIVILE					
	GAN	921 269 372	FLOTTE AUTOMOBILE SOVATRAM		TOUTS RISQUES 46V	74 907,90
SOVATRAM	FLOTTE AUTOMOBILE					
	GAN	30051545 X/ 5	ASSURANCE VIE MR PIZZORNO		375 000 €EN FAVEUR D UN BENEFICIAIRE STIPULE DANS LE CONTRAT	9 224,79
SOVATRAM	GRAS SAVOYE		CT 702000262891 GARANTIES FINANCIERES GRAS SAVOYE			
SMA	ASSURANCE VIE					
	GAN	51 461 881	BRIS DE MACHINES ELECTRON ANNEE 2005		16 385	ANNEE 2005
SMA	AXA	1 648 902 704	BRIS DE MACHINES INFORMATIQUE		8 407	162,94
SMA	AXA	38 379 042 809 987	BRIS DE MACHINES PONTS A BASCULES		301 160	6 775,28
SMA	AXA	38 379 042 714 687	BRIS DE MACHINES COMPACTEUR		585 775	1 614,77
SMA	AXA	38 379 042 714 587	BRIS DE MACHINES ENGINS		-	46 655,91
SMA	BRIS DE MACHINES					
	AXA	38 379 042 933 387	MULTIRISQUES INDUSTRIELLE LE MUY		1 467 936	9 349,31
SMA	AXA	38 379 042 944 887	MULTIRISQUES PROFESSIONNELLE LE MUY		99 994	435,62
SMA	AXA	38 379 042 708 687	MULTIRISQUES INDUSTRIELLE BAGNOLS EN FORET		3 625 558	25 118,26
SMA	AXA	38 379 042 708 587	MULTIRISQUES INDUSTRIELLE GEORGES BESSE FREJUS		1 107 260	2 107,46
SMA	GAN	009 105 106	MULTIRISQUES PROFESSIONNELLE LES GRANDES TERRASSES - TOURRETTES		7 622	303,34
SMA	AXA	1 690 235 504	MULTIRISQUES PROFESSIONNELLE TOULON LE REGANAS		69 986	438,48
SMA	GAN	041 544 019	MULTIRISQUES PROFESSIONNELLE PARC COSTAMAGNA		8 500	215,31
SMA	GAN	051 325 894	MULTIRISQUES PROFESSIONNELLE LE REGANAS - LA GARDE ANNEE 2005		9 000	ANNEE 2005
SMA	MULTIRISQUES					
	GAN	961 344 227	R.C. ATTEINTES A L ENVIRONNEMENT BAGNOLS EN FORET		4 939 349	8 608,61
SMA	MMA	A 168 067 516	STATION DE TRAITEMENT DES LIXIVIATS BAGNOLS EN FORET		853 715	4 795,00
SMA	AXA	38 379 042 708 387	RESPONSABILITE CIVILE SMA		600 000 PAR SINISTRE	44 422,83
SMA	RESPONSABILITE CIVILE					
	AXA	2 132 635 004	FLOTTE AUTOMOBILE SMA		TOUTS RISQUES 71V	101 337,57
SMA	FLOTTE AUTOMOBILE					
		702 000 362 225	GARANTIES FINANCIERES ASS. GRAS SAVOYE			
SMA	GAN	30051550F/5	ASSURANCE VIE MR PIZZORNO		225 000 €EN FAVEUR D UN BENEFICIAIRE STIPULE DANS LE CONTRAT	5 621,00

	ASSURANCE VIE				
SELFEMA	GAN	51 461 902	BRIS DE MACHINES ELECTRON ANNEE 2005	2 863	ANNEE 2005
SELFEMA	AXA	1 648 883 004	BRIS DE MACHINES INFORMATIQUE	2 622	167,75
SELFEMA	AXA	1 917 237 504	BRIS DE MACHINES ANALYSEUR DE GAZ	2 943	163,66
	BRIS DE MACHINES				
SELFEMA	AXA	8 204 332 904	TRANSPORTS PRIVES DE MARCH. PARC 6411	38 112 PAR VEHICULE &PAR SINISTRE	1 280,86
	MARCH.TRANSPORTEES				
SELFEMA	AXA	38 379 042 708 187	RESPONSABILITE CIVILE SELFEMA	12 666 291 PAR SINISTRE	7 339,03
	RESPONSABILITE CIVILE				
SELFEMA	AXA	2 131 419 104	FLOTTE AUTOMOBILE PL SELFEMA (18 VEHICULES)	TOUS RISQUES 18V	37 419,76
	FLOTTE AUTOMOBILE				
SELFEMA	GAN	30051546T/5	ASSURANCE VIE MR PIZZORNO	225 000 €EN FAVEUR D UN BENEFICIAIRE STIPULE DANS LE CONTRAT	5 621,00
	ASSURANCE VIE				
GPE	GAN	041 496 190	BRIS DE MACHINES Machines Siège	1 260	171,16
	BRIS DE MACHINES				
GPE	GAN		RESPONSABILITE CIVILE GPE	CT en cours	ANNEE 2005
	RESPONSABILITE CIVILE				
GPE	GAN	049 105 448	MULTIRISQUES SIEGE 109 RUE JEAN AICARD 83300	300 000	1 852,89
	FLOTTE AUTOMOBILE				

Détail des contrats d'assurance au Maroc

Courtier	Companie d'assurance	nature du contrat	prime annuelle	type de garantie	montant des garanties
Assurances IDEALE	Wafa assurances	automobile	364 282	responsabilité civile dommage véhicule incendie vol bris de glace défense et recours	illimitée à la valeur vénale pour les garanties vol et incendie la valeur neuve du véhicule pour la garantie dommage suivant les véhicules suivant les véhicules
Assurances IDEALE	Wafa assurances	incendie explosion	14 386	Copie contrat en cours de demande à IDEALE Assurances	
Assurances IDEALE	Wafa assurances	R.C. Exploitation	48 698	Copie contrat. en cours de demande à IDEALE Assurances changement de courtier en 2004 - AGESCO de 2000 à 2003 et Assurances IDEALE en 2004 J'ai joins les garanties données par AGESCO EN 2003, il doit pas v avoir de variation importante sur les garanties	
Assurances IDEALE	Wafa assurances	Multirisques bureaux	5 720	incendie - explosion dégâts des eaux vol avec effraction bris de glaces responsabilité civile exploitation	(voir ci-joint)
Assurances IDEALE	Wafa assurances	bris de machine	57 672	bris de machine sur caternillar - noredil et mont bascule	(voir ci-joint)
Assurances IDEALE	Wafa assurances	A.T, révisable sans maladie professionnelle	946 907	Copie contrat en cours de demande à IDEALE Assurances changement de courtier en 2004 - AGESCO de 2000 à 2003 et Assurances IDEALE en 2004	

4.5.5 Litiges éventuels

A la connaissance de la société, il n'existe pas de fait exceptionnel, litige ou arbitrage ayant eu dans un passé récent ou susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, l'activité, le résultat et le patrimoine du groupe Pizzorno Environnement.

4.6 Contrôle interne

Le groupe fait appel à un expert comptable pour l'établissement des comptes trimestriels et annuels ainsi que pour le bilan consolidé. Il a en charge le contrôle des déclarations fiscales, sociales et la révision de comptes.

Au Maroc un expert comptable local est en charge de l'élaboration des bilans trimestriels, et annuels. Les éléments nécessaires à la consolidation sont transmis à l'expert comptable en France.

Le rôle de l'expert comptable est important dans le processus de contrôle interne, il est le garant « externe » de l'application des normes comptables ainsi que des obligations fiscales et sociales.

Pour certains processus, le contrôle interne est réalisé de manière permanente. Il y a toujours dans notre organisation, une dissociation entre le demandeur, le contrôleur, et le payeur.

Le processus Achats

Un programme a été mis en place, permettant un système de validations à plusieurs niveaux,. La demande d'achat est établie sur site ; elle est comparée au budget annuel pour une première vérification.

Pour se transformer en commande, elle devra être validée par le responsable du site, par le directeur de branche en charge de l'exploitation, et suivant le cas par le chef de parc.

La direction financière vise toutes les demandes supérieures à 1 500 € et la direction générale d'exploitation celles au dessus de 5 000 €

Une fois ce circuit terminé les commandes sont validées par la responsable du service achat. Les factures sont vérifiées et comparées aux commandes par le service achats avant envoi en comptabilité. Les règlements sont établis par le service trésorerie, et signés par M. Pizzorno, ou Magali Devalle Pizzorno, ou la Directrice financière.

Ce système mis en place au Maroc et en France, permet un contrôle permanent des engagements de dépenses sur tous les secteurs du groupe.

Le processus Ventes

L'ensemble des contrats et prestations ponctuelles sont facturées mensuellement. Un système de contrôle interne permet de vérifier les tonnages reçus sur les sites de traitement, avec les tonnages collectés et transportés. Les factures sont vérifiées par chaque directeur de branche pour validation. Un reporting mensuel est réalisé à la direction financière indiquant notamment le nombre d'avoirs, l'état des en-cours clients en montant et en nombre de jours. Un état récapitulatif des anomalies et des actions correctives mises en place est tenu à jour. Il prend en compte l'ensemble des avoirs établis, ainsi que les courriers de réclamations des clients. Le suivi des créances et le recouvrement client est permanent.

Tous les trimestres un secteur au hasard est audité par le service d'administration des ventes : des recoupements sont effectués entre les rapports d'activités des chauffeurs, et les pointages des heures de travail du secteur, avec le cycle de facturation du mois, afin de contrôler que l'ensemble des prestations réalisées ont bien fait l'objet d'une facturation.

Le processus Contrôle de gestion :

Il est lié à la comptabilité analytique, les résultats mensuels sont transmis par le service comptabilité générale et analytique au service contrôle de gestion.

L'ensemble des produits et charges sont ventilés par les responsables de sites et imputés à une section analytique. Il n'y a pas d'écarts entre la comptabilité analytique et la comptabilité générale.

Le service contrôle de gestion vérifie les résultats par sections, puis établit les tableaux reporting pour la direction générale et pour chaque directeur de branche ou service. Les comparatifs sont réalisés par rapport aux budgets et aux résultats de N-1.

Des réunions mensuelles sur l'évolution des résultats sont réalisées elles permettent de communiquer sur les actions correctives mises en œuvre et sur celles à mettre en place.

La structure est organisée en différents services, autonomes, mais ayant une relation transversale permanente. Les différentes fonctions comptables et financières sont regroupées dans 3 services, à savoir :

- COMPTABILITE GENERALE et ANALYTIQUE
- ADMINISTRATION des VENTES et RECOUVREMENT
- CONTROLE de GESTION

Chaque service regroupe les fonctions suivantes :

Le service Comptabilité Générale et Analytique :

- La gestion des référentiels comptables.
- L'organisation, les méthodes et les systèmes d'information comptable.
- La Centralisation et gestion des arrêtés mensuels et annuels.
- La production des documents fiscaux.
- La production des comptes de groupe et intra-groupe.
- La gestion des immobilisations.
- La comptabilité fournisseur
- La gestion des assurances
- La gestion de la trésorerie.

Le service Administration des Ventes et Recouvrement :

- L'organisation et méthodes de récupération des données nécessaires à l'établissement de la facturation.
- La gestion, le suivi et l'enregistrement des contrats.
- L'établissement des factures.
- L'encaissement des règlements clients.
- La gestion des risques et le calcul des provisions.

Le service Contrôle de gestion :

- La production du reporting interne.
- Les budgets et prévisions.
- L'analyse des coûts et revenus.

Le processus paie

Par le contrôle interne du service paie, il s'agit de s'assurer :

- que l'ensemble des paies soit réalisé ponctuellement chaque mois ;
- que les paies soient conformes aux éléments de rémunération de chaque salarié ;
- qu'il ne puisse pas y avoir de fraude dans le process de paie.

Pour atteindre ces objectifs, une procédure est mise en place qui tend à responsabiliser chacun des intervenants à l'élaboration des paies. Tous les bulletins de paie sont vérifiés au moins une fois par trimestre par l'opérationnel cadre / assimilé cadre en charge du secteur concerné. Les vérifications donnent lieu l'établissement d'un document de suivi signé par l'assistante paie, l'opérationnel concerné et la responsable du service paie et le responsable du service paie. Par ce document, les signataires s'engagent sur l'effectivité des contrôles et le périmètre précis du contrôle. Par ailleurs, est à l'étude la mise en place d'un système de verrouillage informatique / procédure de déblocage pour la création de salarié dans le logiciel paie.

5. PATRIMOINE, SITUATION FINANCIERE, RESULTATS

5.1 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2004

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Groupe Pizzorno Environnement -GPE- relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2004, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprise dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 6 de l'annexe concernant le changement de méthode sur l'activation des biens pris en contrat de location financement.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L 225-235 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de notre opinion dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, conformément aux normes professionnelles applicables en France. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Draguignan et Marseille, le 16 mai 2005

Les commissaires aux comptes

Paul Mortini

Deloitte & Associés
Gérard Quillet

5.2 Comptes consolidés

BILAN ACTIF en €	Brut	Amortis. Provisions	Net au 31/12/04	Net au 31/12/03	Net au 31/12/02
Ecart d'acquisition	7 965 719	1 680 330	6 285 389	6 672 066	7 058 373
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement	6 291	6 245	46	396	1 086
Frais de recherche et de développement	37 116		37 116	37 116	37 116
Concessions, brevets et droits assimilés	112 465	106 429	6 036	10 435	5 371
Fonds commercial	22 866		22 866	22 867	22 867
Autres immobilisations incorporelles	4 838	4 838			
Immobilisations corporelles					
Terrains	807 314		807 314	807 314	807 314
Constructions	17 565 643	9 218 207	8 347 436	6 896 526	5 778 245
Installations techniques, matériel et outillage	10 620 397	8 576 005	2 044 392	3 072 489	5 242 461
Autres immobilisations corporelles	44 650 512	27 055 070	17 595 442	15 379 771	12 397 817
Immobilisations en cours	564 143		564 143	421 087	241 415
Avances & acomptes	31 328		31 328	31 328	31 328
Immobilisations financières					
Titres de participation	213 410		213 410	213 410	213 409
Titres des sociétés M.E.	35 147		35 147	11 530	58 541
Créances sur participations					
Autres titres immobilisés	899		899	899	899
Prêts	138 547		138 547	22 118	25 427
Autres immobilisations financières	575 481	5 094	570 387	378 127	963 738
ACTIF IMMOBILISE	83 352 116	46 652 218	36 699 898	33 977 479	32 885 407
Matières premières	123 775		123 775	93 548	172 821
En cours de biens	52 085		52 085	43 700	24 860
En cours de services					
Produits intermédiaires et finis	1 895		1 895	5 780	
Marchandises				15 631	37 496
Avances, acomptes sur commandes	17 613		17 613	17 716	5 894
Clients et comptes rattachés	28 412 249	2 802 440	25 609 809	23 130 668	24 325 091
Actifs d'impôts différés	525 639		525 639	320 111	273 651
Autres créances	7 065 753	200 000	6 865 753	6 108 128	5 069 766
Autres valeurs mobilières	1 220 412	20 102	1 200 310	648 484	611 132
Disponibilités	11 261 767		11 261 767	3 151 213	824 367
Charges constatées d'avance	892 750		892 750	356 479	596 865
ACTIF CIRCULANT	49 573 938	3 022 542	46 551 396	33 891 458	31 941 943
Charges à répartir sur plusieurs exercices	184 250		184 250	234 613	225 462
COMPTES DE REGULARISATION	184 250		184 250	234 613	225 462
TOTAL ACTIF	133 110 304	49 674 760	83 435 544	68 103 550	65 052 812

BILAN PASSIF en €	Net au 31/12/04	Net au 31/12/03	Net au 31/12/02
Capital social ou individuel	6 791 604	6 791 604	6 791 604
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			
Ecart de réévaluation du groupe	291 632	291 632	291 604
Réserve légale	80 000	52 000	12 000
Autres réserves	390 663	312 925	3 927
Réserves groupe	899 337	-330 269	3 136
Ecart de conversion du groupe	-86 203	-47 143	-15 400
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice	3 812 659	1 885 113	323 617
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
CAPITAUX PROPRES	12 179 692	8 955 862	7 410 487
Intérêts hors groupe	218 207	128 381	134 712
Résultat hors groupe hors groupe	315 675	145 619	40 036
INTERETS MINORITAIRES	533 882	274 000	174 748
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Ecart d'acquisition négatif	94 596	142 560	190 524
Provisions pour risques	867 361	763 981	352 687
Provisions pour charges	5 332 070	4 366 494	3 369 397
Passifs d'impôts différés	73 103	343 681	395 613
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	6 367 130	5 616 716	4 308 221
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	35 767 408	29 954 500	28 869 631
Emprunts et dettes financières diverses	630 729	564 050	366 676
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 048 682	8 576 044	9 148 892
Dettes fiscales et sociales	15 262 008	13 515 325	11 283 802
Dettes sur immobilisations	12 440	12 440	182 050
Autres dettes	471 710	429 788	3 082 542
Produits constatés d'avance	161 863	204 825	225 763
DETTES	64 354 840	53 256 972	53 159 356
Ecart de conversion - Passif			
TOTAL PASSIF	83 435 544	68 103 550	65 052 812

COMPTE DE RESULTAT en €	du 01/01/04 au 31/12/04 12 mois	du 01/01/03 au 31/12/03 12 mois	du 01/01/02 au 31/12/02 12 mois
PRODUITS			
Ventes de marchandises	238 476	111 549	264 480
Production vendue de services	93 220 019	76 035 496	64 314 052
Production stockée	4 500	24 620	24 860
Subventions d'exploitation	135 368	161 179	66 550
Reprises amortis. Prov. Transfert.	699 636	449 170	340 624
Autres produits	16 167	45 895	21 599
Total	94 314 166	76 827 909	65 032 165
CONSOMMATION M/SES & MAT			
Achats de marchandises	194 042	137 197	517 302
Variation de stock (m/ses)		21 866	-20 265
Achats de m.p & aut.approv.	4 208 599	3 331 906	3 179 498
Variation de stock (m.p.)	-14 597	79 273	-110 646
Autres achats & charges externes	31 474 821	26 626 183	24 202 045
Total	35 862 865	30 196 425	27 767 934
VALEUR AJOUTEE	58 451 301	46 631 484	37 264 231
CHARGES			
Impôts, taxes et vers. assim.	2 917 363	2 420 819	1 985 036
Salaires et Traitements	25 439 399	21 443 670	18 566 756
Charges sociales	8 488 673	6 937 950	6 044 257
Dotations amortissements immobilisations	9 369 637	7 611 864	5 945 334
Dotations provisions sur actif circulant	243 605	222 351	408 268
Dotations provisions risques et charges	1 503 679	1 512 876	532 453
Autres charges	212 714	176 606	85 796
Total	48 175 070	40 326 136	33 567 900
RESULTAT D'EXPLOITATION	10 276 231	6 305 348	3 696 331
Produits financiers de participations	37 801	30 392	24 695
Produits des autres valeurs mobilières	1 480	3 235	82
Autres intérêts et produits assimilés	960	6 496	68 171
Reprises provisions, transfert de charges	25 557	35 535	
Différences positives de change			
Produits nets/cessions valeurs mob.	755	3 502	1 574
Ecart de conversion	-15 273	8 672	-217
Total	51 280	87 832	94 305
Dotations financ. Amortissem. Provisions	20 102		56 266
Intérêts et charges assimilées	1 921 333	1 774 598	1 886 484
Différences négatives de change	28 774	131	
Charges nettes/cessions valeurs mob.			1 072
Total	1 970 209	1 774 729	1 943 822
Résultat financier	-1 918 929	-1 686 897	-1 849 517
Opérations en commun			
RESULTAT COURANT av. impôt	8 357 302	4 618 451	1 846 814
Produits exceptionnels sur op. gestion	223 662	238 815	346 891
Produits exceptionnels sur op. capital	262 824	37 576	84 361
Reprises provisions, transfert de charges	2 925	2 399	329
Total	489 411	278 790	431 581
Charges exceptionnels sur op. gestion	1 074 837	527 251	516 671
Charges exceptionnels sur op. capital	171 963	37 111	99 487
Dotations except. Amortissem. Provisions		750	
Total	1 246 800	565 112	616 158
Résultat exceptionnel	-757 389	-286 322	-184 577
Participation des salariés			
Impôts sur les bénéfices	3 566 217	2 020 399	803 426
Impôts différés sur les bénéfices	-409 734	-104 718	111 731
RESULTAT DES SOCIETES INTEGREES	4 443 430	2 416 448	747 080
Quote-part dans le résultat des stés M.E.	23 617	-47 010	-44 732
Dotations amortissem. Écarts acquisition	338 713	338 706	338 695
RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDE	4 128 334	2 030 732	363 653
RESULTAT GROUPE	3 812 659	1 885 113	323 617
INTERETS MINORITAIRES	315 675	145 619	40 036

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

1 - REFERENTIEL COMPTABLE	
2 - INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION	.....
3 - REGLES DE CONSOLIDATION	.....
3.1 - Traitement des écarts d'acquisition	.....
3.2 - Méthode de conversion pour les entreprises étrangères	.....
3.3 - Dates de clôture des exercices	.....
4 - METHODES ET REGLES	.....
4.1 - Immobilisations incorporelles et corporelles	.....
4.2 - Subventions d'investissement	.....
4.3 - Contrats de location financement	.....
4.4 - Provisions pour risques et charges	.....
4.5 - Engagements de retraite - Médailles du Travail	.....
4.6 - Impôts différés	.....
4.7 - Charges et produits exceptionnels	.....
4.8 - Résultat par action	.....
5 - INCIDENCE DE L'IMPACT SUR LE BILAN ET SUR LE COMPTE DE RESULTAT DE LA NON APPLICATION DES METHODES PREFERENTIELLES	.....
6 - CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES	.....
7 - TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	.....
8 - EXPLICATION DES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT ET DE LEURS VARIATIONS	.....
8.1 - Ecart d'acquisition	.....
8.2 - Immobilisations et amortissements	.....
8.3 - Montant des immobilisations financées par crédit bail ou en location longue durée	.....
8.4 - Contribution des sociétés mises en équivalence	.....
8.5 - Titres de participation non consolidés	.....
8.6 - Ventilation par nature et par échéances des créances	.....
8.7 - Titres de placement	.....
8.8 - Tableau de variation des provisions	.....
8.9 - Ventilation par nature des échéances des dettes	.....
8.10 - Engagements hors bilan	.....
8.11 - Effectif moyen du personnel	.....
8.12 - Produits et charges financières	.....
8.13 - Produits et charges exceptionnels	.....
8.14 - Participation des salariés	.....
8.15 - Impôt sur les bénéfices	.....
9 - TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	.....
10 - AUTRES INFORMATIONS	.....
10.1 - Informations sectorielles	.....
10.2 - Evénements postérieurs à la clôture	.....
10.3 - Dirigeants	.....

BILAN CONSOLIDE DU GROUPE PIZZORNO ENVIRONNEMENT AU 31 DECEMBRE 2004

1 – REFERENTIEL COMPTABLE

Les présents comptes consolidés ont été établis en conformité avec les règles et principes comptables français et notamment avec ceux du règlement 99-02 du CRC.

2 – INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les sociétés contrôlées à plus de 50 % sont intégrées globalement, la société en participation NICOLLIN SGEA, contrôlée conjointement à 50 % avec le groupe NICOLLIN, est intégrée proportionnellement et la société CMRP, contrôlée à 28.57 %, est intégrée par mise en équivalence.

Les pourcentages de contrôle et d'intérêts, ainsi que la méthode d'intégration sont résumés dans le tableau suivant :

Entreprise détenue	Contrôle groupe	Intérêt groupe	Méthode choisie
GPE (Société Mère)	100.00 %	100.00 %	IG
Cie Med. De Recyclage	28.57 %	27.08 %	ME
Dragui-Transports	95.65 %	95.65 %	IG
Gig Snc	100.00 %	95.49 %	IG
Samnet	100.00 %	96.09 %	IG
Segedema	99.96 %	96.19 %	IG
Selfema	99.22 %	95.77 %	IG
Nicollin Sgea Sep	50.00 %	48.26 %	IP
Sgea	100.00 %	96.52 %	IG
Sma	94.29 %	90.85 %	IG
Sovatram	98.34 %	94.79 %	IG
Sud Invest. Environnement	100.00 %	95.92 %	IG

Aucune société dans laquelle le groupe détient un contrôle supérieur à 20 % n'est exclue du périmètre de consolidation.

3 – REGLES DE CONSOLIDATION

3.1 – Traitement des écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition ont été déterminés par différence entre les coûts d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à leur date d'acquisition.

Bien qu'étant justifiés par la valeur des contrats liant les sociétés du groupe à leurs clients, les écarts d'acquisition positifs sont amortis sur 20 ans.

Les écarts d'acquisition négatifs correspondent à la réalisation d'une «bonne affaire» lors de l'acquisition des titres, ils sont rapportés au résultat sur une période de 5 ans.

Les fonds de commerces inscrits dans les comptes sociaux de chaque société et postérieurs aux dates d'acquisition de ces sociétés sont généralement classés au poste « écarts d'acquisition » dans les comptes consolidés et sont également amortis sur une période de 20 ans.

Les écarts d'acquisition sont récapitulés dans le tableau suivant :

	Sociétés Détenrices	Sociétés détenues	Ecart acquis. à l'origine	Amort. N-1	Amort. exercice	Amort. cumulés	Ecart acquis. net
Ecarts Positifs							
	Gpe	Dt	6 620	671	331	1 002	5 617
	Gpe	Sgea	149	15	7	23	127
	Dt	Sgea	14	10	1	11	4
	Sgea	Somadett	0	0	0	0	0
	Sgea	Sma	315	205	16	221	95
	Sgea	Selfema	146	101	7	109	37
	Sgea	Sma	0	0	0	0	0
	Sovatram	Sma	25	13	1	14	11
	Sovatram	Cmrp	18	2	1	3	15
			7 288	1 017	364	1 381	5 907
Fonds de commerce							
	Dt		308	31	15	46	262
	Sgea		107	11	5	16	91
	Samnet		30	3	2	5	26
	Selfema		232	232	0	232	0
			678	277	22	299	379
Total écarts positifs			7 966	1 294	387	1 680	6 285
Ecarts Négatifs							
	Gpe	Sovatram	61	25	12	37	24
	Dt	Sovatram	179	72	36	108	70
	Dt	Samnet	11	11	0	11	0
	Sgea	Samnet	11	11	0	11	0
Total écarts négatifs			261	118	48	166	95
Dotations Amort. Exerc.					339		

Au regard de la valeur d'usage de ces écarts d'acquisition au 31 décembre 2004, aucune dépréciation n'est nécessaire à cette date.

3.2 – Méthode de conversion pour les entreprises étrangères

Les compte de la société marocaine SEGEDEMA sont convertis au cours du Dirham (0.0892948 €) au dernier jour de l'exercice pour les comptes du bilan et au cours moyen de l'exercice (0.0907292 €) pour les comptes de gestion.

L'application d'une autre méthode n'aurait pas d'influence significative sur les comptes consolidés.

3.3 – Dates de clôture des exercices

Les comptes consolidés et les comptes individuels des sociétés faisant partie du périmètre de consolidation sont arrêtés au 31 décembre 2004.

4 – METHODES ET REGLES

4.1 – Immobilisations incorporelles et corporelles

Les fonds de commerce sont reclassés dans le poste « Ecarts d'acquisition » et amortis sur 20 ans.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, elles incluent les immobilisations prises en crédit bail.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire. Les taux appliqués sont détaillés dans le tableau suivant :

Libellés	Linéaire
Immobilisations incorporelles	
208 - Logiciels	100 %
Immobilisations corporelles	
214.1 - Installations .techniques, mat. et outillage	15 à 25 %
218.1 - AAI divers	10 à 33.33 %
218.2 - Matériel de transport	20 à 50 %
218.3 - Matériel de bureau et informatique	10 à 25 %
218.4 - Mobilier	20 %

4.2 — Subventions d'investissement

Elles sont transférées des capitaux propres en compte de régularisation passif, leur montant est de 162 K€ au 31 décembre 2004.

Aucun retraitement de leur reprise en résultat n'est opéré dans les comptes consolidés, ces reprises étant effectuées au rythme des amortissements fiscaux.

4.3 — Contrats de location financement

Les biens pris en contrat de location financement sont comptabilisés comme des achats de biens à crédit.

Ils sont amortis suivant la même durée que les mêmes biens acquis en pleine propriété.

Les loyers relatifs à ces contrats sont ventilés entre intérêts et remboursement du capital de l'emprunt correspondant, en fonction du tableau de remboursement de l'emprunt tenant compte du taux d'intérêt indiqué dans le contrat de location financement.

4.4 — Provisions pour risques et charges

Des provisions pour remises en état de site et suivi trentenaire sont constituées lorsque les obligations légales (réglementations) et conventionnelles (arrêtés préfectoraux) engagent les sociétés du groupe. Ces obligations concernent principalement les sites de stockage de déchets ménagers et assimilés. Elles sont calculées chaque année en fonction des tonnages admis sur chaque site.

4.5 — Engagements de retraite - Médailles du Travail

Contrairement à la méthode préférentielle préconisée par le règlement 99-02 du CRC, les engagements de retraite ne font pas l'objet d'une provision pour charge dans les comptes consolidés.

Il s'élèvent au 31 décembre 2004 à 977 K€ et l'impact que l'utilisation de la méthode préférentielle aurait eu sur le bilan et le compte de résultat consolidé est mentionné au paragraphe 5 de la présente annexe.

Les principales hypothèses utilisées pour le calcul de ces engagements sont les suivantes :

- ☛ Age de départ à la retraite : 63 ans
- ☛ Départ à l'initiative de l'employeur
- ☛ Taux de revalorisation des salaires : 3.5 %
- ☛ Probabilité de présence dans la société au terme : taux de rotation pour les cadres et les employés et ouvriers
- ☛ Taux d'actualisation : 2.5 %
- ☛ Table de vie 80-90

Aucune provision pour Médailles du Travail à attribuer n'est comptabilisée dans les comptes consolidés en raison de la faiblesse de cette charges (< à 2 K€).

4.6 — Impôts différés

Ils comprennent des impôts différés passif pour 73 K€ et des actifs d'impôts différés pour 526 K€

Ils sont déterminés sur la base des différences temporaires résultant de la différence entre la valeur comptable des actifs ou passifs et leur valeur fiscale suivant le principe de la conception étendue et la méthode du report variable.

Le taux d'impôt servant au calcul est celui en vigueur au 31 décembre 2004 (33.83 % pour les entreprises françaises).

Les impôts différés passif comprennent entre autres un impôt différé de 177 K€ correspondant à un écart d'évaluation de 500 K€ constaté lors de l'acquisition de la société DRAGUI-TRANSPORTS.

4.7 – Charges et produits exceptionnels

Les charges et produits exceptionnels sont constitués des éléments significatifs qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle.

L'administration fiscale a remis en cause l'utilisation du taux réduit de 5.5 % sur certaines prestations de services effectués sur les exercices 1994 à 1999 et a redressé plusieurs entités du Groupe à ce titre. Une audience devant le Tribunal Administratif de Nice est intervenue le 15 avril 2004 condamnant ces dernières à verser la somme de 655 K€ et intérêts de retard et pénalités compris. Compte tenu des montants déjà pris en compte sur les exercices antérieurs, le Groupe a constaté une charge nette exceptionnelle de 579 K€ en 2004.

4.8 – Résultat par action

Il est de 8.56 € par action alors qu'il était de 4.23 € en 2003 et est déterminé conformément à l'avis N° 27 de l'OECD et correspond à la division du « résultat net – Part du groupe » par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation de la société G.P.E. (445 500 actions).

La société n'ayant émis aucun instrument dilutif, le résultat dilué par action est égal au résultat par action.

5 – INCIDENCE DE L'IMPACT SUR LE BILAN ET SUR LE COMPTE DE RESULTAT DE LA NON APPLICATION DES METHODES PREFERENTIELLES

La seule méthode préférentielle non appliquée concerne les engagements de retraite (voir paragraphe 4.5) qui ne sont pas comptabilisés sous forme de provision pour charges.

L'application de cette méthode aurait conduit à comptabiliser :

- ☛ A l'actif du bilan, un actif d'impôt différé de 331 K€
- ☛ Au passif du bilan, une provision pour charges de 977 K€
- ☛ Une diminution des capitaux propres et des intérêts minoritaires de 646 K€

6 – CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES

Conformément aux articles 120-4 et 130-5 du PCG énonçant les principes relatifs aux changements de méthodes comptables dans le but d'appliquer une méthode préférentielle et ce pour donner une meilleure information dans les états financiers, le Groupe a décidé d'activer les biens pris en contrat de location financement comme des

achats de biens à crédit sur le même principe que les biens pris en contrat de crédit bail. Ils sont amortis suivant la même durée que les mêmes biens acquis en pleine propriété.

Les loyers relatifs à ces contrats sont ventilés entre intérêts et remboursement du capital de l'emprunt correspondant, en fonction du tableau de remboursement de l'emprunt tenant compte du taux d'intérêt indiqué dans le contrat de location financement.

Si cette méthode avait été appliquée dans les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2003, elle aurait eu un impact sur la situation nette consolidée de - 129 K€, correspondant à :

- Une augmentation des valeurs brutes des immobilisations de 4 624 K€
- Une augmentation des amortissements des immobilisations de 1 651 K€
- Une augmentation des emprunts de 3 168 K€
- Une augmentation des actifs d'impôts différés de 66 K€

L'impact de ce changement de méthode comptable a été comptabilisé en 2004 en diminution des capitaux propres (- 129 K€).

7 – TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (en K€)

RUBRIQUES	CONTRIBUTION GROUPE	INTERETS HORS GROUPE	TOTAL
CAPITAUX PROPRES N-1	8 956	274	9 230
Variation de capital			
Dividendes versés de la société mère	- 428		- 428
Dividendes reçus et versés des autres entreprises		- 47	- 47
RESULTAT N	3 813	316	4 128
Ecart de conversion	- 39	- 2	- 41
Réévaluations			
Variation de pourcentage d'intérêts et périmètre			
Autres variations ⁽¹⁾	- 122	- 7	- 129
CAPITAUX PROPRES N	12 180	534	12 714

⁽¹⁾ Impact du changement de méthode concernant les immobilisations en location longue durée

8 – EXPLICATIONS DES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT ET DE LEURS VARIATIONS

8.1 – Ecarts d'acquisition

Le détail est fourni au paragraphe 3.1 de la présente annexe.

8.2 – Immobilisations et amortissements

8.2.1 – Tableau de variation des immobilisations (en K€)

Rubriques	Début exercice	Acquis.	Cession	Variation périmètre	Autres	Fin exercice
Immobilisations incorporelles						
Frais établissement	6					6
Frais recherche	37					37
Concessions brevets	105	7				112
Fonds commercial	23					23
Autres immo. incorporelles	5					5
	176	7				183
Immobilisations corporelles						
Terrains	807					807
Constructions	15 063	2 513	- 8		- 2	17 566
Installations techniques	10 472	374	- 206		- 20	10 620
Autres immo. corporelles	34 212	6 354	- 494		4 579 ⁽¹⁾	44 651
Immo. en cours	421	143	0		-	564
Avances et acomptes	31	0				31
	61 006	9 384	- 708		4 557	74 239
Immobilisations financières						
Titres de participation	213					213
Titres des Stés. ME	12				23	35
Autres titres immobilisés	1					1
Prêts	22	121	- 4			139
Autres immo. Financières	383	239	- 47			575
	631	360	- 51		23	963
TOTAL	61 813	9 751	- 759		4 580	75 385
TOTAL INVESTISSEMENT		9 751				

(1) Impact du changement de méthode concernant les immobilisations en location longue durée.

8.2.2 – Tableau de variation des amortissements (en K€)

Rubriques	Début exercice	Acquis. dotation	Diminutions	Variation périmètre	Autres	Fin exercice
Immobilisations incorporelles						
Frais établissement	6	0				6
Concessions brevets marques	95	12				107
Autres immo. incorporelles	5					5
	106	12				118
Immobilisations corporelles						
Constructions	8 166	1 219	- 166		- 1	9 218
Installations techniques	7 399	1 192	- 16		- 4	8 576
Autres immo. corporelles	18 833	6 881	- 295		1 636 ⁽¹⁾	27 055
	34 398	9 292	- 477		1 636	44 849
TOTAL	34 504	9 304	- 477		1 636	44 967
Charges à répartir		46				
Différence de conversion		20				
TOTAL AMORTISSEMENT		9 370				

(1) Impact du changement de méthode concernant les immobilisations en location longue durée.

8.3 – Montant des immobilisations financées par crédit bail ou en location longue durée (en K€)

Les contrats de crédit bail et de location longue durée sont retraités en consolidation pour faire apparaître au bilan la valeur de l'immobilisation et de la dette financière correspondante.

Rubriques	Valeur Brute	Amortissement	Valeur Nette	Redevance restant à payer
Autres immo. corporelles	27 740	15 747	11 993	12 566

La durée d'amortissement des immobilisations financées par crédit bail est identique à celle des immobilisations détenues directement.

8.4 – Contribution des sociétés mises en équivalence (en K€)

Société	Valeur des titres	Réserves consolidées	Intérêts minoritaires	Contributions Aux.	
				Résultat Groupe	Résultat minoritaire
C.M.R.P.	35	- 91	- 1	22	1

8.5 – Titres de participation non consolidés (en K€)

Société	% capital détenu	Capital	Résultat Exercice N	Valeur des titres
SCI DU BALANÇAN	16.66 %	200	283	173
SA SCANN	5 %			15
Z ET P à ABU DHABI	49 %	Société non active		25
Divers				
Total				213

8.6 – Ventilation par nature et par échéances des créances (en K€)

Les créances par nature sont ventilées dans le détail du bilan actif.

Les créances sont ventilées par échéance dans le tableau suivant :

NATURE DE LA CREANCE	TOTAL	A 1 AN AU PLUS	>1 AN <5 ANS	+ 5 ANS
Avances et acomptes sur commandes	18	18		
Clients	28 412	24 952	3 460	
Actif d'impôt différé	526	450	76	
Autres créances	7 066	7 066		
TOTAL	36 022	32 486	3 536	

8.7 – Titres de placement

Ils sont évalués au coût historique, lorsque leur valeur boursière est inférieure à ce cours, une provision pour dépréciation est constituée pour ramener leur valeur nette à cette valeur boursière.

Au 31 décembre 2004, cette provision est de 20 K€amenant la valeur de ces titres de 1 220 K€à 1 200 K€

8.8 – Tableau de variation des provisions (en K€)

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à 6 367 K€et comprennent :

- Les écarts d'acquisition négatifs pour 95 K€. Ils sont rapportés au résultat sur une période de 5 ans
- Des provisions pour risques pour 867 K€
- Des provisions pour charges pour 5332 K€ comprenant principalement une provision de 4 150 K€ concernant la remise en état de sites de décharges et de suivi trentenaire de ces sites
- Des passifs d'impôts différés pour 73 K€

Rubriques	Début exercice	Dotations	Reprises	Variation périmètre	Autres	Fin exercice
Dépréciation Immo. Financières	5					5
Autres immo. financières						
Total	5	0				5
Dépréciation des clients	2 619	243	- 60			2 802
Dépréciation autres créances		200				200
Dépréciation autres	26	20	- 26			20
Provisions pour risques et charges						
Ecart acquisition négatifs	143		- 48			95
Provisions pour risques	764	393	- 290			867
Provisions pour charges	4 366	1111	- 145			5 332
Passifs d'impôts différés	344	0	- 271			73
Total	5 617	1 504	- 754			6 367
TOTAL	8 267	1 967	- 840			9 394

8.9 – Ventilation par nature et par échéances des dettes (en K€)

Nature de la créance	TOTAL	A 1 AN AU PLUS	>1 AN <5 ANS	+ 5 ANS
<u>Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit</u>				
Emprunts	14 201	3 510	10 466	225
Concours bancaires	9 328	9 328		
Crédit bail + location longue durée	12 238	4 880	7 311	47
	35 767	17 718	17 777	272
<u>Emprunts et dettes financières diverses</u>	631	448	183	
Total dettes financières ⁽¹⁾	36 398	18 166	17 960	272
Dettes fournisseurs	12 049	12 049		
Dettes fiscales et sociales	15 262	14 652	610	
Dettes sur immobilisations	12	12		
Autres dettes	472	472		
TOTAL	64 193	45 351	18 570	272
⁽¹⁾ dont en devise marocaine	4 914	1 936	2 753	225

8.10 – Engagements hors bilan

Engagements	Montant
- Intérêts restant à payer sur emprunts	1 167
- Indemnisation de départ à la retraite	977
- Redevances de crédit bail restant à payer excédant les dettes financières de crédit bail comptabilisées en emprunts au passif du bilan	328
- Cautions données	670
- Gages sur véhicules	141
- Nantissements sur fonds de commerce	3 042
- Nantissements d'actions	414
- Nantissements de matériel et outillage	996
- Autres garanties	53
TOTAL	7 788

8.11 – Effectif moyen du personnel

Catégorie de personnel	Effectif moyen
- ouvriers	1 839
- employés	103
- cadres, agents de maîtrise	125
TOTAL	2 067

8.12 – Produits et charges financières

Les charges financières incluent :

- Pour 890 K€ la part des redevances de crédit bail correspondant aux intérêts de l'emprunt.
- Pour 200 K€, un abandon de créances à caractère financier à une société non consolidée. Cet abandon est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune.

8.13 – Produits et charges exceptionnels (en K€)

Ils se décomposent en :

	Produits	Charges
- Sur opérations de gestion	200	1 075
- Sur cessions d'actifs	263	172
- Sur subventions réintégrées	24	
- Dotations et reprises sur provisions	3	
Total	490	1 247

8.14 – Participation des salariés

Elle est incluse dans les frais de personnel pour 635 K€

8.15 – Impôt sur les bénéfices

La ventilation entre impôts différés et impôts exigibles est donnée dans le compte de résultat.

L'application du taux d'impôt de l'entreprise consolidante à l'ensemble du résultat du groupe n'entraînerait pas une distorsion significative avec la charge globale d'impôt comptabilisée.

Tous les actifs d'impôt sont comptabilisés et ils ne font pas l'objet d'actualisation.

Les actifs et passifs d'impôts différés se ventilent de la manière suivante (en K€) :

Catégories	Actifs	Passifs
- Différences temporaires	351	- 122
- Reports fiscaux déficitaires	76	
- Cessions immo. Intra groupe	11	19
- Crédit bail	88	
- Actifs réévalués à leur juste valeur		176
Total	526	73

Preuve d'impôt

Résultat net consolidé	4 128
Charge d'impôt effective	3 157
Résultat consolidé avant impôt	7 285
Charge d'impôt théorique (34.33 %)	2 501
Impact des charges définitivement non déductibles	532
Impact de l'amortissement des goodwills	116
Impact des résultats des sociétés MEE	(8)
Autres différences	16
	3 157

9 – TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

en €	2004	2003	2002
Résultat net des sociétés intégrées	4 104 717	2 077 742	408 385
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
- Amortissements et provisions	10 704 571	9 258 210	6 496 031
- Variation des impôts différés	-409 734	-104 718	111 731
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	-129 147	22 285	36 561
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	14 270 407	11 253 519	7 052 708
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	1 376 782	-779 094	-1 750 674
Flux net de trésorerie généré par l'activité	15 647 189	10 474 425	5 302 034
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :			
Immobilisations en location longue durée au 01/01/2004	-2 972 518		
Acquisition d'immobilisations	-9 751 179	-9 862 197	-13 255 687
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	290 449	675 339	205 649
Incidence des variations de périmètres		-5 440	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-12 433 248	-9 192 298	-13 050 038
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-427 680	-307 395	-191 565
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-46 880	-34 190	-41 808
Augmentation de capital en numéraire			
Emprunts finançant les immobilisations longues durées au (	3 168 166		
Emissions d'emprunts	12 211 132	9 398 022	9 714 924
Remboursements d'emprunts	-7 505 480	-6 332 516	-5 291 205
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	7 399 258	2 723 921	4 190 346
Variations de trésorerie	10 613 199	4 006 048	-3 557 658
Trésorerie d'ouverture	-7 497 558	-11 580 977	-8 023 319
Trésorerie de clôture	3 133 615	-7 497 558	-11 580 977
Incidences des variations de cours des devises	17 974	77 371	

10 — AUTRES INFORMATIONS

10.1 — Informations sectorielles

Toutes les sociétés de groupe ont une activité se rattachant à la collecte, au transport et au traitement des déchets ménagers et urbains ainsi qu'à l'assainissement.

L'activité est principalement exercée en France avec un développement sur le Maroc où la société SEGEDEMA a réalisé un chiffre d'affaires de 10 774 K€ avec une contribution au résultat du groupe de 395 K€

L'activité développée dans la zone géographique du Maroc utilise les moyens suivants :

	Actifs en K€	Effectifs
Constructions	60	
Installations matériels industriels	1 278	
Autres immobilisations corporelles	4 048	
Immobilisations financières	61	
Total	5 447	1 032

10.2 — Evénements postérieurs à la clôture

Aucun évènement significatif postérieurs à la clôture n'est à signaler.

10.3 — Dirigeants

La plupart des sociétés du groupe étant sous la forme de SAS, il n'est pas communiqué le montant des rémunérations allouées aux organes de Direction, car cela reviendrait à indiquer la rémunération individuelle du dirigeant.

5.3 Compléments à l'annexe des comptes consolidés

5.3.1 Relations entre la société-mère et ses filiales

La société Groupe Pizzorno Environnement perçoit de ses filiales des frais appuyés sur le chiffre d'affaires, selon le tableau ci-après.

GROUPE PIZZORNO ENVIRONNEMENT		Refacturation Frais de Management Année 2004	
PROVISION SUR HONORAIRE 12-2004			
STE	CA 01-01 au 31-12	%	Frais de Management à refacturer Montant Annuel Honoraires
DT	31 359 266	35,80	404 946
SGEA	19 728 074	22,52	254 731
SOVATRAM	16 248 884	18,55	209 825
SMA	17 393 631	19,85	224 530
SELFEMA	1 585 236	1,81	20 474
SAMNET	1 289 736	1,47	16 628
Total	87 604 827	100,00	1 131 133,00

5.3.2 Note complémentaire sur le détail des charges exceptionnelles

Postes	Total
P.V AMENDES (Infraction Routière)	2 942
Pénalités fiscales et sociales	832 656
Pénalités sur Marchés	134 165
Pénalités suite Affaires Prud'homales & Autres	60 712
Charges Exceptionnelles Diverses	44 362
Total	1 074 837

Détails du poste pénalités fiscales et sociales

Postes	DT	GIG	MGPE	SAMNET	SEGEDEMA	SELEFEMA	SEP	SGEA	SMA	SOVATRAM	SUD INVEST	Total
											ENVRT	
							50%					
Pénalités fiscales et sociales	351 900	4282		490	100 379			357905		17700		832 656
Pénalités Urssaf	8 400	4282		490						16700		29 872
Pénalités cloture contentieux sur Cr Fisc 99	47 738							38463				86 200
Pénalités Art 700 Affaire St tropez	1 000											1 000
Pénalités cr fisc 99 REDresst Taux	294 763							319036				613 799
Pénalités organismes divers					11 425			406		1000		12 831
Pénalités sur TVA					73 114							73 114
Pénalités CNSS					15 840							15 840
Total	351 900	4 282	0	490	100 379	0	0	357 905	0	17 700	0	832 656

5.3.3 Note complémentaire sur la ventilation des immobilisations et du résultat d'exploitation par secteur d'activité

Répartition par Activités		
	IMMOBILISATIONS NETTES au 31-12-2004	RESULTAT d'EXPLOITATION 2004
Collecte transport nettoyage	8 973 000	3 208 124
DIB	703 000	82 317
Traitement	10 677 259	6 149 275
Tri - Valorisation	283 800	243 390
Assainissement	445 100	78 757
Export	5 129 000	514 368
Immos à répartir (frais structure)	376 276	
Total immobilisations liées aux exploitations	26 587 435	
Immobilisations financières	958 390	
Terrains	807 314	
Ecart dû au retraitement sur l'exercice 2004 des locations longues durées	2 061 370	
TOTAL	30 414 509	10 276 231

5.3.4 Note complémentaire sur l'abandon de créance à la SA SCANN

Un abandon de créance a été effectué au profit de la SA SCANN (qui gère l'association sportive de Cannes Football), dans laquelle le groupe a une participation largement minoritaire et aucune influence sur la gestion. Cette société a connu des difficultés financières importantes lui imposant de reconstituer ses capitaux propres, dans l'attente du versement de subventions de la Mairie de Cannes et de la Fédération de Football.

La clause de retour à meilleure fortune prévoit le remboursement au groupe dès que la situation financière de l'association le permettra.

5.3.5 Incidence sur les capitaux propres du passage aux normes IFRS

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les états de rapprochements IFRS de l'exercice 2004

Aux actionnaires,

A la suite de la demande qui nous a été faite et en notre qualité de commissaires aux comptes de la société GROUPE PIZZORNO ENVIRONNEMENT, nous avons effectué un audit des états de rapprochements présentant l'impact du passage au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne sur les capitaux propres et le résultat consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2004 (les « rapprochements IFRS »), tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les rapprochements IFRS ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration, dans le cadre du passage au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice 2005, à partir des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2004 préparés en conformité avec les règles et principes comptables français (les « comptes consolidés »), qui ont fait l'objet de notre part d'un audit selon les normes professionnelles applicables en France. Notre audit nous a conduit à exprimer une opinion sans réserve sur ces comptes consolidés. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur les rapprochements IFRS.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les rapprochements IFRS ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces rapprochements. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour leur établissement et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les rapprochements IFRS ont été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux règles d'élaboration décrites dans la note annexe explicative, lesquelles précisent comment la norme IFRS 1 et les autres normes comptables internationales adoptées dans l'Union européenne ont été appliquées et indiquent les normes, interprétations, règles et méthodes comptables qui, selon la direction, devraient être applicables pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice 2005 selon le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note I qui expose les raisons pour lesquelles les rapprochements IFRS relatifs à l'exercice 2004 présentés dans les comptes consolidés de l'exercice 2005 pourraient être différents des rapprochements IFRS joints au présent rapport.

Par ailleurs, nous rappelons que, s'agissant de préparer le passage au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice 2005, les rapprochements IFRS ne constituent pas des comptes consolidés établis selon le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, permettant de donner, au regard de ce référentiel, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Draguignan et Marseille, le 17 juin 2005

Les Commissaires aux Comptes

Paul MORTINI

Deloitte & Associés

Gérard QUILLET

I Contexte de la publication

En tant que société faisant appel public à l'épargne, le groupe Pizzorno devra établir ses comptes consolidés 2005 conformément aux normes IFRS telles qu'approuvées par l'Union Européenne. A la demande de l'AMF, le groupe a préparé un état de rapprochement présentant l'impact du passage au référentiel IFRS sur les capitaux propres d'ouverture et de clôture et le résultat consolidé de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2004.

Ces informations financières 2004 sur l'impact chiffré attendu sur les capitaux propres du passage aux IFRS ont été préparées en appliquant aux données 2004 les normes et interprétations IFRS que le groupe Pizzorno estime devoir appliquer pour la préparation de ses comptes consolidés comparatifs au 31 décembre 2005. La base de préparation de ces informations financières 2004 décrite ci-dessous résulte en conséquence :

- des normes et interprétations IFRS applicables de manière obligatoire au 31 décembre 2005 telles qu'elles sont connues à ce jour,

- de la résolution que le groupe Pizzorno anticipe à ce jour des questions techniques et des projets en cours discutés par l'IASB et l'IFRIC et qui pourraient devoir être applicables lors de la publication des comptes consolidés de l'exercice 2005,
- des options retenues et des exemptions utilisées qui sont celles que le Groupe retiendra selon toute vraisemblance pour l'établissement de ses premiers comptes consolidés IFRS en 2005.

Pour toutes ces raisons, il est possible que les capitaux propres d'ouverture présentés ne soient pas les capitaux propres d'ouverture à partir desquels les comptes consolidés de l'exercice 2005 seront effectivement établis, du fait d'éventuelles modifications qui interviendront sur l'application de ces normes.

Ces informations ont fait l'objet d'un examen par le Conseil d'Administration et de diligences d'audit par les commissaires aux comptes.

II Organisation du projet

Un diagnostic réalisé par la Direction Financière, a tout d'abord permis :

- de mettre en évidence les principales divergences entre les normes IFRS et la pratique actuelle du Groupe,
- de procéder à l'analyse des options comptables.

Ce diagnostic a permis de procéder au chiffrage des impacts du passage aux IFRS sur les capitaux propres et le résultat 2004.

Dans un deuxième temps, le groupe Pizzorno étudiera l'impact de l'application des normes IFRS sur la présentation des états financiers et l'information publiée en annexe.

III Présentation des normes et options appliquées pour l'établissement du tableau de passage des capitaux propres entre les normes françaises (règlement 99-02) et les normes IFRS

3.1 Présentation des normes appliquées

Les impacts sur le passage des capitaux propres ont été établis conformément aux dispositions de la norme IFRS 1, Première application des IFRS suivant les normes IFRS/IAS, applicables au 1er janvier 2005, telles qu'elles sont publiées au 31 décembre 2004.

Par ailleurs, le Groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation au 1er janvier 2004 les normes IAS 32 et IAS 39 révisées relatives aux instruments financiers.

D'autre part, le Groupe appliquait d'ores et déjà certaines méthodes préférentielles prescrites par le règlement CRC 99-02, tels que la capitalisation des contrats de crédit-bail et de location qualifiés de location-financement.

3.2 Description des options comptables liées à la première application des IFRS

Pour préparer ses capitaux propres d'ouverture au 1er janvier 2004, le Groupe a suivi les principes de première application des IFRS définis par la norme IFRS 1.

Le Groupe a retenu les options suivantes pour préparer ses capitaux propres d'ouverture :

- les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2004 n'ont pas été retraités ;
- les immobilisations corporelles à la date de transition n'ont pas été réévaluées à leur juste valeur,
- les engagements de retraite ont été provisionnés sur la base d'un calcul au 1^{er} janvier 2004,

IV Description des ajustements IFRS

4.1 IAS 38, Immobilisations incorporelles

Principes comptables actuels : le Groupe comptabilise certaines dépenses en charges à répartir: il s'agit de frais activés au démarrage de marchés.

Normes IFRS : les charges à répartir sont à constater en charges de l'exercice si elles ne sont pas constitutives d'actifs immobilisables. Le Groupe a donc été amené à retraiter en capitaux propres et en compte de résultat ces frais.

Il est précisé que ces frais étaient, jusqu'à ce jour, capitalisés et amortis sur la durée des marchés.

Ces frais seront dorénavant constatés en charges de l'exercice.

Les impacts sur les comptes liés à l'application de la norme IFRS 38 sont les suivants :

En M€	IFRS 3
Impact Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2004	- 0,2
Impact résultat net au 31 décembre 2004	+ 0,1

4.2 IAS 37, Provisions et IAS 16 Immobilisations corporelles

Principes comptables actuels : Les sociétés du groupe exploitant des Centres de Stockage des Déchets Ultimes (CSDU) sont tenues de constituer des provisions destinées à faire face :

- aux dépenses de remises en état des sites,
- aux dépenses qu'elles auront à réaliser pendant la phase trentenaire de post-exploitation.

Normes IFRS : En application d'IAS 37, les provisions font l'objet désormais d'une actualisation financière. Par ailleurs, en conformité avec IAS 16 les coûts de remises en état de sites sont comptabilisés en immobilisations corporelles pour un montant égal à la valeur estimée actualisée de la remise en état. Les amortissements sont pratiqués sur la durée d'utilité de l'immobilisation.

Les impacts sur les comptes liés à l'application des normes IAS 37 et IAS 16 sont les suivants :

En M€	IAS 37
Impact Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2004	+ 0,4
Impact résultat net au 31 décembre 2004	+ 0,2

4.3 IFRS 3, Regroupements d'entreprises et IAS 36, Dépréciations d'actifs

Principes comptables actuels : le Groupe amortit ses écarts d'acquisition sur 20 ans pour l'ensemble de ses activités.

Normes IFRS : les écarts d'acquisition ne sont plus amortis mais soumis à des tests de dépréciation annuellement. La provision constatée au compte de résultat devient irréversible. Les tests de dépréciation effectués au 1^{er} janvier 2004 et au 31 décembre 2004 n'ont pas conduit à comptabiliser de dépréciations sur les écarts d'acquisition.

Les impacts sur les comptes liés à l'application de la norme IFRS 3 sont les suivants :

En M€	IFRS 3
Impact Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2004	0
Impact résultat net au 31 décembre 2004	+ 0,4

4.4 IFRS 3, Ecart d'acquisition négatifs

Principes comptables actuels : le Groupe comptabilise des écarts d'acquisition négatifs pour les sociétés acquises dont la valeur totale des actifs et passifs identifiés est supérieure au coût d'acquisition. Ce montant est inscrit au passif en principes français (provision pour risques et charges) et repris sur une période de 5 ans.

Normes IFRS : L'application de la norme IFRS 3 conduit à reprendre ces écarts d'acquisitions par les capitaux propres d'ouverture.

Les impacts sur les comptes liés à l'application de la norme IFRS 3 sont les suivants :

En M€	IFRS 3
Impact Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2004	+ 0,2
Impact résultat net au 31 décembre 2004	- 0,1

4.5 IAS 19, Avantages au personnel :

Principes comptables actuels : Le groupe n'applique pas la méthode préférentielle de provisionnement de ses engagements de départ à la retraite. Le montant est mentionné en annexe aux comptes consolidés.

Normes IFRS : L'application de la norme IAS 19 a pour conséquence de comptabiliser les engagements de retraite.

Les impacts sur les comptes liés à l'application de la norme IAS 19 sont les suivants :

En M€	IAS 19
Impact Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2004	- 0,7
Impact résultat net au 31 décembre 2004	- 0,1

	Capitaux propres + intérêts mino 1er janvier 2004	Ecart de Conversion	Dividendes versés	Résultats groupe et hors groupe 2004	Capitaux propres + intérêts mino 31/12/2004
Capitaux propres référentiel français 99.02	9 102	-41	-475	4 128	12 714
Retraitements IFRS					
IAS 38 Retraitement des immobilisations incorporelles - Retraitement des charges à répartir et frais de R&D	-177			31	-146
IAS 37 / IAS 16 Retraitement des provisions remises en état de sites et suivi trentenaire	396			189	586
IFRS 3 / IAS 36 Ecart d'acquisition - Arrêt amortissement des écarts d'acquisition - Annulation des écarts d'acquis. < 0 en CP	143			387 -48	387 95
IAS 19 Comptabilisation des avantages du personnel - Provision pour indemnités de départ en retraite	-665			-143	-807
Impacts des IFRS	-303	0	0	417	114
Capitaux propres référentiel IFRS	8 799	-41	-475	4 545	12 828

5.4 Rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux au 31 décembre 2004

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2004, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Groupe Pizzorno Environnement -GPE-, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification des appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L 225-235 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de notre opinion dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Draguignan et Marseille, le 13 mai 2005

Les commissaires aux comptes

Paul Mortini

Deloitte & Associés
Gérard Quillet

5.5 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées -Exercice clos le 31 décembre 2004

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

En application de l'article L 227-10 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions conclues avec votre société.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle de conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il ne nous appartient pas d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions entre votre société et la SCI François Charles

La SCI François Charles, dont M. Francis Pizzorno est le gérant, a signé le 10 mai 2004 un bail commercial avec votre société pour les locaux de votre siège social sis à Draguignan (83300), 109 rue Jean Aicard.

La location des bureaux du siège social s'est élevée à 1.000 €hors taxes pour 2004.

Fait à Draguignan et Marseille, le 13 mai 2005

Les commissaires aux comptes

Paul Mortini

Deloitte & Associés
Gérard Quillet

5.6 Comptes sociaux

BILAN AU 31 DECEMBRE 2004 - ACTIF

	MONTANTS BRUTS AU 31-12-2004	AMORTIS. ET PROVISIONS	MONTANTS NETS AU 31-12-2004	MONTANTS NETS AU 31-12-2003	MONTANTS NETS AU 31-12-2002
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement	1.747	1.700	46	396	745
Conces, brevets, dts simi.	10.372	10.372	-	8.847	-
Immobilisations corporelles					
Autres immo. corporelles	65.868	9.028	56.839	17.357	-
Immobilisations financières					
Autres participations	8.575.638		8.575.638	8.575.638	8.575.638
Autres immo. financières	501		501	501	-
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	8.654.127	21.102	8.633.025	8.602.739	8.576.383
Créances					
Clients et cptes rattachés	489.561		489.561	401.691	97.707
Autres créances	123.693		123.693	602.886	462.103
Divers					
Disponibilités	6.307		6.307	6.951	15.483
Comptes de régularis.					
Charges constatées d'av.	96.954		96.954	104.867	50.000
TOTAL ACTIF CIRCULANT	716.516	-	716.516	1.116.396	625.294
TOTAL GENERAL	9.370.644	21.102	9.349.542	9.719.135	9.201.678

BILAN AU 31 DECEMBRE 2004 - PASSIF

	31-12-2004	31-12-2003	31-12-2002
Capital social	6.791.603	6.791.603	6.791.603
Réserve légale	80.000	52.000	12.000
Autres réserves	390.663	312.925	3.926
Résultat de l'exercice	572.489	533.417	656.393
CAPITAUX PROPRES	7.834.756	7.689.946	7.463.923
Dettes financières			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1.141.599	1.496.633	1.540.133
Emprunts et dettes financières divers	6.400	88.952	90.065
Dettes d'exploitation			
Fournisseurs et comptes rattachés	173.597	263.525	91.543
Dettes fiscales et sociales	193.188	180.077	16.012
TOTAL DETTES	1.514.785	2.029.188	1.737.754
TOTAL GENERAL	9.349.542	9.719.135	9.201.678

COMPTES DE RESULTAT 2004 - 2003 - 2002

	31-12-2004 (12 mois)	31-12-2003 (12 mois)	31-12-2002 (12 mois)
Production vendue de services	1.131.131	504.000	81.694
CHIFFRE D’AFFAIRES NET	1.131.131	504.000	81.694
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	5.122	981	
TOTAL PRODUITS D’EXPLOITATION	1.136.253	504.981	81.694
Achats de marchandises	59	2	-
Achats de matières premières & autres approv.	255	42	-
Autres achats et charges externes	769.335	469.026	92.508
Impôts, taxes et versements assimilés	7.683	1.648	556
Salaires et traitements	246.109	41.242	-
Charges sociales	95.261	16.944	-
Autres charges	1	-	-
Dotations aux amortissements	17.550	2.549	349
TOTAL CHARGES D’EXPLOITATION	1.136.256	531.457	93.414
RESULTAT D’EXPLOITATION	(2)	(26.476)	(11.719)
Produits financiers de participations	638.000	633.650	760.004
Autres intérêts et produits assimilés	11	15	
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	638.011	633.665	760.004
Intérêts et charges assimilées	65.519	73.771	91.890
TOTAL CHARGES FINANCIERES	65.519	73.771	91.890
RESULTAT FINANCIER	572.492	559.893	668.113
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	572.489	533.417	656.393
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	-	-
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-	-	-
IMPOTS SUR LES BENEFICES	-	-	-
RESULTAT NET DE L’EXERCICE	572.489	533.417	656.393

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

A - FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

- 1 - Evénements principaux de l'exercice
- 2 - Règles et méthodes comptables

B - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

ACTIF

- 1 - Immobilisations incorporelles, corporelles, financières
- 2 - Liste des filiales et participations
- 3 - Evaluation des stocks
- 4 - Créances
- 5 - Eléments relevant de plusieurs postes du bilan et note concernant les entreprises liées
- 6 - Charges à répartir sur plusieurs exercices
- 7 - Produits à recevoir
- 8 - Charges constatées d'avance

PASSIF

- 1 - Capitaux propres
- 2 - Identité de la société consolidant les comptes
- 3 - Dettes financières
- 4 - Provisions risques et charges
- 5 - Engagements retraite
- 6 - Engagements crédit-bail
- 7 - Eléments relevant de plusieurs postes et note concernant les entreprises liées
- 8 - Charges à payer

C - INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

- 1 - Ventilation du chiffre d'affaires
- 2 - Ventilation de l'effectif moyen
- 3 - Rémunération des dirigeants
- 4 - Résultat financier
- 5 - Résultat exceptionnel
- 6 - Crédit bail

D - ENGAGEMENTS FINANCIERS

- 1 - Effets escomptés non échus
- 2 - Cautions bancaires
- 3 - Intérêts des emprunts
- 4 - Crédit bail
- 5 - Etat des échéances des créances et des dettes
- 6 - Créances et dettes d'impôts différés ou latentes
- 7 - Aval et caution donnés

E - INFORMATIONS DIVERSES

- 1 - Résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices

A - FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

1- Evénements principaux de l'exercice

Néant

2- Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre sauf en ce qui concerne l'amortissement dégressif,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec les dispositions du Code de Commerce, du décret comptable du 29 novembre 1983, ainsi que le règlement du C.R.C. 99-03 du 29 avril 1999 relatif à la réécriture du plan comptable.

Titres de participation

Les titres de participation sont comptabilisés à leur valeur d'achat.

Une dépréciation est enregistrée lorsque la valeur d'usage est inférieure à la valeur comptable.

B - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN - ACTIF

1- IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

1.1 - Immobilisation incorporelles - Amortissements - Dépréciations

Mouvements des Immobilisations Incorporelles	Début K€	Augmentation	Diminution	Fin K€
Frais de constitution	2			2
Frais d'établissement				-
Frais d'augmentation de capital				-
Frais de recherche et développement				-
Droit au bail	-			-
Fonds Commercial				-
Logiciels et progiciels	10			10
TOTAL	12	-	-	12

Type d'immobilisations		Durée (Année)
Frais de constitution	linéaire	5
Frais d'établissement		
Frais d'augmentation de capital		
Frais de recherche et développement		
Droit au bail		
Fonds commercial		
Logiciels et progiciels	linéaire	2

Mouvements des Amortissements Incorporels	Début K€	Augmentation	Diminution	Fin K€
Frais de constitution	2			2
Frais d'établissement				-
Frais d'augmentation de capital				-
Frais de recherche et développement				-
Droit au bail	-			-
Fonds Commercial				-
Logiciels et progiciels	2	9		11
TOTAL	4	9	-	13

1.2 Immobilisations corporelles - Amortissements - Dépréciations

Mouvements des Immobilisations Corporelles	Début K€	Augmentation	Diminution	Fin K€
Constructions	-	-	-	-
Matériel et outillage	-	-	-	-
Installations générales	-	32	-	32
Matériel de transport	-	-	-	-
Matériel de bureau	10	16	-	26
Mobilier de bureau	8	-	-	8
Immobilisat. corporelles en cours	-	-	-	-
TOTAL	18	48	-	66

Type d'immobilisations	Mode	Durée (Année)
Constructions	Linéaire	10 à 25
Matériel et outillage	Linéaire	4 à 10
. Remise en état du matériel et outillage	Linéaire	2 à 3
Installations générales	Linéaire	5 à 10
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5
. Remise en état du matériel de transport	Linéaire	2 à 3
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10
Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 10
Immobilisat. corporelles en cours	Linéaire	Non Amorti

Mouvements des Amortissements Corporels	Début K€	Augmentation	Diminution	Fin K€
Constructions	-	-	-	-
Matériel et outillage	-	-	-	-
Installations générales	-	2	-	2
Matériel de transport	-	-	-	-
Matériel de bureau	-	4	-	4
Mobilier de bureau	-	2	-	2
Immobilisat. corporelles en cours	-	-	-	-
TOTAL	-	8	-	8

1.3 -

Immobilisations financières - filiales et participations

Mouvements	Début K€	Augmentation	Diminution	Fin K€
Titres de participation	8 576			8 576
Prêts				-
Dépôts et cautionnements	1		-	1
TOTAL	8 577	-	-	8 577

Dépréciation	Début K€	Dotations	Reprise	Fin K€
Titres de participation				-
Prêts				-
Dépôts et cautionnements	-			-
TOTAL	-	-	-	-

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2 - LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Voir Annexe - Elément 15A

3 - EVALUATION DES STOCKS

Les stocks de matières consommables se décomposent ainsi : néant
et sont évalués selon la méthode FIFO

4 - CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur d'enregistrement comptable.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Aucune reprise pour provision n'a été constatée.

5 - ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN ET NOTE CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES – ACTIF

Titres de participations K€		8575
SAS SGEA	335	
SAS SOVATRAM	381	
SA DRAGUI-TRANSPORT	7859	
Comptes clients et rattachés K€		489
Clients	420	
Factures à établir	69	
Autres créances K€		30
c/c DRAGUI-TRANSPORT	-	
c/c SOVATRAM	30	
Créances / cessions immobilisations		
	Total	9094

6- CHARGES A REPARTIR

Néant

7- PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES DIFFERENTS POSTES D'ACTIF

Nature des postes	Produits à recevoir K€
Clients et comptes rattachés Autres créances d'exploitation Tva sur factures non parvenues	69
Total	69

8- CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Nature des postes	Produits à recevoir K€
- D'exploitation - Financières - Exceptionnelles	97
Total	97

B - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN - PASSIF**1 - CAPITAUX PROPRES****Variation des capitaux propres**

L'augmentation des capitaux propres de 144 K € durant l'exercice provient des éléments suivants :

- Résultat net de l'exercice	572
- Distributions	- 428

TOTAL 144

Composition du capital social

Le capital social au 31 décembre 2004 est composé de 445.500 actions de valeur nominale de 15,24 €. Il n'a subi aucune variation au cours de l'exercice

2 - IDENTITE DE LA SOCIETE CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

La société est consolidée au niveau de la SAS Groupe PIZZORNO Environnement.

3 - DETTES FINANCIERES A PLUS DE DEUX ANS À L'ORIGINE

Mouvements	Début K€	Constitution	Remboursement	Fin K€
- Emprunts auprès des établissements de crédit	1 290	-	279	1 011
- Participation des Salariés				
TOTAL	1 290	-	279	1 011

Tableau par échéance	Total K€	à 1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans
- Participation des Salariés	1 011	292	719	-
- Emprunts et dettes financières				
TOTAL	1 011	292	719	-

* (détail en annexe)

4- PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Détail	Début K€	Augmentation	Diminution	Fin K€
- Provisions pour litiges en matière :				
- sociale	-	-		-
- fiscale	-	-		-
- environnementale	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-

5- ENGAGEMENTS EN MATIERE DE RETRAITE

Chiffré en K€ par catégories socioprofessionnelles dans les comptes consolidés

- Cadres 4

6- ENGAGEMENT CREDIT-BAIL

Total	Total K€	à 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
- Voir détail annexé	-	-	-	
TOTAL	-	-	-	-

7- ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN ET NOTE CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES - PASSIF

- Emprunts et dettes financières diverses	
NEANT	
- Fournisseurs	
NEANT	
- Comptes rattachés Fournisseurs	
NEANT	
TOTAL	

8 - CHARGES A PAYER INCLUSES DANS DIFFERENTS POSTES DU PASSIF

Nature des postes	Charges à payer K€
Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit	2
Emprunts et dettes auprès diverses	2
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	57
Dettes fiscales et sociales	16
Autres dettes	
Total	77

C - INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

1 - VENTILATION DU CA H.T. K€ 1 131

- Prestations de service	
- Taxe Adème	
- Refacturation charges	1 131
- Produits accessoires	

2 - VENTILATION PAR CATEGORIE DE L'EFFECTIF MOYEN

Personnel salarié	Exercice N	Exercice N-1
- Cadres, agents de maîtrise, techniciens	3	1
- Employés	-	-
- Ouvriers	-	-
TOTAL	3	1

3 - REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

	Montant N	Montant N -1
Rémunérations allouées aux membres :		
- des organes de direction	" (1)	" (1)
- des organes d'administration	Néant	Néant
- des organes de surveillance	Néant	Néant

" (1) ce renseignement n'est pas fourni car cela reviendrait à indiquer une rémunération individuelle

4 - RESULTAT FINANCIER

Produits financiers

La société a perçu au titres des dividendes le montant de 638 K€:

- SAS SOVATRAM	333
- SA DRAGUI-TRANSPORT	305
TOTAL	638

Charges financières

Elles s'élèvent à 65 K€

- Intérêts des Emprunts	59
- Intérêts des découverts bancaires	7
TOTAL	66

5 - RESULTAT EXCEPTIONNEL

Produits exceptionnels

Néant

Charges exceptionnelles

Néant

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Total K€	Courant K€	Except. K€
1 - Résultat avant impôts et participations	572	572	-
2 - Réintégrations	48	48	-
3 - Déductions	638	638	
4 - Résultat soumis à l'impôt	- 18	- 18	-
5 - Impôts (après crédit impôt)	-	-	-
6 - Résultat après impôt (1-5)	572	572	-
7 - Participation	-	-	
8 - Impôt sur intéressement			
9 - IFA et crédit impôt			
10- Résultat net (6-7)	572	572	-

CREDIT BAIL**Immobilisations en crédit bail**

néant

Engagements de crédit bail

néant

D - ENGAGEMENTS FINANCIERS**1 – EFFETS ESCOMPTEES NON ECHUS K€** Néant**2 - CAUTIONS BANCAIRES**

Caisse d'épargne	
* Nantissement de Parts Sociales	213
Lyonnaise de Banque	
* Nantissement de Parts Sociales	201
* Délégation assurance individuelle	534
TOTAL	948

3 - INTERETS DES EMPRUNTS K€ 96**4 - CREDIT BAIL MOBILIER** Néant**5 - ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES**

Les créances se décomposent en K€:	
- Créances à un an au plus	710
- Créances à plus d'un an	1
Total	711

Les dettes se décomposent en K€	
- Dettes à un an au plus	796
- Dettes de un à cinq ans au plus	719
- Dettes de plus de cinq ans	-
Total	1 515

6 - CREANCES ET DETTES D'IMPOTS DIFFERES OU LATENTS

Créances d'impôts	Assiette K€	Taux	Montant
Provisions et charges non déductibles l'année de comptabilisation à déduire ultérieurement			
- Frais à payer et provision	1	34,33	-
- Participation des salariés	-	34,33	-
Total	1		-

Dettes d'impôts	Assiette K€	Taux	Montant
- Réserve spéciale des plus values à long terme	Néant		
Total			

7 - AVALS ET CAUTIONS DONNES

Suivant décision de l'associé unique en date du 24 février 2004" L'associé unique autorise le Groupe PIZZORNO Environnement à se porter caution solidaire en garantie des prêts consentis à sa filiale la Société Moderne d'Assainissement et de Nettoyement pour sigle SAS S.M.A. pour un montant total de 5 160 K € par le pool bancaire composé de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Provence Côte d'Azur, la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Côte d'Azur, la Lyonnaise de Banque, la Société Générale, afin de financer divers travaux, achats de matériels et véhicules, installation d'une station d'épuration, pour l'exploitation du Centre de stockage de déchets ultimes de Bagnols en Forêt.

E - INFORMATIONS DIVERSES

Résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices
Voir annexe - Élément S8

Tableau des filiales et participations

Filiales	Capital	Capitaux propres avant affectation des résultats	% du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Avals et cautions donnés	CA du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividende encaissé au cours de l'exercice
				Brute	Nette				
Dragui-Transports	153.130 €	950.992 €	95,64	7.858.747 €	7.858.747 €	-	33.322.042 €	1.197.904 €	305.000 €
SOVATRAM	201.233 €	1.884.761 €	16,82	381.123 €	381.123 €	-	19.173.932 €	3.321.207 €	333.000 €
SGEA	76.500 €	3.349.092 €	25,00	335.388 €	335.388 €	-	20.980.703 €	- 67.015 €	-
Participations									
Néant									

5.7 Honoraires des commissaires aux comptes

	Montant (K€)		%	
	2004	2003	2004	2003
Audit				
<ul style="list-style-type: none"> <u>Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés</u> 				
Cabinet Paul Mortini	47	41	38	44
Deloitte et Associés (dont honoraires pour la filiale marocaine)	78 (10)	53 (4)	62	56
<ul style="list-style-type: none"> <u>Missions accessoires</u> 	-	-	-	-
Sous-total	125	94	100	100
Autres prestations	-	-	-	-
Total	125	94	100	100

6. LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

6.1 Composition et fonctionnement du Conseil d'administration

6.1.0 Composition

- Président : Francis Pizzorno

Fondateur du Groupe

Nommé administrateur le 6 juin 2005, par l'assemblée générale qui a décidé la transformation en SA, pour une durée de six ans échéant lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010. Nommé Président Directeur Général par décision du Conseil d'administration du même jour.

Autres mandats : Président des filiales Dragui Transports, Sovatram, Sgea, Samnet, Sma et Selfema. Gérant des SCI familiales « François Charles » et « de la Nartuby ».

- Magali DEVALLE, née PIZZORNO

Directeur des achats du groupe

Nommé administrateur le 6 juin 2005, par l'assemblée générale qui a décidé la transformation en SA, pour une durée de six ans échéant lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Autres mandats : Gérante de la filiale Segedema (Maroc) et représentant permanent de Groupe Pizzorno Environnement au Conseil d'administration de Dragui Transports

- Maria DE VIA-CARROZZA

Directeur financier du groupe

Nommé administrateur le 6 juin 2005, par l'assemblée générale qui a décidé la transformation en SA, pour une durée de six ans échéant lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Autres mandats : Néant

- Frédéric DEVALLE

Directeur de la branche Propreté/Collecte/Transport du groupe

Nommé administrateur le 6 juin 2005, par l'assemblée générale qui a décidé la transformation en SA, pour une durée de six ans échéant lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Autres mandats : représentant permanent de Sovatram au Conseil d'administration de Dragui Transports

- Jean HOUDOUIN

Administrateur indépendant

Nommé administrateur le 6 juin 2005, par l'assemblée générale qui a décidé la transformation en SA, pour une durée de six ans échéant lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Autres mandats : administrateur de la SA HENTZ (MAYS), 34 rue Auguste Perret, ZAC de la Petite Bruyère, 94800 Villejuif.

- Bruno ROMER

Administrateur indépendant

Nommé administrateur le 6 juin 2005, par l'assemblée générale qui a décidé la transformation en SA, pour une durée de six ans échéant lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Autres mandats : administrateur de la SA EDIPRO-PRINTREFERENCE, 122 rue Edouard Vaillant 92593 Levallois -Perret, et gérant de la Sarl NAOS 4 av. du Président Wilson, 75008 Paris .

6.1.1 Fonctionnement du Conseil d'administration

Jusqu'au 6 juin dernier, la société était une SAS à actionnaire unique et n'avait pas de Conseil d'administration. La transformation en SA et la constitution d'un Conseil d'administration s'inscrivent dans la démarche de la société d'ouverture de son capital au public.

Le Conseil d'administration a été constitué de trois cadres supérieurs du groupe et de deux administrateurs indépendants. La volonté de Monsieur Francis Pizzorno est que ce Conseil soit une véritable instance de détermination des orientations stratégiques du groupe et de contrôle de son activité.

Les travaux du Conseil, dont il sera rendu compte dans le document de référence qui sera établi au titre de l'exercice 2005, seront menés dans ce but.

6.2. Intérêts des dirigeants dans le capital de l'émetteur, dans celui d'une société qui en détient le contrôle, dans celui d'une filiale de l'émetteur ou chez un client ou un fournisseur significatif de l'émetteur

6.2.0 Rémunération des dirigeants au titre de l'exercice 2004 (toutes sociétés du groupe confondues)

Dirigeants	Rémunération brute	Avantages en nature	Total
Francis Pizzorno	461.077	13.976	475.053
Magali Devalle	38.723	3.341	42.064
Maria De Via Carrozza	69.341	1.243	70.584
Frédéric Devalle	71.871	4.596	76.467

Les rémunérations des dirigeants sont entièrement fixes.

Il n'existe ni prime d'arrivée ou de départ, ni régime de retraite complémentaire autre que les régimes obligatoires. Les avantages en nature de M. Pizzorno correspondent à des primes d'assurance vie.

Du fait de la transformation en SA et de la constitution d'un conseil d'administration en juin 2005, des jetons de présence seront soumis à l'approbation de l'assemblée des actionnaires au titre de l'exercice 2005.

6.2.1 Options de souscription ou d'achat d'actions consenties à chaque mandataire social et options levées par ces derniers

Néant

6.2.2 Informations sur la nature et importance des opérations conclues entre la société et ses dirigeants

La famille Pizzorno contrôle deux SCI, la SCI François-Charles Investissement et le SCI de la Nartuby, qui sont propriétaires de bureaux et d'entrepôts loués à différentes sociétés du groupe.

L'ensemble des loyers perçus, détaillés dans le tableau ci-après, correspond à des prix de marché, qu'aurait payés le groupe à tout autre propriétaire. Ceci est attesté par M. Mazoyer, expert immobilier à Draguignan, qui conclut que les loyers facturés sont au bas de la fourchette de marché.

	SCI François-Charles Investissements	SCI de la Nartuby			
Sociétés locataires	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Dragui-Transports	33.000	4.255	50.656	24.544	14.988
SGEA	22.000	6.098,33	-	18.412	4.496
SOVATRAM	22.000	4.255	14.644	-	4.496
SMA	20.000	1843,33	14.644	12.276	2.996
SELFEMA	2.000	1.843,33	7.236	6.136	2.996
GPE	1.000	-	-	-	-
Total	100.000	18.294,99	87.180	61.368	29.972

(1) Bureaux du nouveau siège social / Loyer de mai à décembre 2004

(2) Bureaux de l'ancien siège social / Loyer de janvier à mai 2004

(3) Entrepôts de Brignoles / Loyer 2004

(4) Terrain en ZI de Saint Hermentaire / Loyer 2004

(5) Atelier de réparation de véhicules / Loyer 2004

6.2.3 Indication globale des prêts et garanties accordés ou constituées en faveur des dirigeants

Néant

6.3. Mention des schémas d'intéressement du personnel

6.3.1 Contrats d'intéressement et de participation

Néant

6.3.2 Attribution et exercice d'options de souscription ou d'achat d'actions aux salariés non mandataires sociaux

Néant

7. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EVOLUTION RECENTE ET LES PERSPECTIVES

7.1 Evolution récente

Activité au premier trimestre 2005

Le chiffre d'affaires au premier trimestre 2005 s'est inscrit à 22.3M€ en progression de 25%. Cette évolution résulte principalement :

- du nouveau marché obtenu par Segedema au Maroc en avril 2004. Ce contrat de 70 millions de dirhams pour une durée de 10 ans, porte sur la collecte, le transfert des déchets ménagers et la propreté urbaine de Casablanca. Le chiffre d'affaires des activités marocaines a ainsi progressé de 115% au premier trimestre 2005 par rapport au premier trimestre 2004, à 3.1M€ soit près de 14% de l'activité du groupe contre 11% en 2004.
- des renégociations des prix lors des renouvellements des contrats : Nice et Fréjus. Le chiffre d'affaires de la branche collecte transfert-transport a ainsi crû de 13.6%
- d'une activité des CSDU soutenue puisqu'elle affiche une progression de son chiffre d'affaires de près de 30%.

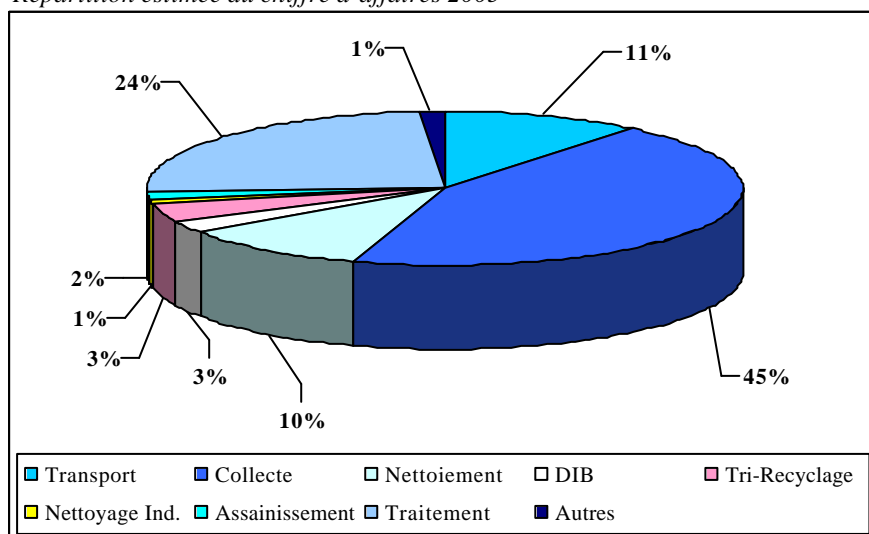
Répartition du chiffre d'affaires au 1^{er} trimestre 2005

En K€	2004	2005	Evolution
Collecte, transport et nettoyage	9 652	10 961	13,6%
DIB	800	835	4,3%
Traitement	4 353	5 633	29,4%
Tri - valorisation	600	668	11,4%
Divers	1 059	1 152	8,8%
Export	1 448	3 118	115,3%
total	17 912	22 367	24,9%

Exercice 2005

Le carnet de commandes 2005 du groupe, à ce jour, se chiffre à 85.3M€. Pour l'ensemble de l'exercice 2005, il est attendu un chiffre d'affaires consolidé de 106.2 M€ en croissance de 13.5%. Cette prévision, outre les tendances observées au premier trimestre, prend en compte l'obtention du contrat de Toulon (avril 2005) qui devrait générer un chiffre d'affaires annuel supérieur à 6M€, alors qu'il n'y aura plus l'effet de base constaté au 1^{er} trimestre 2005 sur le contrat de Casablanca.

Répartition estimée du chiffre d'affaires 2005



Les activités marocaines devraient, à l'instar du 1^{er} trimestre représenter 14% de l'activité globale du groupe.

La première année d'exploitation d'un contrat (contrat de Toulon) portant les frais de démarrage, le résultat d'exploitation devrait progresser moins rapidement que le chiffre d'affaires. Il pourrait ainsi s'établir à 10.9M€ et ceci malgré une hausse des frais de personnel de près de 25%. Le résultat net 2005 avant amortissement des survaleurs ressortirait donc à 4.8M€ correspondant à une marge nette de 4.6%.

Compte de résultat prévisionnel en K€(1)

En K€	2002	2003	2004	2005E
Produits d'exploitation nets	64 604	76 172	93 598	106 264
Achats matières et marchandises	3 697	3 469	4 403	5 225
Variation de stocks	-131	101	-15	0
Charges externe	24 202	26 626	31 475	31 928
Consommation intermédiaire	27 768	30 196	35 863	37 152
Valeur ajoutée	36 836	45 975	57 735	69 111
Impôts et taxes	1 985	2 421	2 917	3 405
Frais de personnel	24 611	28 382	33 928	42 594
Excédent Brut d'Exploitation	10 240	15 172	20 890	23 112
Autres produits	320	207	16	1
Transfert de charges	109	449	700	47
Amortissements	5 945	7 612	9 370	11 550
Provisions	941	1 735	1 747	727
Autres Charges	86	177	213	0
Résultat d'exploitation	3 697	6 304	10 276	10 884
Produits financiers	94	88	51	6
Frais financiers	1 944	1 775	1 970	2 935
Résultat courant	1 847	4 617	8 357	7 955
Produits exceptionnels	432	279	489	6
Charges exceptionnelles	616	565	1 247	156
Quote part des résultats des SME	-45	-47	24	0
Impôt Société	915	1 916	3 156	2 964
Participation salariés*	0	0	0	0
Résultat net	703	2 368	4 467	4 841

(1)Le résultat net est avant amortissement d'écarts d'acquisition

Les investissements budgétés pour 2005 sont de 12.8M €et concernent essentiellement :

- la branche traitement pour plus de 5M€et plus particulièrement l'extension du C.S.D.U de Bagnols pour 2.7M €et l'unité de traitement des mâchefers pour 1M€
- la branche Tri – valorisation pour 3M€ La plate-forme de Muy étant saturée, un nouveau centre ultra moderne capable de trier et valoriser 25 000 tonnes d'emballages au lieu de 5 000 tonnes aujourd'hui sera construit en 2005,
- les activités marocaines avec un investissement prévu de 1.6M €dont 0.6M €pour la maintenance.

La progression de près 10% du cash flow et l'augmentation de capital consécutive à l'introduction en bourse avec un apport de liquidité d'environ 15M€devraient se traduire par une réduction sensible du taux d'endettement à 14.5% (net de la trésorerie active).

Bilan prévisionnel en K€ (1)

Actif	2002	2003	2004	2005E
Ecarts d'acquisition	7 058	6 672	6 285	6 285
Immobilisations nettes	25 827	26 905	30 415	31 684
Actif circulant	24 560	23 307	25 805	28 035
Trésorerie	1 435	4 200	12 462	25 432
divers	6 171	7 019	8 468	8 468
Total	65 053	68 104	83 435	99 904
Passif	2002	2003	2004	2005E
Fonds propres	7 585	9 230	12 714	32 005
Provisions	4 308	5 617	6 367	7 094
Dettes financières Emprunts	17 621	18 657	27 070	30 159
Dettes bancaires court terme	11 615	11 861	9 328	0
Dettes fournisseurs	9 331	8 576	12 060	14 251
Autres dettes	14 593	14 162	15 896	16 396
Total	65 053	68 104	83 435	99 904

7.2 Perspectives 2006-2008

(en K Euros)	Prévisions			
	B 2005	2006	2007	2008
	13,5%	23,8%	29,8%	2,7%
PRODUITS D'EXPLOITATION NETS	106 264	131 591	170 775	175 312
Achats matières et marchandises	5 225	5 264	6 831	6 101
Variation de stocks		0		
Charges externe	31 928	37 543	52 923	49 087
CONSOMMATION INTERMEDIAIRE	37 152	42 807	59 754	55 188
VALEUR AJOUTEE	69 111	88 785	111 021	120 124
Impôts et taxes	3 405	4 211	5 465	5 610
Frais de personnel	42 594	51 321	62 939	64 866
Excédent Brut d'Exploitation	23 112	33 253	42 617	49 648
Autres produits	1			
Transfert de charges	47	50	50	50
Amortissements	11 550	17 046	20 125	23 161
Provisions	727	359	500	-866
Autres Charges				
EBIT	10 884	15 898	22 042	27 404
Produits financiers	6			
Frais financiers	2 935	3 632	4 713	4 839
RESULTAT D'EXPLOITATION	7 955	12 267	17 328	22 565
Produits exceptionnels	6	0		
Charges exceptionnelles	156	0		
Quote part des résultats des SME				
Impôt Société	2 964	4 616	6 522	8 495
Participation salariés				
RESULTAT NET	4 841	7 650	10 807	14 070
Dotations amort. Et Prov.	12 276	17 405	20 625	22 295
CASH FLOW	17 118	25 055	31 432	36 364
RESULTAT avant Provisions et I.S.	8 532	12 626	17 828	21 699

Ces résultats sont avant imputation des amortissements des écarts d'acquisition

Marge nette après I.S. / CA	4,56%	5,81%	6,33%	8,03%
-----------------------------	-------	-------	-------	-------

Emplois	Prévisions			2008
	B 2005	2006	2007	
Investissements	12 819	44 353	33 751	12 691
Immobilisations Financières				
Frais préliminaires				
Projets engagés				
Nouveaux projets				
Total des investissements	12 819	44 353	33 751	12 691
Remboursement emprunts anciens	7 636	6 396	4 805	3 092
Remboursements nouveaux emprunts	1 525	2 481	5 615	5 756
Accroissement du poste clients	2 230	6 069	11 065	1 281
Compte débiteurs divers				
Dividendes	550	1 530	2 161	2 814
Total des besoins	24 760	60 830	57 398	25 633
Ressources				
Variation des credits fournisseurs	2 191	630	5 067	-1 365
Compte courant associés				
Comptes créditeurs divers	500			
Capacité d'autofinancement	17 118	25 055	31 432	36 364
Augmentation des fonds propres	15 000			
Nouveaux emprunts	12 250	5 000	15 000	3 000
Total des ressources	47 058	30 685	51 499	37 999
Variation de la trésorerie	22 299	-30 145	-5 899	12 366

Actif	Prévisions			2008
	B 2005	2006	2007	
Ecarts d'acquisition	6 285	6 285	6 285	6 285
Immobilisations nettes	31 684	58 991	72 617	62 146
Actif circulant	28 035	34 104	45 169	46 450
Trésorerie	25 433			
divers	8 468	8 468	8 468	8 468
Total	99 904	107 848	132 539	123 350
Passif				
Fonds propres	32 005	38 125	46 770	58 026
Provisions	7 094	7 453	7 953	7 087
Dettes financières Emprunts	30 159	26 281	30 861	25 013
Dettes bancaires court terme	0	4 713	10 611	-1 755
Dettes fournisseurs	14 251	14 881	19 948	18 583
Autres dettes	16 396	16 396	16 396	16 396
Total	99 904	107 848	132 539	123 350

FONDS de ROULEMENT	31 289	6 583	6 682	21 695
BESOINS en FONDS de ROULEMENT	5 857	11 296	17 294	19 940
TRESORERIE CUMULE	25 432	-4 713	-10 612	1 755
Taux d'endettement / fonds propres (Emprunts + CT) (déduits écarts acquisitions inclus provisions)	14,4%	57,3%	ns	ns
Taux d'endettement sans provisions	18,4%	97,3%	102,4%	45,0%
Délais règlement clients	82	80	82	82

DETAIL DES EVOLUTIONS PAR UNITES

Unité 1 - collecte, transport, nettoyage

Elle regroupe l'ensemble des contrats du groupe dans ces domaines, hors, ceux rattachés à l'export. Elle est découpée en 3 branches.

Des secteurs **1.11** à **1.14** elle correspond à la branche gérée par Frédéric BALSE

Des secteurs **1.21** à **1.26** elle correspond à la branche gérée par Frédéric DEVALLE

Des secteurs **1.31** à **1.32** elle correspond à la branche collectes sélectives gérées par Thierry VIGUIER et Frédéric DEVALLE

Notre implantation dans le département du Var qui a démarré il y a 30 ans, fait de nous un intervenant leader dans ce domaine d'activité. Notre notoriété est due à notre professionnalisme et la haute qualité de nos prestations. Nous n'avons jamais perdu de contrat (marchés publics), et venons de gagner un des plus important marché du Var, la collecte et le nettoyage de la ville de Toulon.

Depuis 4 ans le groupe a élargi son domaine d'intervention géographique en s'implantant dans les Alpes Maritimes, Paris et l'Ile de France.

Pour cela, nous avons appliqué une méthode qui a porté ces fruits aujourd'hui. En effet, nous avons répondu aux appels d'offres suivant un prix d'appel, sans prendre en compte les frais de structure du Groupe, puis lors du renouvellement des marchés nous avons pu, avec l'appui de nos clients et grâce à la qualité de nos prestations, remonter nos prix à un niveau de marge correcte.

De plus, ces implantations nous permettent de gagner au fur et à mesure les communes avoisinantes, ainsi sur la région Ile de France, nous avons démarré par le contrat de collecte des verres de Paris, puis chaque année nous avons obtenus de nouveaux contrats, comme la collecte de l'Hay les Roses, Rungis, Vanves etc...

Dans notre plan nous n'avons pas inclus le développement sur d'autres régions où nous envisageons de nous implanter, et pour lesquelles nous avons déjà effectuées des démarches. Ex. : secteur de Toulouse et de Bordeaux.

Progressions envisagées :

	2005	2006	2007	2008
Taux de progression annuel du Chiffre d'affaires	+ 15.7	+ 15.9 %	+ 5.5 %	+2.3 %
Taux de Marge d'exploitation annuelle	+ 10.9 %	+ 15.6 %	+ 16.8 %	+ 17.4 %

Elles se décomposent ainsi :

Evolution CA par rapport à 2005	Type de croissance	2006	2007	2008
	Total augmentation CA	9 632 882	13 547 626	15 306 335
Dont	Négociations de contrats	1 353 000	678 000	768 000
	Renouvellements de contrats	990 000	1 848 000	79 000
	Développement	2 598 207	4 902 369	5 781 738
	Développement Acquis	3 510 696	3 510 696	3 510 696
	Révision de prix	1 180 979	2 608 562	5 166 901

Evolution des marges d'exploitation par rapport à 2005	Type de croissance	2006	2007	2008
	Total augmentation des Marges	4 469 091	6 081 833	6 433 749
Dont	Négociations de contrats	1 421 000	746 000	836 000
	Renouvellements de contrats	773 000	1 669 600	790 500
	Développement	963 302	1 454 342	1 737 934
	Développement Acquis	144 789	166 891	190 615
	Gains de productivité	1 167 000	2 045 000	2 878 700

Les investissements nécessaires se répartissent ainsi :

Evolution des investissements par an	Type de croissance	2006	2007	2008
	Total Investissements annuels	8 648 693	3 607 223	4 357 223
Dont	Renouvellements de matériels	3 422 223	2 407 223	3 807 223
	Développement	1 846 000	1 200 000	550 000
	Développement Acquis	3 380 470	0	0

Unité 2 – DIB

Cette unité concerne l'activité Déchets industriels, soit la mise à disposition auprès d'industriels, de caissons, l'enlèvement et le traitement de leurs déchets. Ceux-ci sont traités sur des plates formes de pré tri de DIB aménagées à cet effet.

Le responsable de cette activité est Daniel ALLARD.

Nous avons prévu dans notre plan de développement la création de plusieurs plates formes de pré tri de déchets industriels et du bâtiment. Celles-ci permettent la récupération de nombreux matériaux recyclables, et sont un pôle d'économie en terme de transport.

Nous avons gagné un marché qui a démarré en mai 2005 sur les secteurs de Montpellier et Nîmes, grâce à cette implantation, nous allons pouvoir nous développer, en créant des plates -formes de pré tri de DIB, sur cette zone.

Progressions envisagées :

	2005	2006	2007	2008
Taux de progression annuel du Chiffre d'affaires	- 2.2	+ 22.6 %	+ 17.1 %	+ 11.6 %
Taux de Marge d'exploitation annuelle	+0.8%	+ 15.5 %	+ 15.4 %	+ 15.8 %

Elles se décomposent ainsi :

Evolution CA par rapport à 2005	Type de croissance	2006	2007	2008
	Total augmentation CA	990 000	1 908 000	2 637 861
Dont	Négociations de contrats	320 000	543 000	592 861
	Renouvellements de contrats	0	0	0
	Développement	670 000	1 365 000	2 045 000
	Développement Acquis	0	0	0
	Révision de prix	0	0	0

Evolution des marges d'exploitation rapport à 2005	Type de croissance	2006	2007	2008
	Total augmentation des Marges	795 980	934 497	1 074 579
Dont	Développement	345 000	435 000	525 000
	Gains de productivité	450 980	499 497	549 579

Les investissements nécessaires se répartissent ainsi :

Evolution des investissements par an	Type de croissance	2006	2007	2008
	Total Investissements annuels	1 791 000	884 000	952 000
Dont	Renouvellements de matériels	635 000	306 000	374 000
	Développement	1 156 000	578 000	578 000

Unité 3 – Traitement

Sous l'autorité d'une directrice de Branche Pascale Manche, se trouvent actuellement 3 sites en exploitation.

Cette UGT, fleuron du Groupe, gère 600 000 tonnes de déchets, sur les 900 000 tonnes produits dans le département du Var.

La qualité des prestations et le respect des normes ont fait, notamment, du site du Cannet des Maures un « site exemplaire ».

Deux de nos sites (Cannet des Maures et Bagnols en Forêt) ont été, grâce à leurs performances, récompensés par l'attribution de la certification ISO 14001, le troisième site en exploitation (Pierrefeu) est en cours de certification.

La visibilité sur ces activités est pratiquement obtenue sur une longue période, en conséquence de leur situation particulière, en harmonie avec le plan département d'élimination des déchets.

En revanche, la nature de mise en stockage des déchets dits « ultimes », implique que soit effectué en amont de l'enfouissement, des traitements préalables à une valorisation éventuelle de certains types de déchets qui n'ont plus vocation à être acheminés vers les C.S.D.U.

Aujourd'hui la valorisation matière des emballages ménagers, et DIB se fait en centre de tri, de même que la valorisation des déchets verts sur nos plates-formes de compostage.

Nous envisageons dans les années à venir les installations suivantes :

- Création d'un centre de compostage avant enfouissement pour les OM (ordures ménagères)
- Création d'une plate forme de maturation des mâchefers qui sont pour une partie utilisés en produits de couverture sur nos sites, et pour une autre partie feront l'objet d'un traitement pour les transformer en un produit inerte pouvant être utilisé en sous couche de routes.
- Création d'une unité de traitement des boues de station d'épuration qui par divers procédés seront valorisés en amendements organiques.

Ces divers procédés de valorisation devront être gérés selon le choix des collectivités elles-mêmes, la gestion pouvant être attribué en délégation ou par marchés publics.

C'est à ce prix que les CSDU seront maintenus dans la politique environnementale comme une alternative, moins coûteuse et plus écologique, à l'incinération.

Nous avons prévu dans ce Plan de développement, la création d'une Ste d'économie mixte avec un syndicat intercommunal pour la création et l'exploitation d'une unité de tri-compostage. Les négociations sont engagées, le projet devrait démarrer, pour la partie construction en 2007, et pour l'exploitation en 2008. GPE détiendra 45 % de cette Société.

Nos équipes de recherche et développement impliqués dans la recherche et nouveaux sites de traitement, ont trois projets en cours.

Les négociations foncières sont finalisées pour l'un d'eux. C'est pourquoi, nous avons prévu dans notre plan de développement son ouverture en 2008.

Progressions envisagées :

	2005	2006	2007	2008
Taux de progression annuel du Chiffre d'affaires	+ 6.2	+ 3.1 %	+ 3 %	+ 93 %
Taux de Marge d'exploitation annuelle	+ 51 %	+ 46.2 %	+ 42.1 %	+ 37.9 %

Elles se décomposent ainsi :

Evolution CA par rapport à 2005	Type de croissance	2006	2007	2008
	Total augmentation CA	232 883	997 771	25 295 124
Dont	Négociations de contrats	-75 117	596 935	-847 737
	Développement	0	0	25 730 000
	Développement Acquis	308 000	400 836	412 861

La diminution du poste *négociations de contrats* est due au transfert des tonnages sur les activités Développement « Traitement des boues et Traitement des OM par compostage ».

Evolution des marges d'exploitation par rapport à 2005	Type de croissance	2006	2007	2008
	Total Variations des Marges	-1 095 679	-1 804 747	6 318 175
Dont	Arrêt activité	-20 608	259 392	259 392
	Développement	-577 565	-1 599 601	7 605 450
	Développement Acquis	-497 506	-464 538	-1 546 667

La diminution de la marge est due aux investissements nécessaires pour les nouvelles techniques de traitement

Les investissements nécessaires se répartissent ainsi :

Evolution des investissements par an	Type de croissance	2006	2007	2008
	Total Investissements annuels	11 466 000	13 603 000	3 885 000
Dont	Renouvellements de matériels et travaux	10 766 000	1 753 000	1 685 000
	Développement	700 000	11 850 000	2 200 000

Unité 4 – Tri – Valorisation

Pour anticiper la législation sur le tri des déchets ménagers le groupe a investi en 1997 dans la création, d'un centre de tri au Muy et a obtenu un arrêté préfectoral.

C'est en 1997 un pari audacieux, les collectivités n'étant pas prêtes à investir dans la collecte sélective, et les points d'apport volontaires.

Le Groupe Pizzorno a été à l'origine des programmes de sensibilisation aux élus, et à la population, par des campagnes de communication régulière, par prospectus, et par des interventions au niveau des écoles avec des programmes pédagogiques en relations avec les instituteurs.

Ces travaux ainsi que notre détermination ont vu un fort engouement lors de la mise en application du taux réduit de TVA (5.5%) sur l'ensemble de la filière collecte, transport, et traitement, aux communes adhérentes aux programmes de recyclage proposées par Eco Emballage et Adelphe. (Organismes agréés par l'état)

Aujourd'hui un projet de construction d'un nouvel outil plus performant et à l'image du Groupe est en cours de réalisation.

Ce centre de tri sera équipé du matériel le plus performant, il permettra avec les mêmes moyens humains que sur l'ancienne installation de trier 25 000 tonnes/an de déchets au lieu de 5 000 tonnes actuellement.

La visibilité de cette activité est assurée, car aucune autre autorisation préfectorale ne pourra être délivrée à proximité de notre zone de chalandise.

Ce secteur est géré par un directeur de Branche Thierry VIGUIER.

Progressions envisagées :

	2005	2006	2007	2008
Taux de progression annuel du Chiffre d'affaires	+ 7.7 %	+ 38.1 %	+ 9.7 %	+ 6.4 %
Taux de Marge d'exploitation annuelle	+ 21.6 %	+ 39.7 %	+ 44.7 %	+ 46.8 %

Elles se décomposent ainsi :

Evolution CA par rapport à 2005	Type de croissance	2006	2007	2008
	Total augmentation CA	1 321 666	1 785 356	2 124 207
	Développement Acquis	1 321 666	1 785 356	2 124 207

Evolution des marges d'exploitation par rapport à 2005	Type de croissance	2006	2007	2008
	Total Variations des Marges	1 153 504	1 598 238	1 864 545
	Développement Acquis	1 153 504	1 598 238	1 864 545

Les investissements nécessaires se répartissent ainsi :

Evolution des investissements par an	Type de croissance	2006	2007	2008
	Total Investissements annuels	5 450 000		
	Développement Acquis	5 450 000		

Concerne la reprise à 100 % de CMPR ainsi que le solde des investissements nécessaires pour la construction du nouveau centre de tri au Muy.

Unité 5 – Divers

Cette unité regroupe les activités de diversification du groupe.

51 - Secteur Assainissement.

Il est dirigé par un Responsable d'exploitation M. Philippe ROQUES et sera sous la responsabilité d'un Directeur de la Branche « Eaux » en cours de recrutement.

Cette activité est une branche historique du groupe achetée en 1992.

Elle intervient dans les domaines du curage d'égout, de l'entretien des réseaux d'eau propres et sales, des pompages de cuves, caves, et autres sites inondés, ainsi que du curage de fosses septiques.

Elle a un contrat important avec la Cie méditerranéenne des eaux pour le secteur de Fréjus et Sainte-Maxime, les autres clients sont des particuliers, des syndicats de co-propriété et des industriels.

Elle est basée sur le sud est du département, cependant un développement important est prévu sur le nord et l'ouest. Une première implantation a eu lieu cette année sur Toulon.

52 – Développement SPANC

La législation reporte depuis peu, la responsabilité des rejets des stations de traitement autonomes (fosses septiques) aux Maires.

De nouveaux appels d'offres sont en cours de parution, pour un contrôle systématique des SPANC sur chaque commune.

C'est un nouveau marché important, qui s'ouvre à nous, pour lequel nous sommes bien placé. En effet, les communes sont déjà nos clientes, et nous connaissons parfaitement ce métier.

De plus nous avons recruté un cadre spécialiste dans ce domaine d'activité Gilles MARCHAL, arrivé dans le groupe en février 2005.

53 – Nettoyage Industriel

Nous avons acquis cette société en 1996, elle effectue des prestations de nettoyage industriel, ces principaux clients sont les syndicats de co-propriété, les banques, et administrations diverses.

Un léger développement est prévu, notamment sur les services aux collectivités. C'est une activité non stratégique, qui dégage une valeur correcte pour le Groupe.

54 – Construction d'unité de traitement des OM par compostage

Il s'agit d'un contrat de construction d'une unité de traitement sur le secteur de l'ouest du département des Alpes Maritimes (Cannes).

Cette unité fera l'objet de deux contrats, le premier pour la construction de l'usine, le second pour l'exploitation de cette unité, nous avons inclus celui-ci dans l'unité 3 traitement.

Nous avons en interne un ingénieur process, ayant une forte expérience de ce type de prestations, c'est pourquoi nous souhaitons, grâce à nos bonnes relations avec les communes participantes à ce projet, obtenir ce marché.

Ce projet ponctuel, estimé à 25 000 000 €, explique l'importante augmentation de Chiffre d'affaire en 2007.

Progressions envisagées :

	2005	2006	2007	2008
Taux de progression annuel du Chiffre d'affaires	+ 1.1 %	+ 42 %	+ 600 %	NS
Taux de Marge d'exploitation annuelle	+ 5.6 %	+ 8.2 %	+ 9.7 %	+ 7.68 %

Elles se décomposent ainsi :

Evolution CA par rapport à 2005	Type de croissance	2006	2007	2008
	Total augmentation CA	1 223 985	26 470 845	1 762 537
Dont	Développement	1 223 985	26 446 890	1 738 582
	Révision de prix	0	23 955	23 955

Evolution des marges d'exploitation par rapport à 2005	Type de croissance	2006	2007	2008
	Total augmentation des Marges	176 370	2 696 446	286 792
Dont	Développement	176 370	2 694 696	283 242
	Gains de productivité	0	1 750	3 550

Les investissements nécessaires se répartissent ainsi :

Evolution des investissements par an	Type de croissance	2006	2007	2008
	Total Investissements annuels	286 000	130 000	258 000
Dont	Renouvellements de matériels	20 000	100 000	120 000
	Développement	266 000	30 000	138 000

Unité 6 EXPORT

61 – Maroc

Notre implantation au Maroc date depuis 1996, date de la création de la filiale SEGEDEMA, nous avons démarré notre activité par l'attribution d'un marché de gestion de la décharge de Rabat qui reçoit environ 300 000 T par an, et qui est toujours en cours.

Nous avons été des pionniers dans ce pays où, la délégation de service aux entreprises a été engagée depuis cette période, et continu à se développer. Des communes comme Agadir sont en cours d'appel d'offres, d'autres communes importantes comme Marakech vont y venir également.

Rapidement notre notoriété nous a permis de gagner de nombreux contrats de collecte, et nettoyage auprès de collectivités locales comme Rabat, Meknes, Kenitra, puis El Jadida et Casablanca, nous positionnant comme leader sur le marché Marocain.

Notre méthode par rapport à nos concurrents est de confier l'étude du dossier à un chef de projet expatrié. Celui-ci sera ensuite nommé comme responsable d'exploitation, ainsi les principes du Groupe Pizzorno sont appliqués à l'ensemble de nos contrats, en terme de qualité de service, et de relationnel commercial de proximité.

Cette filiale est gérée par un Directeur Xavier JOURDAN, il est sous la responsabilité directe en France de M. CHAPOUTHIER.

Un budget annuel est réalisé en début d'exercice, les résultats mensuels sont transmis au Siège en France suivant le modèle de reporting Groupe.

Cette implantation est une réussite, en terme économique grâce à une nette amélioration de la marge, et en terme d'impact commercial.

En effet, l'attribution du contrat de Casablanca à SEGEDEMA, a donné une notoriété internationale à notre Groupe.

62 - Tunisie

Des contacts récents nous encouragent dans notre projet de développement sur ce pays. Nous sommes en cours de réponse à l'appel d'offres pour la gestion du Centre de stockage des déchets du Grand Tunis.

Nous souhaitons procéder sur cette implantation comme au Maroc, démarrer par un contrat, puis se développer sur les autres activités du Groupe et sur d'autres communes.

Ce projet est piloté au niveau commercial en direct par M. PIZZORNO, les études sont réalisées par nos équipes spécialisées en France et au Maroc.

Notre expérience sur le Maroc est très appréciée, et nous souhaitons aboutir rapidement sur un premier contrat.

Nous avons estimé le démarrage de ce nouveau projet en 2007.

Progressions envisagées :

	2005	2006	2007	2008
Taux de progression annuel du Chiffre d'affaires	+ 31.2 %	+ 84 %	+ 30 %	+3.4
Taux de Marge d'exploitation annuelle	+ 11 %	+ 15.2 %	+ 17.5 %	+ 18.3%

Elles se décomposent ainsi :

Evolution CA par rapport à 2005	Type de croissance	2006	2007	2008
	Total augmentation CA	11 795 136	19 670 415	20 831 237
Dont	Négociations de contrats	260 067	260 067	260 067
	Développement	11 092 343	18 717 164	19 744 192
	Révisions de prix	442 726	693 184	826 978

Forte augmentation du CA en 2007 due au CET de Tunis

Evolution des marges d'exploitation par rapport à 2005	Type de croissance	2006	2007	2008
	Total Variations des Marges	2 397 702	4 359 616	4 862 335
Dont	Négociations	149 943	149 943	149 943
	Développement	1 628 181	3 416 867	3 839 846
	Gains de productivité	619 578	792 806	872 546

Les investissements nécessaires se répartissent ainsi :

Evolution des investissements par an	Type de croissance	2006	2007	2008
	Total Investissements annuels	16 711 027	11 476 874	3 238 505
Dont	Renouvellements de matériels et travaux	2 375 712	723 009	585 622
	Développement	14 335 315	10 753 865	2 652 883

FRAIS de STRUCTURE

Les frais de structure sont appliqués sur le tableau récapitulatif de l'ensemble des U.G.T.

L'impact des frais de structure constaté sur les derniers exercices est de l'ordre de 12 % du CA non consolidé.

Nous avons appliqué le même taux sur les exercices 2005 et 2006.

En revanche à partir l'exercice 2007 nous avons pris en compte une diminution du taux à 11% compte tenu de l'augmentation importante des chiffres d'affaires, et du fait que la plupart des charges ne sont pas proportionnelles au CA.

Sur l'exercice 2007 nous avons pris en compte une diminution à 10 % compte tenu du projet ponctuel de construction de l'unité de tri compostage pour un CA de 25 M € qui n'aura aucune incidence sur la structure.

Progressions envisagées :

	2005	2006	2007	2008
Taux Frais structure Sur Chiffre d'affaires non consolidé	12 %	12 %	9 %	11 %
Montant annuel Frais de structure en K€	13 048	16 255	16 511	19 604

7.3 Les orientations

Le groupe n'a pas retenu dans son business plan l'ouverture de CSDU dans d'autres départements que le Var et les Alpes Maritimes. Toutefois, il faut savoir que :

- dans le département des Bouches du Rhône les capacités de stockage arrivent à saturation à partir de 2006,
- les départements Hautes Alpes et Alpes de Haute Provence, ont mis en place des plans départementaux d'élimination des déchets,

La société compte saisir toutes les opportunités pour ouvrir des CSDU, et des centres de tri – compostage dans les régions limitrophes à la région PACA et en région parisienne.

Il en est de même pour l'activité déchets industriels. Le groupe a gagné en mai 2005 un marché sur les secteurs de Montpellier et Nîmes, et espère grâce à cette implantation se développer dans cette zone en créant des plates-formes de pré tri de déchets industriels.

Par ailleurs, la connaissance des métiers de l'environnement, son professionnalisme et sa réactivité conduisent le groupe à vouloir diversifier ses prestations.

Les nouveaux métiers

Le groupe souhaite compléter la gamme de ses services à travers plusieurs métiers pour lesquels il apparaît très bien positionné en raison de ses relations privilégiées avec les collectivités locales et de technologies qui ont beaucoup de points communs avec son savoir-faire. Il s'agit des métiers suivants :

- le traitement des eaux pluviales,
- la valorisation des biogaz,
- la gestion des assainissements autonomes,
- le recyclage et la valorisation des pneus usagés, marché désormais réglementé par de nouveaux textes,
- la collecte et le traitement des déchets d'équipement électrique et électronique,
- l'ouverture de classe 3 afin de valoriser les déchets du bâtiment,

Les nouveaux marchés

Fort de son positionnement au Maroc, la société souhaite accélérer son développement à l'international. Si le groupe a déjà répondu à un appel d'offre en Tunisie, l'Algérie et l'Europe Centrale et Orientale font partie de ses cibles.

En 2005, le C.S.D.U

du Grand Tunis sera en renouvellement d'exploitation et 9 nouveaux sites seront ouverts avec exploitation privée. Le groupe souhaite profiter de cette opportunité et se positionner sur les CSDU suivants :

- | | |
|--------------------|-------------------|
| - Grand Tunis | 700 000 tonnes/an |
| - Bizerte | 100 000 tonnes/an |
| - Monastir Kerouan | 300 000 tonnes/an |
| - Hammamet Nabeul | 300 000 tonnes/an |

En Algérie le groupe souhaite exploiter la mise en place du Programme National de Gestion Intégrée des Déchets Municipaux (PROGDEM – cf. page 24) et souhaite se placer sur la région centre de :

- Tizi-ouzou
- Bejaia
- Blida
- Tipaza
- Mada

Et sur la région Ouest de

- Oran
- Mostaganem
- Temouchent

En Europe Centrale, le groupe a, à ce jour, deux pays cibles. Il s'agit de la Pologne et de l'Ukraine :

- Depuis une décennie le groupe a réalisé de nombreuses missions en Pologne afin de connaître l'état des lieux en matière de propreté, collecte et traitement des déchets. De cette étude, il ressort que la Pologne présente un gros déficit en matière de tri-compostage et de traitement.

- Le marché ukrainien est le 2ème en importance au sein de la CEI. L'Ukraine produit 212 kg par an et par habitant. En tant que pays émergent, il présente un grand potentiel de développement. De nombreux investissements nécessaires dans le domaine du recyclage sont à prévoir.

La quantité de déchets rejetés chaque année par les municipalités s'élève à 35 Mns m3, qui sont stockés dans 770 décharges. Il existe trois usines d'incinération, à Kiev, Kharkiv, et Dnèpropetrovsk. L'Ukraine compte plus de 7500 camions-poubelles et 35 000 employés dans le domaine du traitement des déchets. Il est prévu de construire 4 usines de tri à Kiev, 2 usines auraient la capacité de traiter chacune 200 000 tonnes de déchets par an, une autre 110 000 tonnes, la quatrième serait un centre de recyclage.

En 2002, 77,5 Mns de tonnes de déchets toxiques ont été rejetées par les entreprises, dont 97% sont considérés comme dangereux. 43 Mns de tonnes, soit 59% sont stockés dans des lieux prévus à cet effet 28% dans des lieux violant toutes normes sont stockées dans des lieux prévus à cet effet, 28% dans des lieux violant toutes normes écologiques, tandis que 146 400 tonnes de déchets industriels ont été relâchées directement dans l'environnement. Parmi les déchets dangereux, on compte une grande quantité de métaux lourds, de pesticides et de produits chimiques. Les principales sources de pollution sont les industries de l'extraction, la métallurgie et la génération de l'énergie. Les volumes de recyclage des déchets ont baissé considérablement suite à l'absence d'investissement nécessaire ainsi que d'incitation législative, mais commencent à progresser en raison de la politique de mise en valeur des déchets.

Glossaire

Amendement : Substance visant à améliorer les propriétés physiques du sol. L'amendement n'est pas forcément riche en éléments fertilisants à la différence des engrais. Amendement et engrais ne sont pas synonymes. Lorsque l'amendement est riche en matière organique, on parle d'amendement organique.

Arrêté ADR Arrêté sur le transport des matières dangereuses.

Biocentre : Installations fixes de traitement par voie biologique des terres polluées.

Biogaz : Gaz produit par la décomposition biologique anaérobie de la matière organique contenue dans les déchets ménagers. Ce gaz peut faire l'objet d'une valorisation énergétique sur les centres de stockage de déchets de classe 2 et dans les usines de méthanisation (traitement biologique).

Boues : Résidu plus ou moins pâteux qui provient de l'épuration des eaux usées urbaines et industrielles (boues d'épuration) ainsi que de certains traitements industriels.

Collecte : (Enlèvement, ramassage) : opération consistant à enlever sur les lieux de production (habitation ou autre), les déchets présentés dans des récipients à cet effet pour les acheminer ensuite vers un lieu de stockage, de tri et de conditionnement.

Collecte sélective : Collecte séparée des déchets. On distingue :

Collecte sélective : collecte et tri de déchets par l'usager et apport volontaire vers des points de collecte.

Conteneurs dispersés sur le territoire :

- par point de regroupement fixe : lieu identifié et signalé où sont regroupés plusieurs conteneurs,
- par point de regroupement temporaire : véhicules de collecte avec des lieux de passage et des dates identifiées et signalées.

Collecte sélective en porte à porte : collecte par ramassage de matériaux triés par l'usager en mélange dans un deuxième récipient (collecte en porte à porte mélangée) ou séparément par contenant (**collecte en porte à porte séparée**).

Collecte multimatériaux Collecte dans la même benne d'au moins deux déchets qui ne se polluent pas l'un et l'autre et permettant ultérieurement un tri performant. Cette collecte est essentiellement utilisée pour les déchets industriels non dangereux.

Collecte séparative : On entend par collecte séparative, toutes collectes qui visent à séparer du flux des ordures ménagères « mise à la poubelle », une ou plusieurs fractions en vue de leur valorisation matière/énergie - récupération, recyclage, compostage, méthanisation, incinération avec récupération d'énergie - ou d'un traitement spécifique adapté – déchets ménagers spéciaux. La collecte sélective ne concerne que la récupération de matériaux et leur recyclage.

Collecte simultanée : Deux fractions (ou plus) sont simultanément collectées dans une benne compartimentée, lors d'une même tournée. Le plus souvent on aura les ordures ménagères en combinaison avec les matériaux recyclables.

Collectivités locales : Communes et groupements de coopération intercommunale, Départements et Régions.

Compost : Produits issus de la dégradation contrôlée de la matière organique (ex. déchets verts, fraction fermentescible des OM, OM résiduelles) en présence d'oxygène (compostage), contenant le moins de polluants possibles et utilisables comme amendement organique.

Compostage : Processus microbiologique de dégradation de la matière organique non synthétique en présence d'oxygène (en aérobiose).

CSD Centres de stockage des déchets (ex-CET, centres d'enfouissement techniques des déchets). On distingue 3 catégories de CSD :

- Classe 1 : déchets dangereux stables ou stabilisés ;
- Classe 2 : déchets non dangereux (DMA) ;
- Classe 3 : déchets inertes (gravats, déblais...).

CSDUS Centres de stockage des déchets ultimes stabilisés (classe 1).

DBE Déchets Banals des Entreprises. Déchets des entreprises dont le traitement peut être réalisé dans les mêmes installations que les ordures ménagères : cartons, verre, déchets de cuisine, emballages,... Parmi les DIND, on trouve également les déchets issus du commerce et de l'artisanat

DD Déchets dangereux

Décharge : Terme couramment utilisé pour désigner les CSD.

Déchèterie : Les déchèteries sont des espaces aménagés, gardiennés, clôturés, où le particulier (et éventuellement l'artisan et le commerçant) peut apporter ses déchets encombrants ainsi que d'autres déchets en les répartissant dans des conteneurs spécifiques (ferrailles, monstres, déchets végétaux, gravats, tout venant, papiers-cartons, verres, plastiques, huiles usagées,...) en vue d'éliminer ou de valoriser au mieux les matériaux qui les constituent.

Déchets : Est un déchet au sens de la loi 75-633 du 15 juillet 1975 tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon.

Déchets dangereux : Les déchets dangereux sont les déchets qui présentent une ou plusieurs des propriétés (voir ci-dessous) énumérées dans l'annexe 1 du décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets. (En ce qui concerne les déchets d'origine industriel, il s'agit des ex-DIS, ou déchets industriels spéciaux tels qu'ils sont désigné dans la loi du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.) Les propriétés qui rendent les déchets dangereux :

- H 1 - Explosif
- H 2 - Comburant
- H 3-A - Facilement inflammable
- H 3-B - Inflammable
- H 4 - Irritant
- H 5 - Nocif
- H 6 - Toxique
- H 7 - Cancérogène
- H 8 - Corrosif
- H 9 - Infectieux
- H 10 - Toxique pour la reproduction
- H 11 - Mutagène
- H 12 - Substances ou préparations qui, au contact de l'eau, de l'air ou d'un acide, dégagent un gaz toxique ou très toxique
- H 13 - Substances et préparations susceptibles, après élimination, de donner naissance, par quelque moyen que ce soit, à une autre substance, par exemple un produit de lixiviation, qui possède l'une des caractéristiques énumérées ci avant.
- H14 – Ecotoxique.

Déchets inertes : Déchets qui n'évoluent pas dans le temps et ne contiennent pas de substances toxiques ou dangereuses. Ils sont constitués surtout de déblais, de stériles des activités extractives, de produits de démolition...

Déchets ménagers : L'ensemble des déchets produits par l'activité domestique des ménages. A l'intérieur des déchets ménagers, il est utile de distinguer les catégories suivantes (correspondant aux principales spécificités de nature et de destinations possibles) :

- les ordures ménagères stricto sensu,
- les encombrants,
- les déchets dangereux des ménages.

Déchets municipaux (aussi déchets ou résidus urbains) : Ensemble des déchets dont l'élimination (au sens donné par les textes législatifs) doit être assurée par les communes. Dénomination à préférer à « déchets ou résidus urbains » a priori restrictif quant au milieu pris en compte et d'ailleurs de ce fait peu apprécié en milieu rural. Parmi les déchets municipaux, il est utile de distinguer en fonction de l'origine des déchets les catégories suivantes :

- les déchets ménagers,
- les déchets du nettoyage,
- les déchets des espaces verts publics,
- les déchets d'origine commerciale ou artisanale assimilables aux ordures ménagères.
- etc.

Déchets ultimes : Au sens de l'art. 1 de la Loi du 15 juillet 1975, modifiée en 1992, est un résidu ultime « un déchet, résultant ou non du traitement d'un déchet, qui n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux ».

DID Déchets industriels dangereux

DIND : Déchets Industriels Non Dangereux (il s'agit de DBR issus d'entreprises industrielles).

DMA : Déchets ménagers et assimilés.

DMS : Déchets ménagers spéciaux (également appelés DDM pour déchets dangereux des ménages). Cette catégorie couvre les déchets dangereux des ménages : déchets de produits explosifs (aérosols), corrosifs (acides), nocifs, irritants (ammoniaque, résines) ; comburants (chlorates) ; déchets facilement inflammables, ou d'une façon générale dommageables pour la santé et l'environnement (métaux lourds de certaines piles, accumulateurs, lampes fluorescentes, etc.) ou qui ne peuvent pas être éliminés par les mêmes voies que les ordures ménagères sans créer de risque pour les personnes et l'environnement.

DSP : Délégation de Service Public.

DTQD : Déchets toxiques en quantités dispersées (également appelés DDD pour déchets dangereux dispersés) Déchets dangereux produits en petites quantités par les artisans, commerces, PME, laboratoires, ... En termes de volumes produits, il s'agit majoritairement de déchets dangereux d'origine industrielle. Ils sont également appelés : déchets dangereux dispersés (DDD)

Effluents : Rejets liquides d'une industrie (notamment agroalimentaire) ou d'un élevage.

Evapo-incinération : Elle utilise la chaleur de l'incinération pour dissocier un mélange d'eau et d'hydrocarbure par évaporation de la phase aqueuse, ce qui permet de disposer d'une concentration d'hydrocarbure plus facilement incinérable.

Incinération : L'incinération est un processus d'oxydation de la partie combustible du déchet, dans une unité adaptée aux caractéristiques variables des déchets (hétérogénéité, pouvoir calorifique). Ce processus permet une forte réduction de volume des déchets à éliminer.

Installations classées : Installations dont l'exploitation peut être source de dangers ou de pollutions. Leur exploitation est réglementée. On distingue celles soumises à déclaration à la Préfecture et celles soumises à autorisation préfectorale après enquête publique. Les installations de traitement de déchets font partie de cette dernière catégorie.

ITOM : Installations de traitement des ordures ménagères.

Lixiviat : Liquide résiduel qui provient de la percolation de l'eau à travers les déchets. Celle-ci se charge de polluants organiques, minéraux et métalliques, par extraction des composés solubles (lixiviation facilitée par la dégradation biologique des déchets).

Lixiviation : Extraction d'un composé soluble à partir d'un produit pulvérisé, par des opérations de lavage et de percolation.

Mâchefers : Résidus résultant de l'incinération des déchets et sortant du four (ils sont également dénommés « scories »). Ils peuvent être valorisés en travaux publics ou stockés en décharge de classe 2.

Maître d'œuvre : Personne, entreprise chargée de réaliser un ouvrage pour le compte du maître de l'ouvrage, ou d'en diriger la réalisation.

Maître d'ouvrage : Personne (publique ou privée) pour le compte de laquelle les travaux sont réalisés.

MEDD : Ministère de l'écologie et du développement durable

Méthanisation : Production de biogaz par la dégradation anaérobie contrôlée des déchets organiques.

MIOM : Mâchefers issus de l'incinération des ordures ménagères.

MRIOM : Matériaux recyclables issus des ordures ménagères

Neutralisation des fumées : Processus chimique consistant à enlever les acides des fumées des incinérateurs en les faisant réagir avec une base (de la chaux en général ou de la soude). Cette réaction provoque la formation d'eau et d'un sel. L'acide chlorhydrique étant en plus grande quantité que les autres, on utilise souvent le terme de déchloruration pour celui de neutralisation.

NIMBY : Not In My Backyard. Le terme syndrome NIMBY est employé pour désigner le phénomène de rejet d'installation d'équipements aux alentours de ses lieux de vie (habitation et professionnelle).

OM Ordures ménagères

Ordures ménagères stricto sensu : Déchets de l'activité quotidienne des ménages qui peuvent être pris en compte par la collecte traditionnelle.

SPANC : Services Publics d'Assainissement Non Collectif